

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE CAEN

DE LA
CONDITION DES OUVRIERS
DANS LES MINES
DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de droit

Le Mercredi 14 Février 1906, à 3 heures

PAR

RAYMOND DELCOURT

Avocat

JURY D'EXAMEN :

MM. VILLEY, *Doyen, président de la thèse.*

CABOUAT, *professeur.*

ALLIX, *professeur.*

PARIS (3°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1906



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548418_0017

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1905-1906

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. ☼), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☼), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

EDMOND VILLEY (*, I. ☼), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☼, A. ☼), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☼, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☼), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☼), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ☼), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ☼), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, (A. ☼), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel* et chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français*.

ALLIX, professeur d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*, chargé d'un cours de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ☼), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE CAEN

DE LA
CONDITION DES OUVRIERS
DANS LES MINES
DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de droit

Le Mercredi 14 Février 1906, à 3 heures

PAR

RAYMOND DELCOURT

Avocat

JURY D'EXAMEN :

MM. VILLEY, *Doyen, président de la thèse.*

CABOUAT, *professeur.*

ALLIX, *professeur.*



PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1906

A LA

MÉMOIRE DE MON PÈRE

INTRODUCTION

La mine Le personnel directeur de la mine

Une mine est un organisme complexe, composé à la surface du sol de divers ateliers, chantiers, bureaux, etc., et à l'intérieur du sol d'un ou de plusieurs puits, et de galeries plus ou moins larges, horizontales, verticales ou inclinées et dans lesquelles les mineurs extrayent le charbon.

La partie souterraine de cet organisme est parcourue sans cesse par trois courants qui doivent toujours coexister :

Un courant d'air ;

Un courant d'eau ;

Un courant de bennes (1).

Un courant d'air qui descend de la surface, se divise en artères de plus en plus ténues pour venir apporter l'air pur partout où travaille un homme, puis

1. Bennes : petits wagons employés dans les mines pour le transport du charbon et des divers matériaux. On dit aussi berlines.

se reliant à nouveau en veines sans cesse croissantes de dimensions, pour évacuer vers le puits de sortie l'air vicié par la respiration, par les lampes, par les gaz échappés des couches et par les poussières de charbon.

Un courant d'eau. Toutes les eaux qui filtrent à travers les parois de la mine doivent pouvoir s'écouler vers de grands réservoirs à portée du puits pour de là être remontées au jour.

Un courant de bennes, qui transportent du chantier vers le puits et de là vers le jour, le charbon abattu pour ensuite redescendre chargées de matériaux divers.

Avant d'examiner la condition de l'ouvrier qui travaille dans cet organisme, nous devons jeter un coup d'œil très rapide sur le personnel directeur de la mine.

Et d'abord disons qu'aucune industrie n'est plus aléatoire que celle des mines. Elle exige l'immobilisation de capitaux considérables. Il s'écoule ordinairement un temps assez long entre le moment où l'exploitation commence et celui où elle devient rémunératrice, et c'est la minorité qui devient une bonne affaire pour ses actionnaires.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, les sociétés minières se présentent sous deux formes :

La société civile ;

La société anonyme par actions.

Elles sont pour la plupart administrées par un conseil qui délègue ses pouvoirs pour la direction et l'ad-

ministration courante à un directeur pris en dehors du conseil.

Ce directeur est le plus souvent un ingénieur qui, outre les connaissances techniques, possède l'expérience des hommes et des choses, nécessaire pour mener une grande affaire et commander à un nombreux personnel.

Il a sous ses ordres trois grands services :

Le service technique ;

Le service administratif et financier ;

Le service commercial.

Le service technique, le seul qui nous intéresse dans cet ouvrage, comprend :

La surveillance et la direction des travaux souterrains, des opérations de triage, de lavage et de chargement à la surface ;

La surveillance et la direction des fabrications de coke et d'agglomérés ;

La surveillance et la direction des chemins de fer extérieurs, des ports d'embarquement, des ateliers de construction et de réparation ;

L'étude et l'exécution des travaux neufs.

Le plus souvent ces différentes branches relèvent d'un seul ingénieur en chef ou ingénieur principal, parfois il y a aussi un ingénieur spécial pour l'étude et l'exécution des travaux neufs de la surface. Il y aura alors deux ingénieurs en chef :

L'ingénieur en chef du fond ;

L'ingénieur en chef du jour.

Au-dessous de l'ingénieur en chef, il y a un ou plusieurs ingénieurs divisionnaires.

Ils sont chargés chacun d'une division, c'est-à-dire de deux ou trois exploitations ou sections distinctes, confiées chacune à un ingénieur de section.

Les ingénieurs sont formés dans des écoles spéciales et ont presque tous reçu une forte éducation scientifique et technique.

L'ingénieur descend tous les jours ou presque tous les jours dans la mine.

Il est aidé dans sa tâche par des contremaîtres, maîtres porions, porions, chefs de poste.

Les porions sont recrutés parmi les chefs de poste et surveillants inférieurs ou encore parmi les jeunes gens sortis de l'école de Douai, mais ordinairement on fait subir à ces jeunes gens un stage de quelques années comme chefs de poste pour qu'ils puissent avoir l'expérience pratique du métier.

Les autres chefs de poste sont choisis parmi les ouvriers les plus intelligents et de meilleure conduite.

Il y a 1 chef de poste pour 25 ou 40 hommes ;

1 porion pour 2 ou 4 chefs de poste ;

1 maître porion pour 2 ou 4 porions (1).

Telle est en quelques mots l'organisation du personnel dirigeant de la partie technique dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais.

1. Extrait des conférences faites à l'école libre des sciences politiques de Paris, par M. Charles Ledoux.

Abordons maintenant notre sujet et voyons quelle est la condition des ouvriers dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais.

Dans une première partie nous examinerons les conditions et la rémunération du travail de ces ouvriers.

Dans une seconde partie nous parlerons des diverses institutions de prévoyance, d'assistance et de protection qui ont été créées soit par l'Etat, soit par les compagnies, soit par les ouvriers eux-mêmes.

Dans une troisième partie enfin, nous étudierons les moyens d'améliorer la condition de l'ouvrier mineur.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DES CONDITIONS ET DE LA RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL DE L'OUVRIER DANS LES MINES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

CHAPITRE PREMIER

Le travail de l'ouvrier dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais

SECTION I

ORGANISATION ET DURÉE DU TRAVAIL DANS LA MINE

Les ouvriers des mines se divisent en deux grandes catégories : les ouvriers du jour qui ne sont que très peu différents des autres ouvriers et les ouvriers du fond dont nous nous occuperons spécialement. Un mot pour commencer sur l'organisation et la durée du travail de l'ouvrier du jour, puis nous aborderons immédiatement la question du travail de l'ouvrier du fond.

I. — Au jour

Au jour (1), il y a dans les mines comme dans toute industrie, des chauffeurs de chaudières, des mécaniciens, des ouvriers d'ateliers de réparations (forgerons, ajusteurs, charpentiers, menuisiers, charrons, etc.), des manœuvres qui manutentionnent les produits entrant ou sortant, tout un personnel pour le service des voies ferrées à grande ou à petite section, des trieurs et trieuses de pierres, etc.

Abstraction faite des ouvriers spéciaux de métier, la plus grande partie de ce personnel est formée de jeunes gens qui attendent le moment de descendre au fond et d'ouvriers âgés qui finissent dans ces services accessoires moins fatigants leur période d'activité (2).

Durée du travail. — Les ouvriers d'ateliers commencent à 6 heures du matin et finissent à 6 heures du soir ; ils ont deux repos pour les repas, le premier d'une demi-heure, le second d'une heure.

Les ouvriers employés à l'extraction et à la manutention du charbon ne travaillent que de jour, à l'exception de quelques chauffeurs et mécaniciens qui doivent travailler la nuit.

Nous n'en dirons pas plus long sur les ouvriers du

1. Extrait du mémoire et observations présentés par les propriétaires de houillères à la Commission du travail de la Chambre des députés, le 6 novembre 1901.

2. Voir les tableaux, pages 77 78 et 79.

jour ; comme nous le disions tout à l'heure, ils ne se différencient pas beaucoup des ouvriers des autres industries et nous voulons surtout nous occuper des ouvriers du fond.

II. — Au fond

Organisation du travail. — Dans les fosses en exploitation, il y a ordinairement deux postes : le premier (dit poste du matin) est exclusivement réservé à l'exploitation du charbon ; le second (dit coupe à terre) est presque entièrement réservé pour les travaux d'entretien et de réparations, qu'il serait impossible de faire le matin.

On fait aussi quelquefois trois postes par vingt-quatre heures, mais seulement pour les travaux de premier établissement, tels que fonçages de puits, approfondissements, bowettes, etc., et pour les travaux urgents, réparations pressées, montages de retour d'air, etc. (1).

Il en est de même dans le Pas-de-Calais.

L'organisation actuelle comporte deux postes dans toutes les compagnies du Pas-de-Calais : le poste du matin est consacré à l'abatage du charbon, celui d'après-midi au creusement des galeries et au remblayage.

Les ouvriers de chacun des postes ont ainsi des

1. Réponse écrite du syndicat libre des mineurs à Valenciennes.

besognes complètement différentes et sont indépendants les uns des autres (1).

Catégories d'ouvriers

Nous devons donc diviser les ouvriers du fond en plusieurs catégories :

L'équipe au charbon qui se divise en piqueurs, d'une part, et hercheurs et rouleurs, d'autre part.

Le poste à terre, qui comprend des boiseurs, des raccommodeurs, des mineurs au rocher et des remblayeurs.

Examinons l'une après l'autre ces catégories d'ouvriers, et voyons, pour chacune d'elles, avec preuves à l'appui, quel est le travail que les ouvriers qui les composent ont à effectuer et quelle est la durée de ce travail.

1. — *Piqueurs*

Pour descendre au fond, les piqueurs et leurs aides arrivent entre 4 et 5 heures du matin ; les uns sont en habit de mine, d'autres, de plus en plus nombreux dans les installations nouvelles, revêtent le costume de mine dans une salle chauffée qui leur est préparée à cet effet ; ils défilent devant la lampisterie où se font en même temps la remise de la lampe et le contrôle de l'entrée ; puis par groupe de douze, seize

1. Réponse écrite de M. Fèvre, ingénieur en chef des mines à Arras. Procès-verbaux de la Commission parlementaire des mines. Réponses écrites, tome II, page 195.

ou vingt, ils s'engagent dans la cage qui les descend en quelques minutes au fond (1).

De l'accrochage (2) du fond, chaque groupe se dirige par les travers bancs, les galeries du fond, puis finalement par les plans inclinés ou cheminées vers le chantier où les outils sont restés depuis la veille.

Une fois rendu, chaque ouvrier reprend ses outils, sonde le toit pour voir si aucune plaquette ne menace de tomber, s'assure de la solidité des bois placés par lui la veille ou par le boiseur dans la nuit, puis il commence à abattre le charbon.

Son habileté consistera, si l'absence de grisou lui permet l'emploi d'un explosif, à bien placer et bien diriger ses trous de mine. Si la nature de la couche interdit le travail à la poudre (ce qui est le cas le plus général) à recouper par la base la couche de houille de façon à en faire tomber la masse la plus considérable d'un seul coup (3). C'est l'heure pénible du travail.

1. Autrefois, ils devaient descendre à leur travail par des échelles, actuellement les mineurs ne descendent ou ne remontent par les échelles qu'en cas d'accident survenu à la cage.

2. L'accrochage ou recette d'à bas est l'endroit où des ouvriers spéciaux font rouler les berlines dans la cage qui doit les extraire au jour, autrefois on accrochait directement au câble, d'où le nom.

3. L'on a essayé dans différentes mines du Nord et du Pas-de-Calais, l'emploi de haveuses, mais la faible épaisseur des veines, leur irrégularité, et la nature du terrain houiller du

Au moment de faire tomber la masse minée ou souscavée, l'équipe s'écarte du chantier pour n'en revenir que lorsque la poussière et la fumée se sont dissipées. C'est généralement aussi le moment du déjeuner.

A la rentrée au chantier, le travail change ; il faut concasser les blocs, trier les pierres, faire glisser le charbon, le charger dans les wagonnets, placer rapidement quelques bois pour tenir le toit, dégager les parties de la couche qui n'ont été qu'ébranlées, etc., tout préparer pour la journée du lendemain.

Puis la tâche faite, le front de taille dégagé, le mineur remontera au jour vers 1 h. 1/2 à 2 heures (1).

Tel est donc le travail qu'a à effectuer le piqueur ; ce travail sera plus ou moins pénible, selon qu'il travaillera debout, couché sur le flanc, à genoux ou monté sur un échafaudage.

Cela dépendra aussi de la façon dont la mine sera aérée, de la chaleur qu'il y fera, des infiltrations d'eau, etc.

Durée du travail. — Voyons maintenant quelle est la durée du travail du piqueur dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais.

Nord et du Pas-de-Calais empêchent de se servir de ces machines-outils, dans la plupart des mines, du moins pour l'abatage du charbon.

1. Extrait d'un mémoire présenté par les propriétaires de houillères à la Commission du travail de la Chambre des députés le 6 nov. 1901.

Nous trouvons dans le mémoire présenté par les propriétaires de houillères à la Commission du travail de la Chambre des députés, le 6 novembre 1901, le détail de la journée du mineur dans les mines du Nord.

Descente vers 4 h. 1/2.

Arrivée au chantier vers 5 h. 1/4 ou 5 h. 1/2.

Travail de 5 h. 1/2 à 8 heures.

Déjeuner de 8 heures à 8 h. 1/2.

Travail de 8 h. 1/2 à 1 heure.

Retour vers le puits et remontée de 1 heure à 2 heures.

Il y a donc dans le Nord neuf heures à neuf heures et demie de présence au fond et sur ce temps sept heures à sept heures et demie de travail effectif.

Si nous nous reportons à un autre document un peu plus récent encore, nous voyons dans la réponse écrite du syndicat libre des mineurs à Valenciennes (syndicat jaune), les phrases suivantes que nous reproduisons textuellement (1) :

La durée du travail a diminué d'environ une heure depuis 20 ans. Il n'y a même pas plus de 5 ans que l'on voyait encore nos camarades descendre à partir de 3 heures du matin et remonter à 1 h. 1/2 et 2 heures de l'après-midi et quelquefois plus tard, mais de leur plein gré, car la compagnie ne nous a jamais demandé plus de neuf heures de présence à la mine.

1. Procès-verbaux de la Commission des mines. Réponses écrites, tome II, page 65.

Le temps pour descendre, remonter, et se rendre au chantier, est d'environ une heure et demie; ce qui ramène la présence au chantier à sept heures et demie pour les ouvriers à la veine et similaires, et à neuf heures pour les gamins (hercheurs, déballeurs, freinteurs, etc.).

Les repos et repas à l'intérieur sont laissés à l'appréciation des ouvriers; ils ne s'arrêtent jamais ou pas souvent moins (1) d'une demi-heure. Travaillant à la tâche nous avons tout intérêt à ne pas prolonger les repos outre mesure. Si nous retranchons la demi-heure prise pour le repas des sept heures et demie de présence au chantier, la durée du travail effectif est ainsi ramenée à sept heures environ et ces chiffres sont incontestables.

Si nous prenons maintenant pour le Pas-de-Calais la réponse au même questionnaire de M. l'Ingénieur en chef des mines à Arras, nous trouvons ce qui suit :

La descente s'effectue en général entre 4 heures et 5 heures du matin, la remonte entre 1 h. 1/2 et 3 heures du soir.

La durée minimum de présence au fond, du dernier descendu au premier remonté, est donc de huit heures et demie.

Le temps nécessaire pour aller au chantier et en

1. Il est écrit « moins » dans le texte, mais d'après le sens il me semble qu'il y a une faute d'impression et que c'est « plus » que l'on a voulu dire.

2. Procès-verbaux de la Commission des mines. Réponses écrites, tome II, page 194.

revenir est très variable; l'éloignement des chantiers des puits variant dans des limites très étendues, il peut être de trente à quarante-cinq minutes et même moins dans des gisements riches et nouvellement mis en valeur, alors qu'à d'autres le trajet aller et retour des puits exige une heure et demie et même deux heures et demie.

On peut dire qu'en général le temps nécessaire pour faire le trajet aller et retour du puits au chantier varie entre une heure et demie et une heure.

Le repos accordé pendant le poste est pris au fond et se nomme briquet.

La durée minimum de présence au fond étant, comme nous l'avons dit plus haut, de huit heures et demie, si on en déduit une demi-heure pour le repos, et une demi-heure ou une heure suivant les cas, pour aller aux chantiers et en revenir, on arrive à une durée minimum de travail effectif de sept heures et demie ou sept heures, qui peut s'élever à sept heures quarante minutes, mais qui le plus souvent est inférieure à sept heures. Ainsi elle est de six heures et demie aux fosses 3, 5 et 7 de Nœux, elle descend même à cinq heures quarante-cinq minutes à la fosse n° 2 de Grenay.

Ce qui est ainsi déterminé c'est la durée minimum de présence au fond et par voie de conséquence celle minimum de travail. Les durées moyennes analogues sont non moins intéressantes à connaître.

L'heure moyenne de descente ressort d'après nos calculs à 4 heures 40 et l'heure moyenne de remonte à 2 heures.

La durée moyenne de présence au fond est ainsi de neuf heures vingt minutes et la durée du travail effectif oscille en général entre sept heures cinquante minutes et huit heures vingt minutes.

En gros, on peut prendre le chiffre de huit heures comme une moyenne qui représente bien les conditions actuelles du travail effectif de l'ouvrier mineur proprement dit dans les exploitations du Pas-de-Calais.

C'est le même chiffre de huit heures que donne M. l'Ingénieur en chef des mines du département du Nord comme étant celui du travail effectif, et de neuf heures et demie comme chiffre de présence au fond (1).

Nous voyons par ces divers documents que le temps de présence au fond des piqueurs n'est pas supérieur en moyenne à neuf heures ou neuf heures et demie, et que leur temps de travail effectif moyen varie suivant les différentes mines mais ne dépasse guère huit heures.

Cependant il arrive parfois que ce temps se prolonge, c'est ce que l'on appelle les « longues coupes » ; en effet, dit M. Gruner, secrétaire du Comité central des houillères de France (2), la production doit varier aux mines suivant les époques et l'intensité des demandes, car la houille étant essentiellement une

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, dépositions orales, page 36.

2. Rapport fait au nom de la Commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition de loi (adoptée le 5 février 1902 par la Chambre des députés), relative à la durée de la journée de travail dans les mines, page 63.

matière altérable, la plupart des marchés portent « houille de fraîche extraction », les périodes de fortes demandes sont courtes : c'est dans le Nord, au commencement de l'hiver, au moment où les besoins des sucreries et du chauffage domestique se produisent en même temps ; c'est, assez régulièrement, lors de la réouverture de la navigation après une période de chômage des canaux. A ces moments, il serait difficile de trouver à embaucher, pour quelques semaines, un nombre suffisant d'ouvriers nouveaux. L'introduction brusque, au fond, d'ouvriers inexpérimentés serait une cause permanente de dangers, et pour les nouveaux venus, et pour les anciens.

Il n'est d'ailleurs pas besoin de recourir à ce moyen car les ouvriers demandent, la plupart, à prolonger d'une heure ou deux leur travail.

Le désir de se faire, avant la fête de Sainte-Barbe, une quinzaine de gain exceptionnel, pousse les ouvriers, surtout dans le Nord et le Pas-de-Calais, à augmenter de deux, trois et même quatre heures, leur séjour au fond pendant cette quinzaine.

Par l'activité exceptionnelle de leur travail, ils arrivent souvent à doubler chacune de leurs journées de cette quinzaine et à augmenter ainsi de 60 à 80 o/o leur gain.

L'ensemble de ces longues coupes de la quinzaine Sainte-Barbe, est arrivé ainsi, en prenant comme exemple une exploitation du Pas-de-Calais, à donner :

Aux piqueurs, un complément de salaire de 141 fr. 75.			
Aux aides-mineurs	—	—	121 fr. 50.
Aux hercheurs	—	—	90 fr.

Cependant (1) il y a des écueils à ces longues coupes, qui d'ailleurs sont maintenant facultatives, c'est qu'on a remarqué que les accidents y étaient plus fréquents parce que l'ouvrier négligeait le boisage et que toute période de surproduction était toujours suivie d'une période de dépression.

2. — *Ouvriers du fond occupés aux transports*

Hercheurs et rouleurs, machinistes de treuils, freineurs, emballeurs, receveurs, conducteurs de chevaux, etc. Cette catégorie d'ouvriers fait un travail essentiellement intermittent et des plus variable (2).

Le travail de chargement varie avec la productivité du chantier, celui du herchage est fonction du même élément et de la longueur du roulage, le service du plan incliné dépend de la production des chantiers qu'il dessert, celui d'un conducteur de chevaux, de l'extraction du quartier auquel il est affecté.

Le temps de présence au fond est donc le seul élément qui pour cette catégorie d'ouvriers soit d'une

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, réponses orales, page 36.

2. Extrait d'une réponse de M. l'Ingénieur en chef des mines à Arras. Procès-verbaux de la Commission des mines, réponses écrites, tome II, page 195.

indication précise en tant que moyenne, le travail effectif variant suivant les cas de façon très diverse. Et même pour le temps de présence au fond, l'on doit distinguer suivant que les compagnies emploient l'un ou l'autre des deux régimes suivants :

1. Régime du sortage total des produits de la journée ;

2. Régime du sortage limité à la durée de la coupe.

Dans le premier système, les ouvriers descendent le matin entre 5 heures et 5 h. 30, parfois même 6 heures et remontent à des heures variables suivant leurs occupations depuis 1 h. 1/2 jusqu'à 4 heures.

Avec le second système, les ouvriers occupés aux transports ont le même régime horaire que les ouvriers de taille ; ils circulent par le puits en même temps. Le trait et le triage du charbon ont lieu entre 5 heures du matin et 1 h. 1/2 du soir. C'est ce dernier système qui est en fait le plus usité actuellement dans le bassin du Pas-de-Calais (1).

Voici d'autre part ce que nous voyons dans le mémoire des propriétaires de houillères (2).

Le hercheur ou rouleur descend une heure plus tard (que le piqueur) ; car pour qu'il puisse commencer son travail il faut qu'il y ait du charbon abattu.

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, réponses écrites, tome II, page 195. Réponse de M. l'Ingénieur en chef des mines à Arras.

2. Mémoire et observations présentés par les propriétaires de houillères à la Commission de travail de la Chambre des députés, 6 nov. 1901.

Mais comme en quittant le chantier, le piqueur laisse encore du charbon à charger, le hercheur doit prolonger sa journée et attendre que la montée du charbon interrompue un moment par la sortie des piqueurs puisse être reprise et achevée ; pour eux, la sortie se fait deux heures plus tard, la journée est donc plus longue en moyenne d'une heure (1).

Le hercheur charge la houille à la pelle dans la berline, il pousse cette berline à bras jusqu'au premier relai, en reprend une vide et revient à son point de départ. La berline pleine passe alors par des plans inclinés, elle fait partie de convois trainés par des chevaux ou même par des machines, parvient enfin après être passée par différentes mains à l'accrochage, là on la place dans la cage et elle est extraite au jour.

1. Le roulage à l'intérieur des mines a réalisé d'énormes progrès depuis les jours sombres du portage à dos d'hommes, de femmes ou d'enfants voués au travail des porteurs maudits ou courbassiers, le trainage des paniers ou bennes, pourvus à leur partie inférieure de patins à lames de fer, effectué par des hommes tirant au moyen d'un licol, en rampant ou en marchant à quatre pattes, fut considéré en son temps comme une notable amélioration. Puis on en vint aux berlines montées sur roues et traînées sur des rails et que l'on a beaucoup perfectionnées depuis un demi-siècle (Voir au musée des mines d'Anzin l'évolution de tout le matériel des mines, et des mines elles-mêmes depuis leur création jusqu'à nos jours).

3. — *Boiseurs, Raccommodeurs, Mineurs au rocher,
Remblayeurs.*

Aussitôt l'équipe au charbon remontée, descend l'équipe des boiseurs, raccommodeurs etc

Il ne s'agit pas, pour la plupart de ces hommes, d'un travail uniforme, périodiquement répété, mais d'un travail individuel, laissé à leur expérience et à leur habileté professionnelle.

Les uns remplaceront les bois cassés le long des voies, les autres changeront ou recaleront les traverses de chemins de fer, d'autres remplaceront quelques cadres d'une voie qui se sera affaissée.

Les mineurs au rocher, feront sauter les quartiers de roches qui gênent le travail des chantiers et avec les débris construiront des murs de soutènement, qui doubleront la consolidation obtenue par les cadres et étais (1).

La durée du poste de ces hommes est essentiellement variable, elle dépend de l'état de la mine dont ils doivent assurer la sécurité et la viabilité : le plus souvent les réparations extraordinaires sont de faible durée ; à certains jours il faut d'urgence faire un travail important qui occupera plusieurs heures supplémentaires.

C'est généralement une heure ou deux de plus que

1. Déposition de M. Gruner à la Commission sénatoriale, page 62 du rapport fait au nom de la Commission (1904).

les piqueurs que restent au fond tous ces ouvriers spéciaux; c'est à certains jours trois ou quatre heures.

4. — *Ouvriers spéciaux.*

Pendant que dans les galeries et les chantiers se poursuivent les travaux de la seconde équipe, quelques contremaîtres et des ouvriers spéciaux profitent des interruptions de marche de la machine d'extraction, pour inspecter minutieusement la colonne du puits et le guidage, vérifier les câbles d'extraction, refaire les garnitures des presse-étoupes des machines ou les joints des conduits à vapeur. Ils poursuivent après minuit, si cela est nécessaire, ces réparations spéciales et souvent même seront obligés de se contenter de noter les plus importantes, pour ne les effectuer que le dimanche suivant pendant les trente-six heures d'arrêt de l'extraction (1).

SECTION II.

RECRUTEMENT DES MINEURS. CHOMAGES. CONGÉDIEMENTS.

RAPPORTS DE SERVICES, AMENDES.

I. — Recrutement des ouvriers

Le métier de mineur est un métier qu'il faut commencer jeune.

1. Mémoire et observations présentés par les propriétaires des houillères à la Commission du travail de la Chambre des députés, nov. 1901.

On ne peut guère compter que sur les fils de mineurs. Ceux-ci emmènent dans la mine leurs enfants qui débutent comme rouleurs, puis dans leurs moments perdus apprennent à manier le pic, à poser un bois, et vers 18 ou 19 ans peuvent passer mineurs. Cependant les compagnies embauchent, lorsqu'elles y sont forcées, des ouvriers autres que des fils de mineurs.

Pour être embauché dans une compagnie, il faut ordinairement se présenter devant l'ingénieur de la fosse où l'on veut être embauché. Si celui-ci a besoin d'ouvriers et accepte celui qui s'est présenté, il lui donne un bulletin d'embauchage provisoire avec lequel l'ouvrier se présente devant le docteur de la compagnie qui l'examine (Dans certaines compagnies l'on fait un examen très sérieux au sujet de l'ankylostomiasie) ; si le docteur trouve l'ouvrier apte à remplir son métier, il signe son bulletin.

L'ouvrier doit généralement fournir certaines pièces (acte de naissance, acte de mariage) exigées par la loi sur les retraites.

Il doit parfois après la visite du docteur se représenter devant un autre ingénieur.

Certaines compagnies manquant d'ouvriers, sont très coulantes, d'autres au contraire sont plus difficiles, car elles n'ont que l'embarras du choix.

II. — Chômages

Les chômages (1) sont extrêmement peu fréquents dans les exploitations du Pas de-Calais. Ils affectent surtout le personnel des compagnies exploitant uniquement un gisement maigre lorsque, vers la sortie de l'hiver la demande des charbons domestiques devient beaucoup moins importante, le nombre total des journées de chômage est plus élevé ; le jour choisi pour le chômage est généralement le lundi.

Les chômages portent sur l'ensemble du personnel occupé au service d'extraction proprement dit et au remblayage, seul le personnel spécial des réparations continue à travailler. Dans le Nord, les chômages ne sont pas plus fréquents, quand la vente est mauvaise, on chôme de temps en temps un jour par semaine, mais ce ne sont pas de ces chômage attristants et terribles qui affligent d'autres industries (2) d'ailleurs il suffit pour s'en convaincre de regarder les tableaux suivants :

1. Réponse de M. l'Ingénieur en chef des mines à Arras, 878**, page 195.

2. Réponse de M. l'Ingénieur en chef des mines du département du Nord. Commission des mines, réponses orales, page 37.

**Moyenne du nombre de journées de présence de l'ouvrier
dans les mines (1).**

Années	du Pas-de-Calais			du Nord	
	Ouvriers du		Remarques	Ouvriers du fond	Remarques
	fond	jour			
1893. .	246	290	Grèves partielles et générales.	281	Grèves de sept.- oct. à Aniche, Douchy, Azin- court.
1894. .	274	302		295	
1895. .	272	298		296	
1896. .	277	303		298	
1897. .	278	304		298	
1898. .	280	308		299	
1899. .	277	290		300	
1900. .	281	310	Grèves partielles. Grève générale du 1 ^{er} oct. au 16 nov.	300	Grèves à Aniche, Azincourt, Anzin. Grève générale.
1901. .	276	308		292	
1902. .	248	291		267	
1903. .	287	303		294	

Si aux jours de travail que l'on trouve dans ces tableaux l'on ajoute les 52 jours de repos et les 8 jours fériés l'on verra qu'il n'y a pas beaucoup de place pour le chômage.

Le dernier recensement publié, voyons-nous dans les mémoires et observations présentés par les propriétaires de houillères à la Commission du travail de

1. Extraits des rapports des ingénieurs des mines aux Conseils généraux.

la Chambre des députés en 1901, montre qu'au 29 mars 1896 le nombre des chômeurs n'était dans les mines que de 0,85 o/o alors qu'il était de 1,59 o/o pour l'ensemble de tous les travailleurs, de 2,44 o/o dans les industries textiles et de 4,40 o/o dans les industries des métaux.

Le graphique que publie l'Office du travail dans son numéro de juillet 1901 indiquant la proportion pour cent du nombre des chômeurs par rapport au nombre total des travailleurs considérés, nous montre que l'introduction dans le total, des ouvriers mineurs, suffit pour faire baisser, dans les cinq dernières années considérées, de 2 o/o d'une façon presque constante et à certains mois de 4 à 5 o/o, la proportion du nombre total des chômeurs.

III. — Congédiements

Les renvois d'ouvriers sont ordinairement prononcés pour :

Condamnation à la prison ;

Refus d'obéissance ;

Insultes et menaces aux surveillants ;

Inobservation des règlements relatifs à la sécurité ;

Inaptitude professionnelle ;

Insuffisance de travail.

Le délai de prévenance est dans presque toutes les mines du Nord et du Pas-de-Calais de 15 jours.

L'ouvrier congédié a toujours différents recours à l'ingénieur, au directeur; dans certaines mines le renvoi ne peut être prononcé que par le directeur.

IV. — Rapports de services

Les rapports entre les ouvriers et les chefs de service sont faciles en temps ordinaire, plus pénibles dans les périodes de préparation de grèves.

S'il y a un ouvrier dont les réclamations sont entendues, c'est le mineur, dit la Compagnie d'Ostricourt (1). Il voit tous les jours le surveillant, tous les deux jours le porion, tous les quatre jours le chef porion. Au fond les ingénieurs passent dans les travaux chaque semaine; ensuite deux fois par semaine les mardi et vendredi, les réclamations sont entendues au bureau par les ingénieurs, l'ingénieur en chef et le directeur.

Il en est ainsi dans la plupart des mines. Certaines vont même plus loin, c'est ainsi que nous voyons dans les documents parlementaires, qu'à la Compagnie de Dourges les ouvriers peuvent présenter leurs demandes ou observations aux ingénieurs de fosse, soit dans la mine, soit dans l'après-midi au bureau de l'ingénieur et que l'ingénieur en chef et le directeur reçoivent également tous les jours, les ouvriers qui ont à leur soumettre des réclamations (2).

1. Commission des mines, P. V, 1902; R, e, t. I, p. 304.

2. Commission des mines, P. V., 1902, R, e, t. I, p. 248.

De plus le délégué mineur ne manque pas de pousser l'ouvrier à réclamer ; le délégué du syndicat à son tour soutient les réclamations.

Il y a bien rarement des plaintes dit la Compagnie de Courrières (1) pour la façon dont les ouvriers sont reçus par leurs chefs, et lorsque la chose se produit, on fait une enquête, qui, s'il y a lieu, se termine par un rappel à l'ordre de l'employé en cause ; mais nous répétons que ce fait est excessivement rare.

V. — Amendes

Des amendes peuvent être encourues pour divers motifs ; les plus fréquents sont : Infractions aux règlements relatifs à la sécurité des mines, larcins au préjudice de la Compagnie, charbons sales, absences injustifiées. Ces amendes sont minimales. A la Compagnie d'Anzin le total des amendes par rapport aux salaires payés pendant le premier semestre 1901 représentait 0,087 0/0.

Le produit intégral des amendes est versé aux caisses de secours et sociétés de secours mutuels qui fonctionnent en vertu de la loi de 1894.

1. Commission des mines, P. V., 1902, R. e. t. I, p. 228.

SECTION III

ÉTAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION SUR LE TRAVAIL DANS LES MINES

Age d'admission dans les mines

L'âge minimum est de 12 ans. L'emploi des enfants de 12 à 13 ans n'est permis que s'ils sont munis du certificat d'étude primaire et sur la production d'un certificat médical constatant que l'enfant est apte au travail auquel on le destine (1).

Maximum de durée du travail

1^o Enfants de 12 à 16 ans :

Maximum de durée de travail par jour : huit heures (2), non compris la descente, ni la montée, ni les repos.

2^o Enfants de 16 à 18 ans et femmes :

Maximum de durée de travail par jour : dix heures, non compris la descente, ni la montée, ni les repos (3).

3^o Ouvriers adultes de plus de 18 ans :

1. Art. 2, loi du 2 nov. 1892.

2. Art. 1 du décret du 3 mai 1893.

3. Art. 1, loi du 30 mars 1900.

S'ils travaillent avec des personnes protégées, dix heures(1) ; s'ils travaillent seuls, douze heures.

4° Ouvriers occupés à l'abatage dans les travaux souterrains, 9 heures, calculées depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant (2).

Travail défendu

Pour les enfants de 12 à 16 ans le travail souterrain est interdit sauf les exceptions suivantes : Triage, chargement de minéral, manœuvre et roulage des wagonnets, garde et manœuvre des portes d'aérage, manœuvre des ventilateurs à bras (pendant une demi-journée de travail coupée d'un repos d'une demi-heure) et autres travaux accessoires n'excédant pas leurs forces (3).

Les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans peuvent de plus, être occupés aux travaux proprement dit de mineur à titre d'aides et apprentis, pour une durée maxima de cinq heures par jour (4).

Tout travail souterrain est interdit aux femmes et aux filles (5).

1. Art. 2, loi du 30 mars 1900.

2. Art. 1, loi du 29 juin 1905. La durée sera de 8 h. 1/2 à partir de janvier 1908 et de 8 heures à partir de janvier 1910.

3. Art. 2, décret du 3 mai 1893.

4. Art. 2, décret du 3 mai 1893.

5. Art. 9, loi du 2 nov. 1892.

Le travail avec des machines dangereuses est interdit aux femmes et filles de tout âge et aux enfants de 12 à 16 ans (1).

Travail de nuit (9 heures du soir à 5 heures du matin). Il est interdit aux enfants (2). Il peut être permis dans certaines mines sous certaines conditions et de 4 heures à minuit (3).

Pour les adolescents, il est interdit en principe, mais est permis dans les exploitations à travail continu, ainsi qu'en cas d'accidents ou de force majeure, mais la durée de travail ne peut dépasser dix heures par jour et doit être coupé d'un repos de deux heures.

Pour les femmes il est interdit sauf pendant sept heures pour l'allumage des lampes ; et pendant dix heures avec deux heures de repos pour le nettoyage des machines en cas d'accident ou de force majeure (4).

Le travail supplémentaire est admis avec des interruptions de une heure pour les enfants, les adolescents et les femmes.

Jours de repos et fériés. Il y a cinquante-deux jours de repos et huit jours fériés. Le repos doit être hebdomadaire, mais il n'est pas nécessaire que le jour choisi soit celui du dimanche. Le repos n'est pas obligatoire pour les hommes.

1. Loi du 13 mai 1893.

2. Loi du 2 nov. 1892, art. 4.

3. Loi du 2 nov. 1892, art. 9.

4. Art. 2, décret du 15 juillet 1893.

CHAPITRE II

De l'hygiène et de la sécurité dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais

Par l'étude que nous venons de faire des conditions de travail de l'ouvrier des mines, nous pouvons facilement nous rendre compte qu'il y a des risques inhérents au métier de mineur, risques au point de vue de l'hygiène, risques au point de vue de la sécurité. Il y a des dangers et des souffrances que le législateur le plus puissant, aidé de la meilleure volonté de l'exploitant et de la science la plus éclairée n'arrivera jamais à détruire complètement dans les mines, mais il était possible de les diminuer, c'est ce à quoi ce sont efforcés depuis de nombreuses années et surtout dans ces derniers temps, nos législateurs, les exploitants des mines, les ingénieurs du corps des mines, et des médecins dévoués.

C'est à l'étude de ces efforts et des résultats qu'ils ont obtenus que nous voulons consacrer ce chapitre.

État hygiénique des houillères

A la suite des études poursuivies en commun par les exploitants et par les ingénieurs du corps des mines, l'on a adopté dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais toute une série de règles qui assurent un aérage abondant et ininterrompu des travaux (1).

Ce ne sont pas seulement les galeries principales de roulage, et les puits d'entrée d'air, ce sont les chantiers d'exploitation et les galeries de retour d'air dont les sections sont fixées ; partout, grâce à de puissants ventilateurs, l'air circule entraînant les fumées et diluant les gaz dangereux jusqu'à les rendre inoffensifs ; partout aussi les mesures sont prises pour diminuer la quantité de poussières en suspension dans l'air (2).

Les températures élevées qui obligeaient autrefois l'ouvrier mineur à travailler à moitié nu ne se ren-

1. Art. 65 du règlement sur la police des mines approuvé par arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 8 février 1905 : Tous les ouvrages souterrains accessibles aux ouvriers doivent être parcourus par un courant d'air suffisant pour déterminer l'assainissement et garantir contre tout danger provenant des gaz nuisibles et des fumées dans les circonstances normales de l'exploitation.

2. Art. 68. Règlement sur la police des mines : Il est procédé dans toute mine tous les 6 mois au moins au jaugeage du courant d'air général et des courants d'air partiels, les résultats de ces jaugeages sont consignés sur un registre.

contrent plus qu'exceptionnellement (1) aux avancements, dans les mines profondes, jusqu'au moment où la circulation de l'air aura été assurée par les percements en préparation.

Partout ailleurs l'ouvrier mineur travaille au milieu d'un air sans cesse renouvelé et à une température que l'on s'efforce de rendre constante.

Cependant si l'ancienne anémie des mineurs (2) a presque complètement disparu des mines du Nord et du Pas-de-Calais, il reste encore des risques auxquels sont exposés les mineurs au point de vue hygiénique. C'est d'abord celui de se refroidir au contact du violent courant d'air qui doit nécessairement parcourir les voies de fond pour balayer le grisou et le mauvais air, risque qu'il est très difficile sinon impossible d'éviter mais qui provoque chez l'ouvrier mineur des maladies de l'appareil respiratoire, auxquelles ne sont pas non plus étranger les brusques écarts de tem-

1. Art. 76. Règlement sur la police des mines : Sauf en cas de nécessité absolue il est interdit de travailler dans les chantiers dont la température dépasse 35 degrés.

2. L'anémie des mineurs, décrite à maintes reprises dans d'excellentes monographies et particulièrement dans celle du docteur Manouvriez (de Valenciennes) est vraisemblablement attribuable à l'anxylostome nous disent MM. Calmette et Breton dans leur tout récent ouvrage sur l'ankylostomiase. On ne peut en faire la preuve scientifique, puisque le parasite était alors inconnu, mais les descriptions cliniques correspondent si exactement avec ce que nous savons aujourd'hui des manifestations de l'ankylostomiase qu'il est impossible de ne pas être convaincu de l'identité des deux affections.

pératures qui se rencontrent parfois dans les différents points de la mine.

Ce sont aussi les différents risques inhérents à l'humidité qui règne dans la plupart des mines, humidité que l'on s'efforce de diminuer le plus possible mais qui se renouvelle à cause des infiltrations d'eau malheureusement beaucoup trop fréquentes dans certaines mines. Les exploitants du Nord et du Pas-de-Calais consacrent un grand nombre de machines à l'épuisement des eaux d'infiltration et c'est à plusieurs millions que s'élève le nombre de mètres cubes d'eau extrait chaque année du fond des différentes mines.

La chaleur et l'humidité outre les maladies plus connues qu'elles provoquent donnent naissance ou plutôt entretiennent et développent une maladie connue sous le nom d'ankylostomiase, maladie que nous nous proposons d'étudier en nous servant pour cela de l'excellent ouvrage que viennent de faire paraître sur ce sujet MM. les docteurs Calmette et Breton. Nous verrons que si cette maladie n'est pas ce que l'on peut appeler une maladie spéciale aux houillères, il n'en est pas moins vrai, qu'elle peut convertir certaines mines, surtout celles qui sont humides, en un vaste foyer d'infection si des mesures sanitaires ne sont pas prises par les exploitants et suivies par les ouvriers.

L'ankylostomiase et les maladies des mineurs

L'ankylostomiase est une affection parasitaire produite par un ver nématode très petit, l'ankylostome duodénal ou *uncinariæ duodenalis*, qui, fixé en nombre plus ou moins grand sur la muqueuse de l'intestin grêle, surtout dans le *duodenum*, y provoque des hémorragies peu abondantes, mais presque continuelles, entraînant un état d'anémie et des phénomènes pathologiques variés.

Cette maladie est très commune dans les régions chaudes et humides de la zone tropicale, où elle est souvent confondue avec l'anémie dite tropicale et avec certaines formes de chlorose (chlorose d'Egypte).

Dans les pays tempérés on l'observe assez fréquemment chez les ouvriers qui travaillent dans les mines, dans les briqueteries et dans les tunnels, c'est-à-dire partout où règne une température assez élevée et constante.

Elle sévit parfois à l'état épidémique et présente alors une gravité telle que des mesures sanitaires rigoureuses doivent être prises pour empêcher son extension.

Elle s'est propagée depuis vingt ans environ avec une très grande intensité dans certains charbonnages où elle existait peut-être déjà antérieurement à l'état endémique et elle produit chez les mineurs une sorte d'anémie qu'on attribuait autrefois à l'intoxication

par le grisou et que les cliniciens avaient maintes fois décrite sous le nom d'anémie des mineurs.

Sa diffusion rapide dans les houillères de Hongrie, de Westphalie et de Belgique la font considérer actuellement comme une des maladies sociales les plus graves et dont il est urgent d'organiser scientifiquement la prophylaxie.

Tous les sujets infectés par le parasite n'en souffrent pas.

Il faut distinguer les simples porteurs du ver, ou ankylostomés, et les malades ou ankylostomiasiques.

Les uns et les autres sont également dangereux parce qu'ils sont également susceptibles de propager l'infection, mais les seconds seuls présentent des symptômes d'anémie ou d'autres désordres fonctionnels.

Les individus infectés disséminent les œufs du parasite avec leurs déjections partout où ils les déposent.

Ces œufs existent en nombre tellement considérable qu'il suffit ordinairement de regarder au microscope une parcelle de déjection grosse comme une tête d'épingle pour en trouver plusieurs.

Ils n'éclosent jamais dans l'intestin du sujet qui héberge les vers dont ils proviennent.

Ils doivent accomplir leur évolution hors de l'organisme humain, dans le sol ou dans la boue des galeries de mines, à une température qui n'excède pas 28 degrés et qui ne soit pas inférieure à 18 degrés, en

présence d'air humide. La sécheresse prolongée, la chaleur et le froid leur sont préjudiciables.

Les larves doivent parcourir plusieurs stades avant d'être infectantes pour l'homme. Elles ne peuvent devenir dangereuses que lorsqu'elles pénètrent dans l'organisme environ trois semaines après leur sortie de l'œuf.

L'homme contracte l'infection soit lorsqu'il avale des larves avec ses aliments, soit lorsque ces larves sont mises en contact avec sa peau. La pénétration par la peau semble être le mode le plus fréquent de contamination. Les larves cheminent alors par les vaisseaux lymphatiques jusqu'aux poumons, d'où elles se rendent à l'œsophage et à l'estomac. Elles se fixent ensuite sur la paroi du duodénum et y deviennent des ankylostomes parfaits mâles ou femelles. Les sexes se reconnaissent aisément.

L'infection ankylostomiasique est d'autant plus grave que le nombre des parasites fixés dans l'intestin d'un même sujet est plus grand.

Cette infection peut devenir très dangereuse et se propager avec une rapidité très grande, mais l'on a pu heureusement constater au cours de l'enquête qui se fait actuellement dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais sur cette maladie, qu'elle est très peu répandue, à peine 2 o/o des examinés. Encore important-il d'observer, remarque M. Calmette, que sur 61 mineurs porteurs du ver, dont nous possédons les observations complètes, 32 proviennent de l'étranger

et ont travaillé récemment dans divers charbonnages belges des bassins de Mons et de Liège.

Mais de ce que l'infection ankylostomiasique est rare dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, il faut bien se garder de conclure que les mines de cette région possèdent une sorte d'immunité.

Celle-ci n'existe que lorsque les galeries sont sèches et que la ventilation est suffisamment puissante et bien réglée pour que la température des fronts de taille ne dépasse guère une moyenne de 20 degrés. C'est le cas général pour la plupart des fosses du Pas-de-Calais, dont les plus anciennes ne datent que de cinquante ans. Dans le Nord, au contraire où les principaux centres d'extraction ont été créés tout au début du dernier siècle, les conditions hygiéniques des vieilles mines sont encore défectueuses en beaucoup d'endroits et elles nécessitent une surveillance beaucoup plus étroite de la part des compagnies ; elles pourraient être très facilement infectées car il y règne une température chaude et humide tout à fait favorable à l'évolution des œufs d'ankylostome. Quelques-unes d'entre elles sont larvifères et en prélevant en certains points des galeries un peu de boue, ou en raclant les boisages à leur partie inférieure, l'un des médecins enquêteurs a pu y découvrir des larves aux différents stades (Dr François).

Il est donc nécessaire de prendre des mesures pour empêcher cette maladie de se propager dans les mines, et pour cela, il faut assainir et désinfecter les mines

infectées, protéger le mineur contre le contact des larves infectantes, guérir les ouvriers malades.

Pour assainir et désinfecter les mines infectées, les seules mesures vraiment pratiques à prendre sont l'assèchement et la ventilation des galeries, disent MM. Calmette et Breton, dans leur livre sur l'ankylostomiase.

Nous avons vu que dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, les exploitants avaient fait faire de grands progrès à cette double et importante question, et c'est à cela que nous devons le peu de développement de cette maladie dans notre région.

Pour guérir les ouvriers malades, il faut leur faire suivre un traitement.

Les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais le font dans la mesure du possible.

Elles s'efforcent déjà (voyons-nous dans le livre cité plus haut) d'organiser des postes de secours qui à Anzin et à Lens sont de véritables petites ambulances modèles (fosse Lagrange à Anzin, fosse n° 8 de Lens).

Pour protéger le mineur contre le contact des larves infectantes, différents moyens sont préconisés : examens des ouvriers embauchés, emplois de tinettes mobiles au fond et de water-closets confortables, de bains-douches, vestiaires et de lavoirs au jour, interdiction aux mineurs de déposer leurs déjections dans les travaux souterrains.

L'examen des ouvriers embauchés est certainement un excellent moyen pour les mines du Nord et du Pas-de-Calais, la plupart des compagnies du Nord et

du Pas-de-Calais font subir cet examen aux ouvriers étrangers avant de les embaucher.

L'emploi de tinettes mobiles au fond n'est guère pratique dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, les abateurs de charbon sont trop éloignés les uns des autres, et les veines où ils travaillent sont le plus souvent trop inclinées et trop peu élevées pour que ce moyen soit pratique, cependant les ouvriers qui travaillent en bowette ou en voie de fond pourraient s'en servir avec utilité (1).

La défécation dans les berlines de charbon présente des inconvénients de divers ordres pour les enfants et femmes occupées au triage et pour les clients qui reçoivent ce charbon. Elle est d'ailleurs interdite par les règlements des compagnies.

Les bains-douches, vestiaires et lavoirs ne paraissent pas présenter de grands avantages au point de vue prophylactique (2).

L'interdiction aux mineurs de déposer leurs déjections dans les travaux souterrains serait sans contredit, si elle était possible une excellente mesure, mais sur ce point les compagnies ne peuvent ordonner, elles ne peuvent que conseiller et l'esprit de l'ouvrier est malheureusement ainsi fait que ces conseils ne feront qu'empirer le mal.

On s'illusionnerait fort si l'on supposait que les

1. MM. Calmette et Breton. *L'ankylostomiase*, 1905, p. 156.

2. MM. Calmette et Breton. *L'ankylostomiase*, 1905, p. 157.

compagnies puissent exercer une action quelconque sur l'esprit de l'ouvrier (1).

Il faut que le mineur prenne l'habitude de se délester avant de venir à la mine et pour cela il faut lui faire comprendre qu'en se délestant au fond de la mine il risque de contaminer ses voisins et se réinfecte constamment lui-même.

Qui peut lui faire comprendre cette mesure d'hygiène ? Qui peut lui donner des notions d'hygiène suffisantes pour qu'il ne coure pas pour ainsi dire les yeux bandés au-devant de toutes les maladies ? Ce sera le médecin, l'instituteur et surtout un certain nombre de ses camarades élevés au rang de moniteur d'hygiène (2) et qu'on aura choisi parmi des ouvriers intelligents et remuants auxquels on aura fait comprendre l'importance du rôle social qu'ils peuvent être appelés à remplir et qui répandront lorsqu'ils seront eux-mêmes suffisamment instruits, dans les familles, dans les estaminets, dans les jeux et les réunions publiques, les notions qu'ils auront apprises.

A force d'entendre répéter les mêmes avertissements, les mêmes conseils par des hommes en qui ils ont confiance, par des hommes qui travaillent avec eux, qui parlent leur langue et vivent de leur vie, les mineurs finiraient par se laisser entraîner et convaincre. Ils apprendraient l'hygiène comme ils apprennent les chansons populaires, sans contrainte et sans efforts.

1. MM. Calmette et Breton. *L'ankylostomiasè*, 1905, p. 135

2. MM. Calmette et Breton. *L'ankylostomiase*, 1905, p. 135.

L'éducation hygiénique du mineur est réalisable, il suffit de l'entreprendre avec une bonne méthode (1). Et elle peut donner des résultats énormes non seulement au point de vue de l'ankylostomiasie, mais aussi de toutes les autres maladies auxquelles est exposé le mineur, et en particulier, la tuberculose et l'alcoolisme. Et outre ces avantages nous en voyons encore un autre qui n'est pas moindre, c'est celui de faire prendre conscience à l'ouvrier de sa dignité et de ses responsabilités sociales vis-à-vis de ses camarades (2).

Mais, s'il y a des maladies auxquelles sont plus spécialement exposés les ouvriers mineurs, il n'en résulte pas pour cela, bien au contraire, qu'ils se trouvent dans une situation hygiénique moins bonne que les autres ouvriers, et à ce sujet il nous a paru intéressant de reproduire les documents suivants concernant l'état sanitaire des jeunes mineurs et l'âge des travailleurs des mines, comparés avec ceux des autres professions.

**Etat sanitaire des conscrits dans les cantons
miniers, agricoles et industriels**

Pas-de-Calais. — L'examen des registres du recrutement des années 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, de

1. MM. Calmette et Breton. *L'ankylostomiasie*, 1905, p. 157.

2. MM. Calmette et Breton. *L'ankylostomiasie*, 1905, p. 157.

trois catégories de cantons du département du Pas-de-Calais :

Cantons surtout agricoles

Montreuil, Aubigny, Saint-Pol.

Cantons surtout industriels

Calais N.-O., Calais S.-E.

Cantons surtout miniers

Carvin, Houdain, Lens,

permet d'établir :

1° Que ce sont les cantons miniers qui donnent la proportion la plus faible d'hommes exemptés pour infirmités : 7,77 o/o au lieu de 9,72 o/o dans les cantons industriels et de 10,75 o/o dans les cantons agricoles ;

2° Que la proportion des conscrits classés comme atteints de phtisie et de faiblesse générale est moitié moindre dans les cantons miniers que dans les cantons agricoles ou industriels : 0,74 o/o contre 1,66 o/o et 1,81 o/o ;

3° Que la proportion des conscrits atteints de rachitisme, d'idiotisme ou d'arrêts de développement est aussi beaucoup plus faible dans les régions minières (1,78 o/o) que dans les régions agricoles (2,60 o/o) et industrielles (2,9 o/o) ;

4° Que la proportion des conscrits dont la taille dépasse 1 m. 67 est plus forte dans les régions

minières (46,6 o/o) que dans les régions industrielles (40,3 o/o).

Nord. — Quoique les cantons miniers soient tous en même temps très industriels dans le département du Nord, les résultats sont encore les mêmes.

La proportion des conscrits atteints de phthisie et de faiblesse générale est de 1,15 o/o dans les cantons miniers (Condé, Saint-Amand, Valenciennes-Nord), de 1,27 o/o dans les cantons agricoles de Wormhoudt, Steenworde et Cassel, et de 2,42 o/o dans les trois cantons industriels de Roubaix.

Dans ces mêmes cantons, 44,6 o/o des conscrits ont une taille supérieure à 1 m. 67 dans les régions houillères, tandis qu'il n'y en a que 41 o/o et 40 o/o dans les régions agricoles et industrielles.

Et cette constatation dans le Nord est très intéressante, car il y a des familles où plusieurs générations de mineurs se sont succédées sans que l'on ait pu remarquer un affaiblissement de la race.

Et de même que les enfants des mineurs ne sont pas plus malingres que ceux des autres ouvriers, de même l'ouvrier mineur peut espérer vivre au moins aussi longtemps que les ouvriers des autres industries.

Bien qu'à 55 ans ils aient une petite retraite, un certain nombre d'ouvriers continuent à descendre à la mine.

Et l'âge moyen de 67 ans qu'atteignent dans ces dernières années les pensionnaires des diverses com-

pagnies du Nord et du Pas-de-Calais prouve que l'âge moyen auquel parvient l'ouvrier mineur est peu différent de l'âge des classes les plus favorisées de la société, et que par conséquent les conditions hygiéniques de son travail sont satisfaisantes.

Nous parlerons dans un chapitre postérieur des conditions hygiéniques dans lesquelles se trouve l'ouvrier mineur en dehors de son travail (maisons ouvrières, jardins, etc.), et nous allons examiner de suite la condition des ouvriers au point de vue de leur sécurité dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais.

La sécurité dans les mines du Nord et du Pas-de Calais

Citons pour commencer le rapport de M. Louis Lacombe sur les accidents dans les mines (1).

Des précautions minutieuses semblent avoir été prises dans le Pas-de-Calais pour prévenir les accidents.

Les éboulements sont cependant à craindre à raison des matières très friables dont se compose le toit des galeries. Ce sont les éboulements qui constituent

1. Rapport fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité dans les mines par M. Louis Lacombe, député, année 1896, 3^e partie, situation dans le Pas-de Calais, résumée par le rapporteur, page 76.

la cause principale des accidents. Viennent ensuite les accidents de roulage dus à la présence des enfants dans la mine ; il semble bien difficile de remédier à ces derniers. La présence des enfants est sinon nécessaire, du moins utile, pour qu'ils puissent faire leur apprentissage : ils s'habituent de la sorte, peu à peu, au travail du fond qui, dans le Pas-de-Calais, est d'autant plus pénible que l'épaisseur des couches, variant entre 0 m. 40 et 1 m. 20 au maximum, entraîne l'obligation de travailler couché.

Les accidents sont d'ailleurs dans ce bassin des faits isolés qui ne paraissent provenir d'aucun vice d'organisation générale de l'exploitation.

Les statistiques que nous avons consultées pour les dix dernières années, nous ont permis de constater que les accidents sont, dans le Pas-de-Calais, beaucoup moins nombreux que dans les pays étrangers et notamment dans les mines anglaises et belges ; la moyenne est très faible, 1 pour mille pour les ouvriers de l'extérieur et 0,85 pour mille pour les ouvriers du fond.

Il est intéressant de constater, continue M. Lacombe, que les travaux du fond ont fait proportionnellement moins de victimes que ceux de l'extérieur.

Si nous nous reportons aux statistiques fournies par le ministère des travaux publics, nous trouvons pour cette même époque 1886-1896, les chiffres suivants :

**Nombre d'ouvriers tués pour mille ouvriers occupés
dans les mines.**

Périodes	France		Belgique		Gde-Bretagne		Prusse	
	Inté- rieur	Sur- face	Inté- rieur	Sur- face	Inté- rieur	Sur- face	Inté- rieur	Sur- face
1886-1890	2.792	0.515	2.217	0.324	2.038	1.004	3.843	1.153
1891-1895	1.339	0.571	2.560	0.384	1.687	0.873	2.971	0.935

Ce qui nous explique l'étonnement de M. Lacombe et nous permet de constater que la moyenne des accidents mortels survenus au fond était sensiblement inférieure dans les régions qui nous occupent que dans les autres régions minières.

Si nous examinons maintenant, en nous appuyant pour cela sur les rapports faits aux conseils généraux par les ingénieurs des mines sur la situation des mines et usines, si nous examinons le nombre d'accidents mortels survenus dans les mines du Nord et dans celles du Pas-de-Calais de 1896 à 1903, nous voyons que le Nord après être passé par une mauvaise période pendant les années 1898, 1899, 1900, est revenu à un chiffre vraiment minime d'accidents pendant ces dernières années et que le Pas-de-Calais, malgré la mauvaise composition au point de vue de la sécurité de son terrain houiller, reste cependant dans une moyenne sensiblement inférieure à celle des autres pays.

	Nord						Pas-de-Calais					
	Nombre d'ouvriers occupés		Nombre d'ouvriers tués				Nombre d'ouvriers occupés		Nombre d'ouvriers tués			
	au fond	au jour	au fond	au jour	pour mille occupés		au fond	au jour	au fond	au jour	pour mille occupés	
					au fond	au jour					au fond	au jour
1896	16.916	5.604	24	2	1.42	0.38	37.480	10.422	50	7	1.33	0.67
1897	17.544	5.813	10	3	0.57	0.51	39.372	11.462	61	7	1.54	0.61
1898	18.118	5.899	32	3	1.76	0.51	41.347	11.465	52	16	1.25	1.39
1899	18.586	5.989	31	14	1.66	2.34	43.655	12.089	65	8	1.48	0.66
1900	19.384	6.085	42 ⁽¹⁾	8	2.66	1.31	45.864	12.381	60	16	1.30	1.29
1901	19.669	6.242	20	9	1.61	1.42	48.735	13.706	67	16	1.37	1.16
1902	19.856	6.848	77	7	0.80	1.02	50.208	13.792	53	14	1.05	1.01
1903	20.316	7.037	17	5	0.80	0.70	52.264	14.488	75	10	1.43	0.76

Et cette constatation ne doit pas nous étonner, si nous considérons les nombreuses améliorations réalisées au point de vue de la sécurité de l'ouvrier dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais.

L'on a pu voir à l'exposition de 1900 certaines de ces améliorations qui ont fait l'émerveillement du monde minier, entre autres les mesures relatives au matériel des balances, plans inclinés, descenderies, et les mesures de soutènements adoptées par la compagnie de Courrières qui ont fait obtenir à son personnel les plus hautes récompenses, et qui ont valu à cette exploitation les visites d'un grand nombre d'in-

1. Explosion d'un dépôt souterrain de dynamite à la fosse Fénelon (Aniche)."

généralistes exploitants anglais, d'inspecteurs généraux anglais et d'inspecteurs des mines de Westphalie, de la Sarre et de Silésie envoyés spécialement pour cela par le gouvernement impérial allemand.

D'ailleurs dans toutes les mines du Nord et du Pas-de-Calais les ingénieurs des mines reconnaissent que l'on a pris toutes les mesures de sécurité désirables et le nouveau règlement sur la police des mines approuvé par M. le préfet du Nord en date du 8 février 1905 est venu dans ses 85 articles réglementer si minutieusement toutes ces mesures que les accidents ne sont plus actuellement provoqués que par des cas fortuits ou par la négligence de l'ouvrier.

En effet, si nous recherchons quelle est la proportionnalité pour cent du nombre d'accidents mortels suivant les différentes causes dans les mines du Pas-de-Calais, nous trouvons :

Causes des accidents	Période de 1880 à 1890	Période de 1890 à 1901	Différence
	0/0	0/0	
Eboulements	41	46	5 0/0 en plus.
Grisou, coups de mines, inflammation de poussières .	21	5	16 0/0 en moins.
Roulage	16	28	12 0/0 en plus.
Autres causes.	22	21	1 0/0 en moins.
	100	100	

que malgré les précautions prises le nombre des accidents mortels survenus par suite d'éboulements

ou occasionnés par le roulage du charbon a augmenté sensiblement proportionnellement à celui de ceux provoqués par les autres causes.

Au sujet de la sécurité dans les mines, nous ne pouvons passer sous silence la question des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

Ces délégués, institués par la loi du 8 juillet 1890 modifiée par la loi du 20 avril 1905, sont élus par les ouvriers mineurs et sont chargés de veiller à la sécurité des ouvriers dans les mines. Nous ne pouvons pas nous étendre sur cette question, mais nous voulons donner sur cette institution l'appréciation des ingénieurs de l'Etat.

Les ingénieurs de l'Etat diffèrent d'avis sur la valeur de l'institution.

Selon les uns, elle est presque négligeable et les délégués ne sont utiles que dans les mines mal dirigées ; les délégués ne peuvent efficacement collaborer à la surveillance, faute d'une instruction préparatoire ; leurs rapports se perdent dans le détail, sont souvent exagérés et donnent rarement lieu à une enquête officielle ; les délégués évitent de dénoncer les négligences des ouvriers ; ils sont souvent assez peu raisonnables et intelligents pour provoquer eux-mêmes des dangers.

D'autres ingénieurs des mines de l'Etat attachent, au contraire, une réelle importance à cette institution : on ne saurait évidemment demander aux délégués des avis utiles sur les méthodes d'exploitation, les causes des explosions de grisou, ou sur d'autres questions

difficiles, mais ils surveillent d'une façon fort utile les détails de l'exploitation ; si la compétence leur fait parfois défaut il n'est pas dit qu'ils ne puissent l'acquérir avec le temps et la pratique de ce métier ; le but essentiel de l'institution, à savoir la prévention des accidents, serait du reste plus sûrement atteint si l'on faisait des délégués, des adjoints de l'ingénieur de l'Etat, et si on ne les faisait pas élire directement par les ouvriers, car ce dernier procédé peut avoir pour effet la désignation d'ouvriers insuffisamment expérimentés ; d'autre part, les délégués nommés selon un autre système ne jouiraient pas assez de la confiance de leurs camarades ; en outre, les ouvriers et le public cesseraient d'être tranquilisés par la pensée qu'en cas de catastrophe les représentants directs des ouvriers sont appelés à se prononcer sur les causes de cet événement.

Il y a cependant un fait certain, c'est que le nombre des accidents mortels survenus dans les mines a diminué d'une façon sensible (proportionnellement au nombre des ouvriers) depuis l'année 1890, date de la création des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

Cette diminution sensible du nombre des accidents mortels provient-elle du fait de la création des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ou n'est-elle qu'une simple coïncidence ?

Nous penchons plutôt pour la seconde alternative, car nous constatons que cette diminution du nombre des accidents mortels provient de la réduction à un

nombre excessivement faible (0,019 pour mille ouvriers) des accidents dus au grisou, alors que ce nombre s'élevait avant 1870 à 0,996 et pour la période 1886-1890 à 1,351 pour mille ouvriers.

Or nous ne croyons pas que cette diminution énorme des accidents dus au grisou provienne de la surveillance exercée par les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

Voici en effet ce que dit à ce sujet le rapport prussien sur les délégués mineurs.

Ce fait remarquable provient, nous a déclaré le gouvernement français, de ce qu'après ces catastrophes (catastrophes dues au grisou) les autorités minières ont pris une série de mesures telles que : l'amélioration de l'aérage par les ventilateurs, l'interdiction de certains types de lampes de sûreté, l'emploi exclusif d'explosifs de sûreté, la surveillance constante de l'aérage au moyen de mesurages, et en particulier l'analyse fréquente des gaz recueillis dans la mine.

Il se peut que dans les mines mal dirigées, ou dans des petites mines, les délégués mineurs soient appelés à rendre des services, mais nous ne croyons pas que dans les grandes mines du Nord et du Pas-de-Calais ils puissent le faire, car la surveillance est sérieusement établie.

La Compagnie d'Anzin pour 10.000 ouvriers du fond a sous les ordres de sa direction technique générale six ingénieurs divisionnaires chargés chacun de diriger trois fosses, à chaque fosse est attaché un ingé-

nier ordinaire aidé d'un porion chef et d'un porion par 40 ouvriers environ.

Les 18 ingénieurs ordinaires descendent tous les jours dans la mine, les ingénieurs divisionnaires y descendent au moins trois fois par semaine.

Les ingénieurs des mines et les contrôleurs des mines (surveillance administrative) consacrent de nombreuses journées à la surveillance des exploitations houillères.

Aussi croyons-nous qu'il ne faut pas attacher une grande importance à la création des délégués à la sécurité des mineurs, mais sans aller jusqu'à demander que l'on en vienne à les supprimer, car leur existence contente les ouvriers, nous pensons qu'il serait utile d'exiger d'eux, des conditions d'intelligence, de science, de capacité et d'impartialité qui font défaut chez un trop grand nombre (1).

1. Voir les réponses au questionnaire de la Commission parlementaire des mines, réponses orales et écrites des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

CHAPITRE III

Le salaire de l'ouvrier dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais

Nous avons déjà pu nous rendre compte que le personnel ouvrier d'une mine est un ensemble complexe, nous avons vu qu'il se divisait en deux grandes sections bien distinctes, les ouvriers du jour et les ouvriers du fond, et que chacune de ces sections se divisait en un grand nombre de catégories.

Nous avons pu nous rendre compte aussi, que la valeur des ouvriers composant ces diverses catégories ne devait pas être la même. La difficulté du travail réservé à certaines d'entre elles, ne permettant de les composer que d'ouvriers de choix : ouvriers d'état, mécaniciens pour le jour, piqueurs, haveurs, mineurs à la veine, raccommodeurs, pour le fond. Il n'en est pas de même pour les travaux accessoires, manutentions et transports divers, qui n'exigent aucune connaissance, aucune habileté spéciale, aussi pourront-ils être effectués par des ouvriers quelconques voire même des femmes et des enfants (trieurs, manœuvres, etc.).

Aussi ne serons-nous pas étonnés de trouver de grandes différences de salaires entre les ouvriers des diverses catégories, catégories qu'il est d'ailleurs très difficile de délimiter, car les diverses compagnies n'ont pas divisé leurs ouvriers de la même façon.

Nous nous proposons d'étudier, en premier lieu, les différents modes de rémunération du travail de l'ouvrier mineur.

Puis nous examinerons quel est le salaire journalier moyen de cet ouvrier et enfin nous essayerons de nous rendre compte des causes des hausses et des baisses de son salaire.

SECTION I

LES DIFFÉRENTS MODES DE RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL DE L'OUVRIER DANS LES MINES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Un certain nombre de ces ouvriers travaillent à la journée, c'est le cas pour la plupart des manœuvres du fond et du jour et pour certaines catégories d'ouvriers qualifiés ; une autre partie des ouvriers travaille tantôt à la journée, tantôt à la tâche. Exemple : racheurs, raccommodeurs, hercheurs, mais les ouvriers mineurs proprement dits et leurs aides travaillent à la tâche ou à l'entreprise (1).

Nous ne parlerons pas ici du travail à la journée,

1. Voir nos tableaux, pages 77 et 78.

mais nous étudierons la question du travail à la tâche ou à l'entreprise. Voici ce que dit à ce sujet M. l'ingénieur en chef des mines de Douai dans une note transmise à la commission des mines (1).

On donne en général à la compagnie d'Anzin, à chaque entreprise l'exploitation d'une couche sur 50 mètres de longueur entre deux voies de fond.

L'entreprise peut d'ailleurs être donnée sous trois modes différents. Dans les divisions de Thiers et de Bellevue de la compagnie d'Anzin, on affiche au commencement de chaque quinzaine les tailles à repasser ; les ouvriers désireux de reprendre ces tailles adressent leurs offres à l'ingénieur qui en prend note. D'après les conditions qu'il connaît, ledit ingénieur s'est fixé à l'avance un maximum qu'il ne veut pas dépasser pour ne pas avoir un prix de revient trop élevé et un minimum au-dessous duquel il estime que l'ouvrier ne gagnerait pas sa vie. Il écarte les soumissions trop élevées ou trop faibles, ces dernières comme non sérieuses, et attribue la taille à l'équipe qui a soumissionné le plus près au-dessus du minimum.

S'il y a plusieurs soumissions au même prix, les soumissionnaires tirent au sort entre eux, ou la taille est attribuée au premier soumissionnaire au prix le plus bas.

Dans les quatre autres divisions de la compagnie

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, n° 878, pages 50 et 51.

d'Anzin c'est le porion qui reçoit les offres verbales des ouvriers et attribue la taille au plus offrant.

Il n'y a plus à Anzin ni enchères publiques au bâton, ni engagement écrit de l'entrepreneur, ni dédit en cas d'abandon de l'entreprise, mais il est certain que les offres au rabais subsistent et que les différentes équipes ne savent pas quelles ont été les offres faites par leurs concurrents.

A vrai dire, cette concurrence entre les ouvriers paraît à peu près inévitable : elle est l'effet même de la loi de l'offre et de la demande appliquée à un contrat de travail, et existe également sous une forme ou sous l'autre dans toutes les compagnies de mines. Celles qui ne pratiquent qu'exceptionnellement les entreprises de longue durée, c'est-à-dire pour lesquelles la compagnie a renoncé à abaisser le prix de l'unité jusqu'à l'achèvement d'un travail déterminé, ont le travail *à la tâche* par quinzaine. Le porion ou l'ingénieur qui débat le prix de la tâche chaque quinzaine avec les ouvriers ne peut pas ne pas tenir compte des offres que lui adressent ou sont disposées à lui adresser les autres équipes avec lesquelles il a à traiter.

En résumé, le travail à prix fait continue dans les mines du Nord à se donner soit à l'entreprise, pour un travail déterminé pouvant durer plusieurs mois, moyennant un prix que la compagnie renonce à abaisser mais peut très bien être amenée à relever si les circonstances changent, soit à la tâche, par quinzaine, avec faculté d'abaissement du prix à l'expiration de

la quinzaine, et possibilité de relèvement à un moment quelconque.

Les entreprises ne sont plus constatées par un engagement écrit qu'aux mines de Douchy et à celles de Thivencelles.

Les mineurs travaillent par petits groupes (de trois, quatre, cinq), ces groupes prennent le nom d' « équipes » ou de « chantiers » ils se composent de plusieurs mineurs et d'un ou de deux aides. Chaque équipe reçoit et se partage à la paie une somme proportionnelle au nombre de berlines ou de wagonnets de charbon extrait par elle ou au nombre de mètres d'avancement de la galerie sur le front de taille ; c'est en effet la berline qui est prise comme unité pour les mineurs à la veine et le mètre d'avancement pour les mineurs au rocher ; nous avons vu que le prix de cette unité variait suivant la facilité ou la difficulté des tailles.

Pour les équipes d'abatage de charbon l'on ne tient pas compte de la qualité du charbon (1) ni de la surface mise à découvert, mais l'on exige que le charbon soit propre, c'est-à-dire ne soit pas mélangé de trop de pierres, et que la berline soit bien pleine.

Pour compter le nombre de berlines fournies par

1. Certaines compagnies font cependant une distinction pour le prix de la berline entre le charbon dit « bon » et l'escaillage ; l'escaillage est un schiste bitumineux, composé de fragments luisants plus ou moins combustibles, qui se trouve dans les veines de houilles du Nord et du Pas-de-Calais et forme souvent le toit et le mur de ces veines.

chaque chantier d'abatage, le hercheur possède une série de jetons en tôle portant un même numéro. Il place un de ces jetons au fond de la berline où il est maintenu par un petit crochet. On ne peut donc enlever ce jeton que lorsque la berline a été vidée au jour, c'est donc en même temps une garantie pour l'ouvrier et un moyen de contrôle pour la compagnie ; car l'on inflige aux ouvriers des amendes pour les berlines dans lesquelles il y a trop de pierres. Dans certaines compagnies on ne paie pas ces berlines, mais on verse la moitié du prix dont elles auraient dû être payées à la caisse de secours.

Les ouvriers des équipes se partagent la somme gagnée comme ils l'entendent, la compagnie est cependant obligée de constater les répartitions individuelles pour les retenues qui doivent être effectuées sur le salaire de l'ouvrier pour les caisses de retraites et de secours.

Exemple de coefficients

BRUAY, fosse n° 1

Deuxième quinzaine de septembre 1902

Base	Noms des ouvriers	Gain par journées primes comprises
—	—	—
100	Dupont Isidore	7 22
100	Legrand Laurent	7 22
90	Martin Félicien	6 51
80	Marchand Edouard	5 78

Nous voyons que le salaire de ces ouvriers d'une même équipe n'est pas le même, et que les ouvriers s'attribuent eux-mêmes des coefficients différents.

Nous marquons dans ce tableau : gain par journées, primes comprises, parce qu'au salaire brut de l'ouvrier est ajoutée une prime. Cette prime qui est actuellement de 30 o/o (1) sur le salaire des ouvriers du fond, est comptée après déduction des sommes dues à la compagnie pour les explosifs, mais avant toute autre retenue.

Ces primes ont été accordées par des décisions du Comité central des houillères auxquelles ont souscrit plus tard les compagnies qui n'en faisaient pas partie, ou fixées dans les conventions dites d'Arras entre les délégués des patrons et ceux des ouvriers.

Ces primes sont établies d'après la hausse ou la baisse du prix de vente du charbon, mais non d'après un tableau, une échelle fixée d'avance, cependant elles doivent être en rapport avec les conditions du marché des charbons de la région.

C'est ainsi que nous voyons dans la réunion d'Arras du 20 septembre 1898, que :

Les délégués convinrent que la hausse que l'on remarquait sur le cours des charbons n'exerçait qu'une influence très minime sur les prix de vente, et

1. Elle n'est que de 10 o/o dans certaines compagnies qui ont incorporé au salaire de base les premiers 20 c/o consentis. De sorte que la prime de 10 o/o de ces compagnies est légèrement plus élevée que celle de 30 o/o des autres compagnies.

que c'était seulement au renouvellement des marchés, c'est-à-dire vers fin mars 1899, que son application bénéficierait aux compagnies.

Qu'il était donc prématuré d'accorder, dès maintenant, une augmentation de salaire...

Mais qu'il était convenu qu'une réunion des mêmes délégués aurait lieu dans la première quinzaine d'avril pour examiner d'un commun accord si, comme on l'espérait, la situation commerciale justifierait une majoration des salaires, et en fixer le taux (1).

Chaque compagnie a un salaire de base différent, qui a été déterminé par le procès-verbal d'arbitrage d'Arras du 27 novembre 1891. Ce salaire est celui de la période de 12 mois qui a précédé la grève de 1889. Certaines compagnies ont de plus incorporé à ce salaire de base les deux premières primes de 10 o/o qui ont été accordées, de sorte qu'à l'heure actuelle, elles ne donnent à leurs ouvriers qu'une prime de 10 o/o.

Ce système est plus avantageux pour les ouvriers.

Prenons par exemple un salaire de base de 4 francs.

Avec la prime de 30 o/o nous avons 5 fr. 20.

Avec l'incorporation au salaire de base des deux premières primes de 10 o/o et la prime de 10 o/o nous trouvons 4 fr. 80 plus 10 o/o sur 4 fr. 80 égal 5 fr. 28

En ne nous occupant que du premier système, c'est-à-dire sans incorporation de primes au salaire de base, nous trouvons que les primes ont subi les varia-

1. Procès-verbal de l'entrevue d'Arras du 20 sept. 1898.

tions suivantes pour les ouvriers du fond. Elles ont été de :

10 o/o à partir du 16 octobre 1889.

20 o/o à partir du 16 août 1890.

25 o/o à partir du 16 avril 1899.

30 o/o à partir du 1^{er} avril 1900.

40 o/o à partir du 1^{er} novembre 1900.

30 o/o à partir du 1^{er} juin 1902.

Pour les ouvriers du jour attachés à l'extraction, machinistes d'extraction, chauffeurs, moulineurs, wagonneurs et trieuses, ils ont obtenu, le 16 août 1890, une prime de 10 o/o qui, à partir du 1^{er} mai 1900, a été incorporée dans le salaire. Le 1^{er} novembre 1900 une prime de 10 o/o a été accordée à l'ensemble des ouvriers du jour (y compris ceux attachés à l'extraction), elle a été réduite à 5 o/o le 1^{er} juin 1902.

La sentence arbitrale du 7 novembre 1902 a reconnu que « les compagnies ont respecté les conventions, les salaires actuels qui comportent sous forme d'augmentation ou de prime une majoration de 30 o/o par rapport aux salaires de base visés par la convention du 27 novembre 1891 étant bien en rapport avec les conditions du marché des charbons du Nord.

Les compagnies donnent même souvent à leurs ouvriers un salaire supérieur au salaire de base augmenté des primes.

Prenons pour exemple la Compagnie de Courrières.

Les salaires de base servant à l'application de la convention d'Arras pour la compagnie, sont :

Pour les ouvriers à la veine, 4 fr. 388.

Pour les ouvriers du fond en général, 3 fr. 651.

D'où il résulterait comme salaires moyens à appliquer d'après les conventions avec l'augmentation due aux primes.

	1898	1899	1900	1901
	—	—	—	—
Ouvriers à la veine. . . .	5,265	5,42	5,722	6,142
Ouvriers du fond en général	4,381	4,51	4,761	5,111

Alors que nous trouvons comme salaires moyens, pour ces mêmes années et ces mêmes catégories d'ouvriers :

	1898	1899	1900	1901
	—	—	—	—
Ouvriers à la veine	5,52	5,73	6,14	6,54
Ouvriers du fond en général.	4,52	4,70	5,02	5,33

Mais ce salaire obtenu avec la majoration des primes n'est pas touché intégralement par l'ouvrier, des retenues sont faites pour les caisses de secours, de retraite ou de liquidation ; on retranche de ce salaire les sommes dues pour amendes, outils cassés ou perdus, dégradations ; si l'ouvrier est locataire de la compagnie, son loyer lui sera retenu sur ce salaire, les sommes qui lui auront été versées par anticipation seront retenues, et s'il est fait opposition sur son salaire, on lui retiendra encore la somme réclamée

jusqu'à concurrence du dixième de son salaire, sans parler des cessions de salaire que l'ouvrier peut encore consentir.

Les compagnies donnent à leurs ouvriers, pour la paye de quinzaine, un carnet de salaire ou des fiches de paye, qui permettent à l'ouvrier de se rendre compte du montant des salaires gagnés et du détail des retenues.

Dans certaines compagnies ce carnet peut durer plusieurs années, l'ouvrier peut ainsi facilement comparer ses diverses quinzaines. Mais comme ce carnet doit être remis à la caisse au moment où l'ouvrier touche son salaire et qu'il ne lui est donné que la veille du jour où il le touche, les ouvriers préfèrent de beaucoup la fiche qui reste entre leurs mains, les diverses compagnies qui employaient le carnet ou le livret de paye, les remplacent donc par des fiches. Nous donnons ci-joint un modèle de carnet de paye et un modèle de fiche ; certaines compagnies ont adopté un modèle de fiche avec talon que le caissier détache au moment de la paye et qui lui sert de décharge ; la fiche est remise, munie de son talon, à l'ouvrier la veille du jour de paye ; il peut réclamer s'il ne trouve pas son compte juste, et le lendemain il n'a qu'à présenter ou faire présenter sa fiche pour en recevoir immédiatement le montant, le caissier détache le talon et remet le reste à l'ouvrier qui peut ainsi conserver ses différentes fiches et comparer ses différentes quinzaines.

Fac-similé d'une page d'un carnet de

ANNÉE 19	Nombre de journées	Sommes brutes	Prime p. 0/0	Sommes totales dues	DETAIL	
					Caisse de liqui- dation 1 p. 0/0	Caisse de secours 2 p. 0/0
Janvier. . .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Février. . .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Mars. . . .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Avril. . . .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Mai.	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Juin.	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Juillet. . . .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Août.	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Septembre. .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Octobre. . . .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Novembre. . .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					
Décembre. . .	1 ^{re} quinzaine. . .					
	2 ^{me} quinzaine. . .					

Modèle de fiche avec talon détachable

MINES DE DOUCHY

Société anonyme, capital : 3.644.000 francs

N°

Fosse St-Mathieu.

NOM DE L'OUVRIER

Quinzaine de *190* .

Salaire brut (Explosifs déduits).

Primes

Ancienneté

TOTAL :

RETENUES

OBLIGATOIRES

Caisse de retraites

Caisse de secours.

Garanties

Amendes.

Outils et verres

Arriéré sur logement

Arriéré sur jardins

Avances

Justice.

Cessions amiables et divers

.

.

NET A PAYER :

FOSSE SAINT-MATHIEU

N°

Quinzaine de *190* .

Net à payer, Francs

NOM DE L'OUVRIER

SECTION II

MOYENNE DU SALAIRE JOURNALIER DE L'OUVRIER DANS LES MINES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Il est très difficile de dire quel est le salaire d'un mineur. Nous voyons en effet dans les régions qui nous intéressent la moyenne du salaire varier d'année en année.

Dans le courant de la même année, nous nous apercevons que cette moyenne n'est pas la même, dans les différentes mines d'une même région, ni même dans les différentes fosses d'une même mine. Dans la même fosse, nous voyons cette moyenne varier suivant les différentes catégories d'ouvriers. Dans une même catégorie d'ouvriers nous nous apercevons qu'elle varie d'individu à individu, et chez le même ouvrier nous la voyons souvent changer de quinzaine en quinzaine.

Nous nous proposons d'indiquer le salaire journalier moyen, pour ces vingt dernières années, des ouvriers du jour et des ouvriers du fond des mines du Nord et du Pas-de-Calais, et nous indiquerons, comme terme de comparaison, à côté de ces chiffres, la moyenne de ce salaire pour les ouvriers des mines de France. Puis, réservant pour une section suivante la recherche des causes des variations annuelles de ce salaire moyen, nous essaierons de nous rendre compte des différences de salaire qui existent entre les diffé-

**Salaire journalier moyen (1) de l'ouvrier du fond
et de l'ouvrier du jour.**

ANNEES	Ouvrier du fond			Ouvrier du jour		
	Nord	France	Pas- de-Calais	Nord	France	Pas- de-Calais
1883.	3 97	4 21	4 13	3 »	2 93	3 31
1884.	3 77	4 15	4 08	2 70	3 »	3 30
1885.	3 85	4 06	3 96	2 94	2 86	3 23
1886.	3 80	4 04	3 88	2 95	2 93	3 03
1887.	3 82	4 06	3 89	2 95	2 92	2 91
1888.	3 85	4 03	3 80	2 96	2 95	2 86
1889.	4 07	4 18	4 04	3 »	3 11	2 94
1890.	4 65	4 57	4 59	3 13	3 16	3 15
1891.	4 75	4 62	4 74	3 16	3 14	3 16
1892.	4 66	4 68	4 73	3 16	3 19	3 21
1893.	4 71	4 59	4 71	3 22	3 15	3 28
1894.	4 65	4 57	4 64	3 15	3 15	3 23
1895.	4 55	4 52	4 54	3 15	3 14	3 18
1896.	4 51	4 49	4 57	3 17	3 18	3 19
1897.	4 57	4 54	4 67	3 21	3 19	3 23
1898.	4 66	4 63	4 76	3 25	3 25	3 23
1899.	4 99	4 80	4 99	3 36	3 35	3 37
1900.	5 43	5 11	5 27	3 60	3 53	3 50
1901.	5 73	5 28	5 48	3 85	3 68	3 70
1902.	5 26	4 99	5 21	3 73	3 57	3 66
1903.	5 05	»	5 18	3 60	»	3 61
1904.	4 98	»	5 14	3 60	»	3 61

1. Le salaire journalier moyen est obtenu en divisant la somme totale distribuée en salaire par le nombre d'ouvriers occupés et en divisant le résultat obtenu par le nombre de jours où l'on a travaillé.

rentes mines d'une même région, et entre les différentes fosses d'une même mine.

Nous étudierons ensuite les salaires des diverses catégories d'ouvriers, et nous rechercherons les causes des variations de salaire qui existent d'individu à individu, et de quinzaine à quinzaine.

Indiquons d'abord pour ces dernières années, les moyennes des salaires journaliers de l'ouvrier du jour et de l'ouvrier du fond dans les mines du Nord, du Pas-de-Calais et de la France entière.

Ce tableau, composé d'après la comptabilité des compagnies et tiré de diverses publications de l'administration des mines, nous donne de précieux renseignements, il nous indique que le salaire de l'ouvrier est notablement supérieur à ce qu'il était il y a une vingtaine d'années, il nous montre en outre que l'augmentation du salaire ne s'est pas produite d'une façon régulière année par année, mais que cette augmentation est le résultat d'une suite de hausses et de baisses du salaire, mouvement alternatif dans lequel la direction vers la hausse a sensiblement et fréquemment été prédominante et cela pour des raisons que nous étudierons dans la troisième section de ce chapitre.

Si nous cherchons maintenant quel est le salaire moyen par journée d'ouvrier dans les différentes mines, nous nous apercevons que ce salaire varie sensiblement d'une mine à l'autre. Ces différences de salaire moyen proviennent de causes fort diverses.

Si nous en exceptons de suite la mine de Marly, qui comprenait très peu d'ouvriers, et qui s'est livrée

à des travaux de nature spéciale (foncement de puits, creusement de bowettes), nous voyons que ces différences de salaire restent sensiblement les mêmes d'année en année, elles résultent, des facilités plus ou moins grande de vie dans la région, des avantages accessoires au salaire que les compagnies donnent à leurs ouvriers, de la loi de l'offre et de la demande, de la productivité de l'ouvrier.

**Salaire moyen par journée d'ouvrier (fond et jour)
des mines du Nord (1899 à 1903).**

ANNÉES	1899	1900	1901	1902	1903
Anzin	4 74	5 25	5 31	5 »	4 82
Aniche	4 60	4 92	5 35	4 98	4 58
Douchy	4 21	4 48	4 78	4 38	4 04
Escarpelle	4 48	4 83	5 12	4 78	4 67
Vicoigne	4 38	4 65	4 62	4 48	4 46
Fresnes-Midi	3 93	4 20	4 39	4 15	4 09
Azincourt	4 41	4 84	5 07	4 84	4 60
Crespin	4 07	4 57	4 34	4 04	4 21
Flines-lez-Raches . . .	4 41	4 74	4 95	4 79	4 62
Marly	5 37	5 22	4 65	4 66	4 93
Moyenne générale . .	4 59	5 04	5 26	4 86	4 67

Les facilités plus ou moins grandes de vie dans une région font qu'un salaire même moins élevé représente un pouvoir d'achat supérieur. Il en est ainsi dans les régions avoisinant la Belgique où la vie se trouve être moins chère, il en est de même dans cer-

taines régions fertiles et sillonnées de nombreux moyens de communication, telles que les plaines basses de la Scarpe et de l'Escaut qui produisent en abondance les légumes, le lait et les œufs et où les mineurs se procurent facilement ces comestibles, tandis que dans les hautes plaines peu fertiles de Lens et de Bruay les ouvriers sont plus tributaires des marchands. Le taux des salaires varie aussi d'après les habitudes de la région, car ce qui paraît être nécessaire dans une région, est un luxe dans une autre.

Les avantages accessoires au salaire que les compagnies donnent à leurs ouvriers sont aussi une des raisons de cette différence. La loi de l'offre et de la demande intervient aussi.

Mais nous ne la remarquons que dans les compagnies nouvelles, ou encore en voie de grands développements, c'est-à-dire dans les compagnies qui doivent augmenter d'une façon considérable le nombre de leurs ouvriers, ces compagnies manquant d'ouvriers sont obligées d'en attirer auprès d'elles et pour arriver à cela elles sont obligées de leur faire des avantages.

La productivité de l'ouvrier intervient aussi, mais pour une part moins grande qu'on ne pourrait le croire, sans doute l'ouvrier est payé d'après sa production, mais la production n'étant pas en rapport avec le travail produit, dans ce sens, que dans une mine où le travail est difficile un ouvrier ne produira pas autant avec le même travail que dans une mine où le travail serait facile, le travail produit doit seul

être pris pour base. Il est donc plus juste de dire que c'est le travail plus ou moins grand de l'ouvrier qui peut augmenter le salaire, et non pas la production plus ou moins grande, et le travail que l'ouvrier effectuera à la mine variera d'après différentes causes.

Lorsque l'ouvrier travaille en dehors de la fosse, il travaille moins dans la mine, et son salaire sera moins élevé. Exemple les mineurs de Vieux-Condé qui allient les travaux agricoles aux travaux de la mine.

Le travail sera moindre aussi lorsque les ouvriers feront exprès de travailler moins, et quelquefois on a pu remarquer ce fait provoqué par les syndicats.

Ces différentes causes produisent donc des différences de salaire sensibles entre les différentes mines et même les différentes fosses d'une même mine.

Nous trouvons par exemple en examinant les salaires journaliers moyens des ouvriers du fond des mines de Vicoigne et de Nœux les résultats suivants :

Exercice	Mines de Nœux	Mines de Vicoigne
1895-1896	4,69	4,09
1896-1897	4,80	4,22
1897-1898	4,93	4,58
1898-1899	5	4,71
1899-1900	5,08	4,99
1900-1901	5,34	5,22
1901-1902	5,30	5,14

Il existe aussi, et cela se comprend très facilement, des différences de salaire très sensibles entre les

ouvriers des différentes catégories que l'on peut distinguer dans les mines.

Nous avons déjà pu remarquer qu'une différence de salaire se remarquait entre les ouvriers du fond et les ouvriers du jour, nous avons indiqué dans un tableau ces différences pour ces vingt dernières années, mais ce tableau ne nous suffit pas, chacune de ces dénominations, ouvriers du fond, ouvriers du jour, s'emploie pour désigner des ouvriers très différents qui doivent être divisés en nombreuses catégories. Nous aurions voulu pouvoir diviser les ouvriers des mines du Nord et du Pas-de-Calais en un certain nombre de catégories : pour le jour, ouvriers employés à la conduite des machines et ouvriers d'état, et d'autre part manœuvres ; pour le fond, mineurs proprement dits, ouvriers dont le travail exige une habileté et une pratique spéciales, raucheurs, chargeurs à l'accrochage boiseurs, remblayeurs et autres catégories d'ouvriers dont le travail exige une formation professionnelle, et enfin manœuvres ; mais cela nous a malheureusement été impossible. Nous avons examiné l'enquête de 1891-1893, nous avons étudié de près l'enquête parlementaire de 1902-1903 et il nous a été impossible de rapprocher les listes très diverses fournies par les diverses compagnies. Nous nous sommes adressés aux compagnies elles-mêmes pour essayer d'avoir auprès d'elles ces renseignements qui nous semblaient si précieux, mais il nous fut répondu qu'il était absolument impossible de trouver ces renseignements ; les comptabilités des différentes compagnies n'étant pas faites

sur le même modèle et ne divisant pas les ouvriers d'après les mêmes modes.

Nous avons donc été dans l'obligation de choisir deux compagnies dont les modes de division des ouvriers par catégories répondaient le mieux à notre désir. Ces compagnies sont L'Escarpelle pour le Nord, Bruay pour le Pas-de-Calais. Nous n'avons pas l'intention de comparer le taux des salaires des ouvriers de ces deux compagnies, mais nous ne serons pas étonnés de voir que la moyenne du salaire de l'ouvrier est plus élevée à Bruay qu'à l'Escarpelle, car, comme nous l'avons déjà dit, le coût de la vie influence le taux du salaire, et le coût de la vie est plus élevé à Bruay qu'aux mines de l'Escarpelle.

Mais il nous a paru intéressant d'indiquer le nombre d'ouvriers de chaque catégorie, leur âge et les salaires maxima, minima et moyens obtenus dans chaque catégorie et ce pour chacune de ces mines.

Ces tableaux, s'ils ne peuvent être pris comme types pour les diverses concessions qui nous intéressent, ont du moins l'avantage de comprendre l'universalité des ouvriers d'une concession pendant un temps donné. Et il est évident que s'il existe des différences d'appellations et de classifications dans les diverses mines, il n'existe pourtant pas une grande différence entre les ouvriers des différentes mines du Nord et du Pas-de-Calais, car les modes d'exploitation y sont sensiblement les mêmes.

Tout porte à croire aussi que la condition de l'ouvrier est sensiblement la même dans ces diverses

Condition des ouvriers à la Compagnie des mines de l'Escarpelle.

CATÉGORIES	NOMBRE					SALAIRES			
	Hommes	Femmes et filles	Au-dessous de 16 ans	De 16 à 18 ans	Ensemble	Maxima	Moyenne	Nombre d'ouvriers payés	
								à la journée	à la tâche
Jour	Machinistes d'extraction.	27	»	»	27	6 40	4 »	5 23	27 »
	— divers	23	»	»	23	4 75	3 41	4 08	23 »
	— delocomotives,gareurs,aides.	22	»	»	22	4 50	3 41	3 91	22 »
	Chaufeurs et aides	42	»	»	42	5 »	3 41	4 41	42 »
	Moulineurs et aides.	40	»	»	40	5 77	3 06	4 52	25 15
	Manœuvres.	334	6	43	365	5 »	4 57	3 55	334 34
	Cribleurs et trieurs.	7	96	444	223	3 50	4 30	2 09	129 94
	Rivageurs.	63	27	5	407	4 20	4 50	3 19	107 »
	Laveurs et aides	443	»	»	443	4 46	3 47	3 82	413 »
	Ouvriers des ateliers de réparations	486	»	3	498	5 50	4 75	4 21	498 »
	Ouvriers des industries { Carbonisation	81	»	6	91	4 50	4 31	3 58	91 »
	annexes { Agglomération.	50	»	4	50	5 »	3 41	3 83	47 »
Fond	Mineurs	998	»	»	998	7 50	3 50	6 15	» 998
	Aides-mineurs	294	»	»	296	7 »	2 88	5 17	» 296
	Raucheurs, Raccommodeurs, Aides.	380	»	40	390	6 50	3 »	5 28	349 41
	Hercheurs au charbon	209	»	9	267	5 »	2 »	4 03	202 65
	— à terre.	84	»	1	444	5 »	2 50	4 43	109 5
	Conducteurs de chevaux	49	»	16	99	5 »	2 »	3 75	99 »
	Accrocheurs, Galibots.	15	»	103	62	4 »	4 65	2 62	180 »
	Chargeurs à l'accrochage	47	»	5	52	6 32	3 90	4 85	34 18
	Totaux.	3.061	129	272	235	3.697			

Compagnie des mines de Bruay (2^e quinzaine de septembre 1902).

CATEGORIES d'ouvriers	13 à 18 ans	18 à 20 ans	20 à 25 ans	25 à 30 ans	30 à 35 ans	35 à 40 ans	40 à 45 ans	45 à 50 ans	50 à 55 ans	55 à 60 ans	60 ans et au-dessus	Totaux	SALAIRES			
													Minima	Maxima	Moyens	
<i>Ouvriers du fond.</i>																
Mineurs. Coupeurs { 100. . .	»	»	427	522	445	363	194	81	24	2	1	4 729	5 19	11 62	6 92	à la tâche.
de mur. Boweteurs { 90. . .	»	3	197	131	45	45	15	5	2	»	»	143	4 97	10 40	6 33	à la tâche.
Entretien, aérage, trav. extr. { 80. . .	»	76	276	400	50	24	6	4	1	»	»	533	4 14	7 37	5 70	à la tâche.
Chargeurs d'accrochage . . .	»	»	103	155	160	208	256	189	142	49	6	4 268	3 50	8 75	6 70	à la tâche.
Machinistes d'épuisement . .	»	1	5	41	28	45	9	3	3	4	»	79	4 86	7 58	6 25	à la tâche.
Conducteurs de chevaux, gardes d'écurie	»	»	4	»	»	5	5	3	2	1	»	17	4 35	6 36	5 62	
Chargeurs aux tailles	»	»	9	46	36	34	26	17	7	3	»	148	4 22	6 03	4 91	
Hercleurs et galibots. . . .	»	237	75	53	45	4	4	1	»	»	»	386	4 55	4 90	4 83	
	4 485	427	46	5	»	»	»	»	»	»	»	1 333	1 30	4 90	3 07	
<i>Quart. des carreaux des Fosses</i>																
Manœuvres et aides	»	3	9	26	22	14	7	4	5	4	»	94	3 85	7 20	5 91	
Wagoneurs.	»	»	6	6	8	7	9	6	1	4	»	47	3 57	4 94	4 43	
Graisseurs de berlines et cribleurs.	51	40	5	»	»	»	4	1	»	»	»	68	1 50	4 35	2 41	
Manœuvres	6	24	33	23	32	21	23	21	16	9	45	220	1 50	5 25	3 65	
Machinistes	»	»	»	4	5	9	5	1	2	»	»	23	4 67	6 42	6 26	
Graisseurs.	»	»	8	43	6	4	3	1	2	1	»	38	3 41	5 57	4 75	
Chaudrons	»	»	4	11	10	7	12	6	7	4	»	58	4 08	5 87	5 24	
Ouvr. des ateliers des fosses, Filles et femmes.	»	2	4	2	7	11	6	4	3	4	4	47	2 73	6 62	5 10	
	69	59	33	22	3	5	2	»	»	»	»	173	1 10	2 12	2 2	
Totaux	4 344	539	912	1 077	842	776	580	344	216	81	27	5 804				

Compagnie des mines de Bruay (2^e quinzaine de septembre 1902).

OUVRIERS DES SERVICES EXTÉRIEURS : CONSTRUCTIONS, ATELIERS CENTRAUX, CHEMINS DE FER.

CATEGORIES d'ouvriers	13 à 18 ans	18 à 20 ans	20 à 25 ans	25 à 30 ans	30 à 35 ans	35 à 40 ans	40 à 45 ans	45 à 50 ans	50 à 55 ans	55 à 60 ans	60 ans et au-dessus	Totaux	SALAIRES					
													Minima	Maxima	Moyens			
Maçons, plafonneurs, couvreurs	»	»	13	17	7	12	12	40	4	4	»	79	4	41	5	19	5	07
Manœuvres de maçons et de couvreurs. . .	23	32	17	1	»	»	»	»	»	»	»	73	1	91	3	83	2	92
Terrassiers et paveurs	»	»	4	7	7	8	13	16	40	4	4	73	3	83	3	49	4	22
Ajusteurs, tourneurs, etc.	»	2	10	19	10	14	4	6	3	1	1	70	3	30	6	56	4	72
Forgeons et chaudronniers	»	»	7	7	5	9	8	3	3	3	1	46	3	83	6	30	4	81
Frappeurs, manœuvres, apprentis	72	32	26	28	25	33	24	25	15	6	8	294	0	84	4	09	3	25
Ferblantiers	»	»	»	3	1	2	»	»	»	»	»	6	4	67	5	39	5	31
Charpentiers, menuisiers, scieurs, raboteurs.	»	1	3	17	17	19	12	4	1	2	1	77	3	57	6	05	4	66
Peintres	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	2	4	41	4	93	4	66
Bourreliers	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	2	4	41	4	93	4	67
Jardiniers, cochers, charretiers.	»	1	2	3	2	4	3	1	2	1	»	49	3	57	5	43	4	41
Chaufeurs, mesureur, cantonniers des cités.	»	»	»	»	»	1	»	2	1	1	40	45	1	68	4	93	2	25
Conducteurs et accrocheurs	17	29	11	4	4	3	3	1	1	1	»	69	2	55	5	93	4	40
Aiguilleurs	»	1	1	1	1	2	3	2	2	1	»	8	4	57	6	96	5	02
Gardes-barrières	»	»	»	»	2	3	5	5	2	2	4	27	1	42	4	39	2	03
Mécaniciens	»	»	»	»	6	1	3	3	2	2	»	17	5	45	7	32	6	27
Chaufeurs de locomotives	»	»	1	8	3	2	3	»	1	3	»	21	3	85	5	49	4	36
Chefs cantonniers et cantonniers	»	»	3	11	2	8	13	2	8	3	6	56	3	57	4	67	4	42
Totaux	95	85	116	135	92	121	104	80	55	34	67	984						

mines, car s'il en était autrement il se produirait une émigration, lente il est vrai, mais constante, vers les plus favorisées.

En examinant ces tableaux, nous voyons des différences de salaire énorme. Exemple : dans les mines de Bruay, dans la même quinzaine, certains ouvriers sont payés 11 fr. 62 par jour, tandis que d'autres ne gagnent que 1 fr. 10 et 1 fr. 30. Mais si nous nous reportons aux catégories, nous voyons que le salaire de 11 fr. 62 est le salaire maximum gagné par un mineur à 100 (1), c'est-à-dire par un des meilleurs mineurs, tandis que les salaires de 1 fr. 10 et 1 fr. 30 sont les salaires minima gagnés par les petites filles qui travaillent sur le carreau des fosses, et par les jeunes hercheurs et galibots dont 1.185 sur 1.333 ont moins de 18 ans, et qui, malgré leur jeune âge, arrivent à une moyenne de 3 fr. 07, alors que le maximum du salaire gagné dans cette catégorie ne s'élève qu'à 4 fr. 90.

N'est-il pas juste, en effet, qu'un ouvrier de métier, qu'un ouvrier qui travaille depuis de longues années dans la mine et qui a acquis une expérience personnelle, qui possède une habileté professionnelle spéciale, soit plus largement rétribué que le jeune enfant qui arrive à la mine ou que le manœuvre dont le travail peut être exécuté par le premier venu ?

Cette différence sensible de salaire qui existe entre les différentes catégories d'ouvriers, non seulement

1. Mineur à 100. Voir page 60.

est inévitable et juste, mais elle est même un bien. Car elle est un stimulant pour le jeune ouvrier, elle l'incite à se perfectionner, pour réussir à parvenir le plus tôt possible dans une catégorie où il verra son salaire augmenter en même temps que s'accroîtra son intelligence laborieuse.

Mais en examinant de plus près encore la question des salaires, en étudiant les salaires dans les diverses catégories d'ouvriers, nous trouvons dans chaque catégorie des différences de salaire énormes.

Exemple : la statistique remise par M. Cordier au nom du Syndicat du Pas-de-Calais (1), statistique portant sur près de la moitié des ouvriers du bassin. (V. tableau p. suivante).

Quelle est donc la cause de cette grande différence que nous remarquons dans les salaires des mineurs ?

M. Virel, délégué mineur à Courrières, estime que les salaires sont mal répartis et que ce sont souvent les ouvriers qui travaillent le plus fort qui gagnent le moins (2).

MM. Tassin et Sauvage, délégués mineurs de Meurchin, déclarent que les salaires élevés sont réservés aux fils de porions (3).

1. Procès-verbaux de la Commission des mines. Réponses écrites, 878**, page 167.

2. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878**, p. 149.

3. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878**, p. 145.

Tableau des salaires payés par catégories d'ouvriers pour l'ensemble du bassin du Pas-de-Calais du 1^{er} octobre au 9 décembre 1900.

Mineurs	Nombre	0/0	Aides	Nombre	0/0
fr. c. fr. c.			fr. c. fr. c.		
De 4 » à 4 50	34	0 22	De 2 50 à 3 »	3	0 06
— 4 50 à 5 »	141	0 91	— 3 » à 3 50	32	0 64
— 5 » à 5 50	566	3 66	— 3 50 à 4 »	140	2 80
— 5 50 à 6 »	2.048	13 24	— 4 » à 4 50	495	9 90
— 6 » à 6 50	5.493	35 53	— 4 50 à 5 »	1.360	27 21
— 6 50 à 7 »	4.235	27 39	— 5 » à 5 50	1.497	29 95
— 7 » à 7 50	1.708	11 05	— 5 50 à 6 »	829	16 58
— 7 50 à 8 »	715	4 62	— 6 » à 6 50	429	8 58
— 8 » à 8 50	309	2 »	— 6 50 à 7 »	151	3 02
Au-dessus de 8 fr. 50. . .	214	1 39	— 7 » à 7 50	38	0 76
			— 7 50 à 8 »	20	0 44
			— 8 » à 8 50	2	0 04
			Au-dessus de 8 fr. 50. . .	1	0 02

M. Cordier dit que ce fait provient de la négligence que mettent les compagnies à faire varier le prix d'abatage en proportion de la facilité et de la dureté du travail, et d'autre part de leur tendance à attribuer des travaux plus durs avec des prix inférieurs aux ouvriers qui montrent le plus d'indépendance (1).

La Chambre syndicale des mineurs du bassin d'An-

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878, p. 72.

zin (1) déclare que les prix sont établis selon la conduite et les opinions des ouvriers. Si ce sont les créatures de la compagnie, s'ils vont à la messe, s'ils appartiennent au Syndicat jaune, s'ils sont mouchards, le prix de tâche est largement rémunérateur, et il n'est pas rare de voir cette catégorie avec des salaires de 8 fr.

Si, au contraire, l'ouvrier appartient au vrai Syndicat, s'il entend être libre en dehors de son travail, etc., celui-là est certain qu'il sera astreint à travailler à un prix de tâche des plus dérisoires.

Il y a-t-il donc du favoritisme ou de la négligence de la part des compagnies ?

Il y a-t-il du favoritisme de la part des compagnies ? M. Cordier, le même que nous citons tout à l'heure, nous dit : « Nous qui sommes des ouvriers mineurs, nous ne pourrions jamais admettre que des salaires puissent varier normalement dans une telle proportion. Les mineurs sont des ouvriers qui ont fait leurs preuves, et si nous pouvions établir le détail complet des salaires au moyen d'un double carnet de paye, nous établirions sans nul doute que les ouvriers qui ont touché ces salaires extrêmement minimes de 4 fr. 50 et de 4 francs sont précisément les mêmes qui à d'autres époques ont pu gagner de forts salaires » (2). Donc d'après M. Cordier lui-même, il n'y a pas de favoritisme, puisque d'après lui ce sont les mêmes

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878*, p. 53.

2. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878, p. 72.

ouvriers qui ont tantôt de forts, tantôt de faibles salaires.

A-t-il existé des augmentations de salaire pour les membres du syndicat jaune ? Lorsque les représentants du syndicat libre d'Anzin ont déposé devant la commission des mines, M. Basly leur a demandé de vouloir bien lui indiquer leurs salaires actuels (1).

Ces ouvriers indiquèrent leurs salaires, et M. le Président de la sous-commission des mines après les avoir entendus, constatait que certains d'entre eux avaient des salaires très réduits.

Si les compagnies avaient voulu favoriser les membres du syndicat libre, elles auraient certainement favorisé en premier lieu leurs chefs. Et nous constatons que la moyenne de leurs salaires n'est pas supérieure à celle des autres ouvriers. D'ailleurs les directeurs de mines ont toujours déclaré, qu'ils traitaient de la même façon les syndiqués rouges et les syndiqués jaunes.

Les ingénieurs des mines consultés par la commission sur cette question ont fait des réponses analogues.

M. Kuss, questionné directement sur ce sujet par M. le Président de la sous-commission des mines, après avoir promis de faire sur ce sujet toutes les recherches qu'il pourrait et de les lui communiquer, adressait le 10 janvier 1903 à M. le ministre des tra-

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878, p. 18.

2. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878, pp. 37 et 58.

vaux publics, pour transmission à la commission, une note (1) que nous avons transcrite en son entier au début de ce chapitre et à laquelle nous renvoyons notre lecteur, car elle est suffisamment claire pour se passer de toute explication.

Mais puisqu'il n'y a pas de favoritisme et que dans la plupart des cas même il ne peut pas y en avoir, il y a-t-il négligence de la part de la compagnie ? Nous ne le croyons pas davantage et nous sommes persuadés après examen de la question, que cette différence très grande que nous remarquons entre le taux des salaires provient de causes étrangères à la compagnie et nous osons même dire auxquelles le plus souvent la compagnie ne peut pas remédier.

En effet, nous voyons dans le rapport de M. Kuss, que dans le travail à l'entreprise la compagnie renonce à abaisser le prix fixé, et que ce travail peut durer plusieurs mois ; si l'équipe qui a soumissionné pour cette entreprise est tombée sur une entreprise avantageuse, si d'autre part elle est composée d'ouvriers habiles et courageux, les ouvriers qui la composent seront assurés pendant plusieurs mois d'avoir un salaire beaucoup plus élevé que la moyenne ; si au contraire l'entreprise est plus difficile qu'on ne le pensait, voilà les membres de l'équipe qui a soumissionné fort exposés à ne toucher qu'un salaire inférieur à la moyenne, il est certain que la compagnie

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878, pp. 50 et 51.

peut élever dans ce cas le prix de l'entreprise, mais elle ne pourra le faire qu'après que l'ingénieur se sera rendu compte que ce faible salaire ne provient pas de la faute des ouvriers ; si la compagnie se montrait trop facile, les ouvriers s'arrangeraient pour donner un moindre rendement au début de l'entreprise, de façon à faire élever le prix.

Une autre cause de la différence des salaires, est la différence qui existe entre la valeur des diverses équipes. Les mineurs pour effectuer leur travail se mettent par groupes de 3, 4, 5 ou 6, et naturellement les meilleurs ouvriers ne vont pas chercher à se réunir aux plus mauvais.

Nous trouvons donc fréquemment des équipes de valeurs très diverses. Supposons donc deux équipes, l'une de bons ouvriers, l'autre de mauvais ouvriers, effectuant toutes deux des travaux d'égales difficultés, il est évident que le résultat, que le nombre de berlines extraites ne sera pas le même, l'équipe de bons ouvriers obtiendra donc au bout de la « quinzaine » une somme de salaires de beaucoup supérieure à celle obtenue par l'autre équipe. L'ingénieur chargé de distribuer le travail et de fixer le prix de la berline a bien essayé de fixer ce prix de telle façon qu'un ouvrier moyen puisse « gagner sa journée » (suivant l'expression commune aux mineurs) ; mais peut-il dire à notre première équipe : vous êtes plus courageux et plus habiles que les ouvriers de l'équipe voisine, le nombre de berlines que vous extrayez par jour dans les mêmes conditions qu'elle, le prouve, aussi

vous aurez moins par berline ; évidemment non, car il arriverait immédiatement que cette équipe diminuerait l'intensité de son travail. L'ingénieur peut-il par contre augmenter le prix par berline de notre seconde équipe. Cela dépendra des circonstances, il ne faut pas qu'un ouvrier d'une habileté ordinaire ne puisse arriver avec un travail moyen, à « gagner sa journée » et c'est pour cela que les ingénieurs ne craignent pas d'augmenter le prix de la berline, s'ils s'aperçoivent que l'équipe n'obtient pas un salaire rémunérateur (1); mais, d'autre part, il y a des cas où l'ingénieur ne peut, ni ne doit élever le salaire, sans cela il verrait

1. Voici un exemple qui est relaté dans les procès-verbaux de la Commission des mines lors de l'enquête parlementaire (1902-1903, 878, page 66]. Réponse de M. Lemay, directeur de la compagnie d'Aniche à une question de M. Charles Benoist, à propos d'une déposition de M. Goniaux délégué mineur affirmant qu'à la fosse Larchevêque il y a eu pendant une quinzaine des salaires moyens de 0,55 centimes par jour.

M. Lemay. — Il est exact que dans le cas exceptionnel que l'on vise, le prix auquel serait ressortie la journée sans bonification eût été de 0,55 centimes. J'ai connu le fait, j'ai demandé des explications. On m'a répondu : « Nous avons accordé un supplément de salaire aux ouvriers parce que, effectivement, ils sont tombés sur un travail excessivement difficile ; c'est une bowette, une galerie au rocher, la brigade qui y travaillait a la spécialité de ces travaux ; par suite de la difficulté excessive du travail, elle n'avait gagné qu'un salaire très faible ; je ne sais si elle y avait mis toute la bonne volonté possible. Mais nous avons reconnu qu'il y avait là une difficulté exceptionnelle et on a fait le nécessaire pour leur assurer une journée convenable ».

immédiatement tous les ouvriers diminuer leur rendement, assurés, quoi qu'ils fassent, de « gagner leur journée ».

SECTION III

RECHERCHE DES CAUSES DES HAUSSES ET DES BAISSSES DE SALAIRE

Nous avons pu voir, en consultant le tableau que nous avons donné dans la seconde section de ce chapitre que le salaire journalier moyen de l'ouvrier des mines subissait des différences sensibles d'années en années et il nous semble intéressant dans cette étude sur la condition de l'ouvrier des mines, de rechercher les causes de ces alternatives de hausses et de baisses.

Pour mener cette étude à bonne fin il faut d'abord considérer que nous avons affaire à de nombreuses catégories d'ouvriers, et que pour faire partie de certaines catégories il faut un apprentissage spécial, tandis que dans d'autres catégories le premier ouvrier venu peut immédiatement exécuter son travail aussi bien que n'importe quel autre.

Il faut distinguer entre les anciennes mines et les nouvelles ; entre les anciennes, qui ont autour d'elles toute une population de mineurs, qui cultivent toute une pépinière de jeunes gens, fils de mineurs, élevés dans la mine, n'ayant d'autre idéal que celui de prendre le pic et de « descendre avec le père » et les nou-

velles mines qui sont obligées d'accepter les mineurs renvoyés des autres mines ou d'en former elles-mêmes.

Il faut distinguer entre les mines qui ont atteint leur complet développement et celles qui sont en pleine période de croissance. Il ne faut pas oublier qu'il existe des causes d'accroissement fictif de salaire provenant de l'augmentation du nombre des ouvriers d'une catégorie où l'on gagne de gros salaires ou de la diminution du nombre des ouvriers d'une catégorie où l'on gagne peu, nous voyons par exemple dans les documents fournis par la compagnie d'Anzin à la Commission parlementaire des mines (1902-1903), divers tableaux extraits de la comptabilité de cette compagnie et indiquant le nombre des ouvriers et leurs salaires dans une période de vingt années.

Nous voyons dans un de ces tableaux que le salaire journalier moyen de l'ouvrier travaillant dans cette mine était de 3,66 en 1883 et qu'il était de 3,76 en 1885, nous pourrions nous croire autorisés à affirmer que le salaire journalier d'une partie de ces ouvriers était supérieur en 1885 à ce qu'il était en 1883 nous devrions même croire ne pas nous tromper en disant que le salaire journalier moyen de chacun des ouvriers s'est légèrement accru. Et pourtant en examinant de plus près le tableau nous voyons qu'au contraire le salaire journalier moyen de la plupart des ouvriers a sensiblement diminué.

**Salaires journaliers moyens des ouvriers
du service du fond**

	Mineurs et hercheurs aux tailles	Ouvriers du fond	Ouvriers du jour du service du fond	Ouvriers en général du service du fond (fond et jour)
1883	4,52	3,77	3,42	3,66
1885	4,19	3,92	3,12	3,76

Nous voyons donc que le salaire journalier moyen des mineurs et des hercheurs a baissé de 33 centimes et celui de l'ouvrier du jour de 30 centimes; comment se fait-il donc que le salaire journalier moyen se voit malgré cela élevé de 10 centimes ?

Consultons un autre tableau de la Compagnie d'Anzin et nous aurons la réponse :

Nombre d'ouvriers du service du fond

ANNÉES	Mineurs et Hercheurs		Ouvriers du fond		Ouvriers du jour au service du fond		Ouvriers en général du service du fond (Fond et jour)	
		0/0		0/0		0/0		0/0
1883. . . .	4.666	39 3	10.417	85 3	4.738	14 7	11.855	400
1885. . . .	5.422	56 3	8.103	84 2	4.525	15 8	9.626	400
Différence.	756 en plus		2.014 en moins		213 en moins			

1. Procès-verbaux de la Commission des mines. Réponses écrites, 878*, p. 118.

C'est la suppression de ces $(213 + 2014 + 756 =)$ 2.983 ouvriers à faible salaire et l'adjonction de ces 756 ouvriers à salaire élevé qui produisent cette augmentation fictive du salaire journalier moyen de l'ouvrier.

Il peut par contre y avoir des augmentations indirectes de salaire : charbon, maisons à bon marché, retraites, secours, etc.

Il y a en outre dans chaque compagnie des causes différentes d'augmentation et de diminution de salaire mais nous ne pouvons nous y arrêter et nous ne pouvons examiner ici que les principales, les plus générales, celles qui peuvent influencer le salaire journalier moyen, non seulement d'une mine mais d'une région.

Est-ce la loi de l'offre et de la demande qui est cause de ces fluctuations de salaire. Nous ne le croyons pas. Elle ne peut influencer, d'une façon sensible, le salaire moyen des ouvriers qui n'ont pas besoin d'une instruction professionnelle, car le nombre de ceux qui peuvent être appelés (hommes, femmes, enfants) est très élevé, et les besoins peuvent être limités.

Quant aux ouvriers qui ont besoin d'une instruction professionnelle, ils sont en nombre restreint, et si on peut en former, on ne les improvise pas du jour au lendemain ; mais, ils n'ont pas envie de changer de métier, car ils gagnent plus dans la mine qu'ils ne gagneraient ailleurs. Les anciennes mines qui ont leur pépinière d'ouvriers en formation, les font monter un peu plus vite, dans les moments de presse, et

ils en sont enchantés, car ils arrivent à gagner un salaire plus élevé. Il n'est donc pas question pour elles de la loi de l'offre et de la demande.

Pour les nouvelles compagnies, c'est autre chose, elles n'ont pas cette pépinière dont nous parlions tout à l'heure, elles seront donc obligées de chercher des ouvriers, et devront leur donner un salaire plus élevé que les anciennes mines. Mais cette demande de services n'arrivera pas à produire cette augmentation de salaire que nous remarquons certaines années.

En effet, les ouvriers qui viendront dans ces compagnies seront pour la plupart des mauvais ouvriers, et comme ils sont payés à la tâche, ils gagneront moins que de bons ouvriers malgré la légère augmentation que la compagnie leur aura faite pour les attirer.

Il faut remarquer aussi que depuis vingt ans, le nombre d'ouvriers mineurs a augmenté tous les ans, qu'il y a donc toujours une demande de services et que le salaire aurait dû augmenter tous les ans.

Il faut remarquer aussi que le nombre des ouvriers employés dans les mines nouvelles est très faible relativement à celui des ouvriers occupés dans les autres concessions et que même s'il se produisait une légère augmentation de salaire dans ces mines cela n'influencerait pas d'une façon sensible la moyenne générale.

La loi de l'offre et de la demande qui peut influencer le salaire moyen des ouvriers d'une mine prise en particulier n'a donc qu'une influence tout à fait négli-

geable sur le salaire moyen des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

Il en serait autrement, si nous nous trouvions en face d'une entente entre les ouvriers d'une région ou même d'un bassin pour demander une augmentation du salaire.

Dans ce cas ces ouvriers obtiendraient-ils l'augmentation sollicitée ? Cela dépendra. Il y a en effet dans une mine différentes dépenses à exécuter. Il y a par contre des recettes. Les recettes proviennent du prix de vente du charbon, les dépenses d'une quantité de causes, dans lesquelles rentre pour la plus grande part, le total des salaires payés aux ouvriers.

De la différence qui existera entre ces chiffres dépendra, le plus souvent, le résultat de la réclamation des ouvriers. Nous voyons en effet des grèves réussir, tandis que d'autres ne produisent aucun avantage aux ouvriers.

Ce n'est donc pas la loi de l'offre et de la demande ; ce ne sont pas non plus les réclamations ouvrières qui sont les causes de ces hausses ou de ces baisses. Nous ne voulons pas dire par là qu'aucune réclamation ne soit suivie d'effets, mais que ce n'est pas la réclamation de l'ouvrier qui est la cause de la hausse.

Il y a une autre cause qui permet l'élévation du salaire et qui permet par conséquent à la réclamation de l'ouvrier d'être suivie d'effet.

Cette cause est-elle la productivité plus ou moins grande de l'ouvrier ? Les tableaux que nous pouvons consulter sont loin de le prouver, nous voyons en effet

qu'à une augmentation du salaire correspond presque toujours une diminution de la production par ouvrier ; en effet, si nous examinons le salaire de l'ouvrier mineur, nous constatons que le plus souvent son salaire ira en progression inverse de sa productivité ou pour mieux dire que sa productivité ira en raison inverse de son salaire ; et cela est d'autant plus étonnant qu'à ce moment les compagnies ayant besoin de charbon livrent au pic de l'ouvrier les meilleures coupes tenues en réserve. La raison de cette diminution de production individuelle provient de l'embauchage de mauvais ouvriers qui viennent abaisser la moyenne individuelle, mais elle provient aussi et surtout de la tendance de l'ouvrier mineur à la diminution de l'effort et à son imprévoyance. L'ouvrier mineur vit en effet au jour le jour, sans souci de l'avenir.

La Compagnie de Douchy après avoir constaté une diminution dans le rendement de l'ouvrier à la veine, continue : cette diminution est due en partie à la diminution de la durée de travail, mais elle est surtout due à une autre cause. Toutes les personnes auxquelles sont familières les questions d'exploitation des mines savent fort bien que plus le prix de l'unité de travail est élevé, moins l'ouvrier travaille.

L'ouvrier mineur de notre région se contente volontiers d'un salaire qui lui permet de satisfaire à ses besoins et il limite son effort au point voulu pour obtenir ce salaire (1).

1. On nous dira peut-être : Comment se fait-il alors que le

Tous ceux qui connaissent et qui aiment l'ouvrier mineur regrettent profondément que celui-ci ne profite pas des années de prospérité, pour donner au contraire un coup de collier et amasser ainsi un petit pécule à la faveur des hauts prix de tâche.

La productivité de l'ouvrier intervient sans aucun doute dans la fixation du salaire de l'ouvrier mineur, mais non seulement elle n'est pas une des causes des hausses et des baisses de salaire que nous pouvons remarquer, mais au contraire elle tend à les empêcher, ou du moins à en diminuer les effets.

Quelles sont donc les véritables causes de ces hausses et de ces baisses du salaire de l'ouvrier mineur ?

La principale de ces causes est le prix de vente du charbon. Et cela ne doit pas nous étonner car nous savons que la France est loin d'avoir le monopole de la production du charbon, que les pays voisins, la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre, nous inondent de leur charbon, et d'un charbon qu'ils peuvent fournir à très bon compte car leurs conditions d'exploitation sont meilleures que celles de nos charbonnages.

Les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais, pour pouvoir lutter contre la concurrence des houilles étrangères, sont obligées d'user de combinaisons savantes et de faire des sacrifices énormes.

salaire de l'ouvrier mineur se soit élevé d'une façon très sensible depuis vingt ans ? La réponse est bien simple et nous le prouverons plus loin : c'est parce que l'ouvrier s'est créé des besoins nouveaux.

Comme elles ne sont pas maîtresses du marché, ce ne sont pas elles qui fixent le prix du charbon, mais elles doivent fixer leur prix d'après le prix de l'étranger.

La France devant importer le quart de sa consommation de houille, nos mines ne font pas la loi sur le marché. C'est l'étranger qui règle nos cours. Nous sommes solidaires du marché international (1).

Pour ne pas faire de mauvaises affaires, les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais sont donc obligées de fixer leur prix de revient d'après leur prix de vente, elles ne peuvent, comme cela serait plus normal, fixer leur prix de vente d'après leur prix de revient.

Dans le prix de revient rentrent des quantités de facteurs dont le plus important pour beaucoup est le salaire de l'ouvrier, il est donc évident que le salaire de l'ouvrier se ressentira fortement de ces alternatives de hausses et de baisses du charbon. Mais, comme nous le verrons dans le tableau suivant, il ne profitera pas de toute l'augmentation, et d'autre part ne subira pas toute la différence. Et même il ne croîtra ni ne décroîtra pas proportionnellement au prix de vente du charbon, et cela pour des raisons que nous allons examiner.

Ce tableau nous montre que le salaire journalier moyen hausse lorsque le prix de vente du charbon

1. Commission des mines, P. V., 1905, R. é., t. I, p. 147.

Mines du Nord

Années	Salaire journalier moy. par ouvrier		Salaire moyen par tonne		Production moyenne de charbon marchand par journée d'ouvrier du fond	Valeur moyenne de la tonne	Part qui revient aux ouvriers	
	du fond	du jour	au fond	au jour			exprimée en argent et par tonne	proportionnelle- ment à la valeur créée
					kilogr.			0/0
1886. .	3 80	2 95	3 89	0 78	994	9 10	4 67	50 55
1887. .	3 82	2 95	3 61	0 75	1.057	8 75	4 36	49 83
1888. .	3 85	2 96	3 50	0 74	1.101	8 52	4 24	49 77
1889. .	4 07	3 »	3 62	0 75	1.127	8 93	4 37	48 98
1890. .	4 65	3 13	4 13	0 81	1.125	10 41	4 94	47 45
1891. .	4 75	3 16	4 57	0 92	1.020	12 13	5 49	45 26
1892. .	4 66	3 16	4 61	0 93	1.009	11 09	5 55	49 95
1893. .	4 71	3 22	4 52	0 94	1.043	9 98	5 46	54 71
1894. .	4 65	3 15	4 51	0 89	1.028	9 51	5 40	56 78
1895. .	4 55	3 15	4 45	1 05	1.024	9 52	5 50	57 78
1896. .	4 51	3 17	4 37	1 08	1.032	9 50	5 45	57 37
1897. .	4 57	3 21	4 31	1 06	1.056	9 70	5 37	55 36
1898. .	4 66	3 25	4 44	1 03	1.048	10 21	5 47	53 58
1899. .	4 99	3 36	4 92	1 09	1.014	11 60	6 01	51 81
1900. .	5 43	3 60	5 61	1 18	973	14 83	6 79	45 78
1901. .	5 73	3 85	6 18	1 35	927	14 93	7 53	50 43
1902. .	5 26	3 73	5 49	1 42	958	13 29	6 91	52 70
1903. .	5 05	3 60	5 13	1 29	985	12 86	6 42	49 92

1. Ce tableau est composé d'après des renseignements puisés dans les *Rapports des ingénieurs des mines*, aux conseils généraux sur la situation des mines et usines.

hausse lui-même : exemple 1889, 1890, 1891, et ensuite 1897, 1898, 1899, 1900, 1901.

Il nous permet de remarquer que le salaire à la tonne hausse encore plus rapidement que le salaire journalier, car, comme nous pouvons le remarquer, la productivité du travail tend dans ce cas à ne pas augmenter et même à diminuer : exemple années 1890, 1891, et ensuite 1898, 1899, 1900, 1901. Au contraire, lorsque le prix de vente du charbon s'abaisse, le salaire moyen à la tonne s'abaissera lui aussi : exemple 1886, 1887, 1888, 1893, 1894, 1896, et il baissera plus que le salaire journalier moyen, car l'ouvrier voyant son salaire diminuer s'efforce par une production plus grande d'empêcher cette baisse. Mais s'il y arrive lorsque la diminution de valeur du charbon est faible : exemple 1886, 1887, 1888, il ne peut au contraire y arriver lorsque cette diminution est plus importante : 1902-1903.

Nous pouvons de plus remarquer que l'augmentation ou la diminution du salaire des ouvriers, ne sont pas proportionnelles à l'augmentation ou à la diminution du prix de vente du charbon.

Et cela parce qu'il y a une résistance ouvrière très forte contre toute baisse de salaire et une tendance non moins forte pour obtenir au moins le même salaire journalier, salaire nécessaire pour les besoins de l'ouvrier.

1. Ce tableau est composé d'après des renseignements puisés dans les rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines et usines.

Il y a par contre une tendance patronale à ne pas élever le rapport des frais de main-d'œuvre par rapport au prix du charbon et même à essayer de la diminuer et cette tendance sera cause que la hausse des salaires ne sera pas en rapport avec les prix de vente et qu'en cas de baisse tout en essayant de diminuer le taux des salaires la direction patronale s'ingéniera à réaliser les progrès techniques capables d'assurer la production tout à la fois la plus économique et en même temps la plus ménagère du travail humain.

Ce désir de l'ouvrier de gagner par quinzaine une somme d'argent nécessaire à la satisfaction de ses besoins, et cela en travaillant le moins possible est facile à remarquer. Des deux éléments de ce désir, le premier prime le second, c'est pourquoi nous remarquons que dès qu'il y a une baisse du salaire à la pièce, l'ouvrier produit plus, pour arriver à gagner à peu près autant.

Et ce désir de l'ouvrier de gagner par quinzaine une somme d'argent nécessaire à la satisfaction de ses besoins est tellement fort, que certaines années les compagnies ont été jusqu'à donner à l'ouvrier plus de 57 o/o du prix du charbon, pour qu'il puisse continuer à gagner un salaire journalier, et par conséquent un salaire de quinzaine, suffisant.

Nous voyons donc que c'est le prix de vente du charbon qui est la véritable cause des hausses et des baisses du salaire de l'ouvrier ; mais que, étant donné les différentes raisons que nous avons indi-

quées, cette cause n'agit pas par elle-même, et que les hausses et les baisses des salaires ne lui sont pas proportionnelles.

SECTION IV

ETAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION SUR LE SALAIRE

Il n'y a rien de particulier à ce sujet pour l'ouvrier mineur sauf toutefois les retenues pour les caisses de secours et de retraites que nous examinerons dans un chapitre particulier, cependant nous nous proposons d'examiner rapidement la façon dont se trouve protégé le salaire de l'ouvrier.

I. — Contre la négligence et les abus de pouvoir possibles du patron.

II. — Contre les créanciers du patron.

III. — Contre les créanciers de l'ouvrier lui-même.

I. — *Contre la négligence et les abus de pouvoir possibles du patron.* — Les mesures législatives édictées en vue de protéger le salaire à l'encontre des négligences et des abus de pouvoir possibles du patron sont les suivantes.

A. — Celles fixant le taux des retenues sur les salaires en vue des versements à des caisses de secours ou de retraite et organisant un contrôle sérieux sur l'emploi et l'affectation des retenues. Dans cet ordre d'idées nous trouvons :

La loi du 29 juin 1894 ; la loi du 1^{er} avril 1898 qui tend à assurer la fixité de l'intérêt servi par la caisse

des dépôts et consignations, et confère aux sociétés approuvées toute une série d'avantages.

B. — L'interdiction du paiement du salaire par compensation (art. 4, loi du 12 janvier 1895). Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois : 1^o des outils ou instruments nécessaires au travail ; 2^o des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ; 3^o des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

Le patron n'a par suite pour les autres dettes de l'ouvrier que les droits des créanciers ordinaires.

C. — Retenues pour avances en numéraire (1). L'article 5 de la loi du 12 janvier 1895 accorde cependant au patron qui a fait des avances en espèces à un de ses ouvriers, le droit de se rembourser par des retenues, mais ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou des appointements exigibles (2).

D.— Retenues pour amendes, règlements d'ateliers. Affectation obligatoire aux caisses des sociétés de secours, des amendes sur les ouvriers mineurs (Loi du 29 juin 1894, art. 3). Dommages-intérêts envers l'ou-

1. Il ne faut pas confondre l'avance en espèce et l'acompte qui n'est que le paiement anticipé ou partiel fait par le patron de sa dette, l'intégralité de l'acompte peut être retenu le jour de paie.

2. La retenue opérée de ce chef ne se confond ni avec la partie saisissable, ni avec la partie cessible.

vrier congédié sans motifs sérieux, article 1780 nouv., loi du 27 déc. 1890.

II. — *Protection du salaire de l'ouvrier contre les créanciers du patron.* — Les ouvriers des compagnies qui se sont constituées depuis le 1^{er} août 1893 sous la forme anonyme ou en commandite par actions sont protégés par l'article 549 du Code de commerce contre la faillite de la compagnie.

Ce salaire est admis au nombre des créances privilégiées au même rang que le privilège établi par l'article 2101 du Code civil pour le salaire des gens de service.

III. — *Protection du salaire à l'encontre des créanciers de l'ouvrier.* — La loi du 12 janvier 1895 décide que les salaires ainsi que les appointements ou traitements n'excédant pas 2.000 francs sont déclarés insaisissables pour les neuf dixièmes; Que toute cession volontaire du salaire est interdite à l'ouvrier sauf jusqu'à concurrence d'un dixième (1).

1. Nous avons déjà vu que cette même loi prohibait la compensation au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui pourraient leur être dues pour fournitures diverses (sauf le cas de fourniture d'outils, etc.). Et que le patron qui a fait des avances à son ouvrier ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues ne dépassant pas le dixième du salaire.

Qu'il nous suffise de rappeler que par suite de la combinaison des divers textes précités, les ouvriers ou employés ont sous l'empire de la loi nouvelle, la certitude de toucher en espèces les sept dixièmes au moins de leur salaire, si ce n'est

toutefois dans le cas où ils auraient à subir une retenue supplémentaire pour fourniture d'outils ou une retenue pour versements à une caisse de secours, dont en définitive ils sont appelés à profiter dans l'avenir (*Les Lois ouvrières*, Paul Pic, p. 715).

DEUXIÈME PARTIE

DES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE, D'ASSISTANCE ET DE PROTECTION DANS LES MINES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

CHAPITRE PREMIER

Institutions légales

Depuis quelques années, le législateur français a multiplié les lois de protection, d'assistance et de prévoyance pour l'ouvrier, et dans ces ouvriers nous voyons qu'il a marqué une préférence toute particulière pour l'ouvrier mineur. Nous verrons en effet que, depuis plus de dix ans, l'ouvrier mineur est prémuni par la loi contre les différents risques découlant pour lui de la maladie ou de la vieillesse, et qu'ainsi d'ailleurs que d'autres ouvriers limitativement indiqués par la loi du 9 avril 1898, il est dédommagé des conséquences fâcheuses qu'auraient eu pour lui ou pour sa famille un accident survenu au cours de son travail.

§ I

**La loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours
et de retraites des ouvriers mineurs**

La loi du 29 juin 1894 est venue régler, spécialement pour les mines, la question des caisses de secours et de retraites.

Et pourtant, avant cette loi, il existait dans presque toutes les mines du Nord et du Pas-de-Calais un service de pensions et de secours envers les ouvriers âgés, invalides ou malades, et 98,5 o/o des ouvriers des mines du Nord et du Pas-de-Calais en profitaient, mais la loi de 1894 a eu pour but de substituer un régime uniforme à la diversité des statuts des caisses privées et d'assurer l'exécution stricte des engagements assumés envers les participants.

Nous nous proposons de montrer comment, au point de vue de la protection des sommes prélevées sur le salaire, cette loi assure aux travailleurs une sécurité absolue. Puis nous indiquerons la condition de l'ouvrier mineur au point de vue de ces questions de retraites et de secours.

Au point de vue de la protection des sommes prélevées sur le salaire, la loi de 1894 assure aux ouvriers mineurs une sécurité absolue. En effet, en ce qui concerne les retraites, les fonds provenant du prélèvement minimum obligatoire de 2 o/o sur le salaire, et de la cotisation égale de l'exploitant, doivent être versés, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit dans une caisse syndicale ou patronale

autorisée par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique. La gestion de ces caisses, dont les fonds doivent être employés en valeurs déterminées, est soumise à la vérification de l'inspecteur des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement. Tout versement est inscrit sur un livret individuel au nom de chaque ouvrier.

Des mesures détaillées sont prescrites par tout décret tendant à autoriser la création d'une caisse syndicale ou patronale, à l'effet d'assurer le transport soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à une autre caisse syndicale ou patronale, des sommes inscrites au livret de chaque intéressé.

Enfin dans tous les cas où des conventions spéciales interviennent entre les exploitants et leurs ouvriers ou employés afin d'assurer à ces derniers ou à leur famille certains avantages supplémentaires (supplément de rente viagère, rente au profit de la veuve, pension temporaire au profit des enfants mineurs, capital payable au décès du chef de famille), le capital formant la garantie de ces engagements, non prescrits par la loi, doit être versé à la Caisse des dépôts ou dans l'une des caisses autorisées par décret (art. 2 à 5).

Les sociétés de secours, dont la création est rendue obligatoire dans chaque exploitation, et dont les ressources sont déterminées par l'article 6, sont également assujetties à un contrôle sévère.

Chaque société de secours (une même exploita-

tion peut comprendre plusieurs circonscriptions de secours) est administrée par un conseil composé de neuf membres au moins, dont un tiers nommé par l'exploitant, et les deux tiers élus par les ouvriers et employés dans les conditions déterminées par les articles 10 à 14. A la fin de chaque année, le conseil d'administration fixe sur les excédents disponibles, la somme à laisser dans la caisse pour en assurer le service et celle à déposer à la Caisse des dépôts. Ce dépôt doit être effectué par le conseil dans le délai d'un mois, sous la responsabilité solidaire de ses membres, sans préjudice, le cas échéant, de l'application de l'article 408 du Code pénal. Les livres, procès-verbaux et pièces comptables doivent être communiqués au préfet et aux ingénieurs des mines (art. 15-17).

Nous voyons donc que les ouvriers mineurs propriétaires du livret individuel qui constate leurs versements et ceux imposés à l'exploitant n'ont donc rien à redouter ni de la faillite, ni de la déconfiture de celui-ci, ni d'un renvoi survenant avant qu'ils n'aient atteint l'âge fixé pour la retraite (1). Examinons maintenant quelle est la situation de l'ouvrier mineur, au point de vue de ces questions de secours et de retraites.

1. Paul Pic. *Les Lois ouvrières*, pages 741, 742.

I. — Retraites

Les ouvriers se divisent au point de vue des retraites en trois catégories :

1^o Les ouvriers affiliés à la Caisse de liquidation sans aucune participation à la Caisse des retraites ;

2^o Les ouvriers versant à la Caisse nationale des retraites, ayant des services antérieurs au 1^{er} juillet 1895, qui de ce fait touchent à la Caisse de liquidation un complément de pension ;

3^o Les ouvriers versant à la Caisse nationale des retraites, entrés au service de la compagnie depuis le 1^{er} juillet 1895 et dont la retraite est tout à la charge de la Caisse des retraites.

Les caisses de liquidation des anciennes sociétés de secours, réglementées par une sentence arbitrale du 9 juillet 1895 rendue conformément aux articles 24 et 26 de la loi du 29 juin 1894, sont alimentées par une retenue de 10/0 sur les salaires de tous les ouvriers et un versement égal de la compagnie. Cette retenue est portée à 30/0 pour les ouvriers ayant renoncé au régime de la Caisse nationale.

Il existait en effet avant la loi du 29 juin 1894 dans toutes les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais des caisses de secours qui payaient des retraites aux ouvriers âgés (1). Ces caisses étaient alimentées : 1^o par une retenue sur les salaires ; 2^o par

1. *Annales des mines*, 1884, 8^e série, *Mémoires*, t. VI, pp. 528 et 552.

une subvention des compagnies; 3^e par quelques recettes accessoires. Dans certaines compagnies (Anzin-Fresnes) aucun prélèvement n'était opéré sur les salaires (1).

L'âge de la retraite n'était pas déterminé, les conseils d'administration des caisses de secours appréciaient l'invalidité (2). Le taux des pensions variait beaucoup. A Anzin il était en moyenne de 242 fr. 04 pour les ouvriers et de 138 fr. 75 pour les veuves, il était augmenté par des allocations gratuites de charbon, de logements à prix réduits et d'autres avantages (3).

L'administration variait beaucoup. Elles comprenait des ouvriers élus par leurs pairs, ou nommés par le directeur, et des membres appartenant à la direction de la compagnie (4).

Les ouvriers n'avaient pas droit au contrôle (5).

En mai 1884 les exploitants du Nord offraient de substituer aux règlements particuliers des compagnies les règles communes édictées par la loi du 18 juin 1850 (6) et les exploitants du Nord communiquaient un projet de règlement général des caisses de retraites, qui consacrait l'obligation pour les compagnies et

1. *Eod. loc.*, pages 330 et 333.

2. *Eod. loc.*, pages 330 et 334.

3. *Eod. loc.*, pages 330 et 335.

4. *Eod. loc.*, pages 330 et 334.

5. *Eod. loc.*, pages 330, 334, 359.

6. *Documents parlementaires*, Ch. des députés, 3^e législature, n^o 3965, p. 75.

pour les ouvriers de contribuer à la constitution de retraites à la Caisse nationale des retraites au moyen d'une retenue de 1 1/2 0/0 sur les salaires et d'un versement égal et concomitant de 1 1/2 0/0 des salaires effectué par la compagnie.

Quelques années après, la compagnie d'Anzin décidait qu'à partir du 1^{er} janvier 1887 les retraites seraient assurées à ses ouvriers avec le livret individuel, à la Caisse nationale des retraites (1).

La loi du 29 juin 1894 s'est donc trouvée en présence de ces institutions, et elle a dû respecter et faire respecter les droits acquis et les droits en cours d'acquisition qu'avaient les ouvriers et employés vis-à-vis des caisses soit patronales, soit de secours. C'est ce qu'elle a fait dans son titre IV.

L'article 21 décide que les pensions déjà acquises à un titre quelconque, dont le service incombe à l'exploitant, seront fournies comme par le passé suivant les règlements particuliers de l'entreprise.

Pour les pensions en cours d'acquisition l'article 22 décide que le montant de ces pensions dont le service incombe à l'exploitant, sera calculé par application des règlements ou des usages en vertu desquels ces pensions étaient précédemment accordées. Si la rente acquise à raison des versements effectués en exécution de l'article 2, est inférieure au montant de la pension calculée comme il vient d'être dit, la différence restera à la charge de l'exploitant.

1. *Eod. loc.*, pages 77 et 78.

Les articles 23 et 24 prévoient la transformation des anciennes caisses et proposent trois modes de transformation :

- 1^o Par entente directe des intéressés ;
- 2^o Par sentence de la commission arbitrale instituée par l'article 26 ;
- 3^o Par liquidation judiciaire.

A partir du 1^{er} janvier 1895 les anciennes caisses ont fonctionné conformément à l'article 23 de la loi de 1894 pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par lesdites caisses, en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les pensions de retraite en cours d'acquisition.

Ces anciennes caisses ont continué à payer les arrérages des retraites en cours de jouissance, et à recevoir les fonds nécessaires à la constitution du capital des retraites en voie de formation. La plupart de ces caisses ont été ainsi conservées après avoir été transformées en caisses dites « de liquidation ».

Ces caisses subsisteront encore pendant un certain nombre d'années, car elles ne pourront disparaître avant l'extinction des retraites actuellement existantes, et en outre, un certain nombre d'ouvriers, qui avaient commencé à acquérir des droits, ont profité de la clause stipulée à l'article 25 de la loi et sont restés participants de ces caisses.

La situation de l'ouvrier des mines du Nord et du Pas-de-Calais, au point de vue des retraites, variera

donc suivant qu'il se trouvera dans l'une ou l'autre de ces situations.

1. Si toute sa retraite est à la charge de la caisse des retraites le montant de sa retraite dépendra de différentes causes. Nous savons en effet que depuis la loi de 1894 les compagnies doivent verser à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au nom de chaque ouvrier ou employé, une somme représentant 2 o/o de son salaire pour la partie de ce salaire n'excédant pas 2.400 francs et que chaque ouvrier doit effectuer un versement égal.

Ces versements sont inscrits sur un livret individuel qui est la propriété de l'ouvrier et au moyen duquel il obtiendra à l'âge de 55 ans, la liquidation d'une pension viagère dans les conditions prévues par les règlements de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les versements effectués par la Compagnie doivent être à capital aliéné et au profit exclusif de l'ouvrier ; mais les versements opérés par l'ouvrier sont à son choix à capital aliéné ou à capital réservé, de plus, s'il est marié les versements personnels qu'il effectue pendant le mariage doivent, d'après la loi du 20 juillet 1886 (art. 13), profiter par moitié à sa femme ; le montant de sa retraite dépendra donc des sommes versées par lui ou retenues sur son salaire et de l'époque à laquelle le versement aura été effectué. Un versement effectué à l'âge de 13 ans produit beaucoup plus que celui effectué à 50 ans. Le montant de sa retraite variera suivant qu'il sera ou non marié, sur-

tout s'il est marié à une femme plus jeune que lui, il variera aussi suivant l'âge où il se sera marié, et enfin il variera suivant qu'il aura opéré ses versements à capital aliéné ou à capital réservé.

2. S'il doit toucher une partie de sa retraite à la Caisse nationale des retraites et une autre partie à la Caisse de liquidation, la part qu'il doit toucher à la Caisse nationale des retraites variera d'après les causes que nous venons d'indiquer et la part qu'il doit toucher à la Caisse de liquidation variera dans chaque compagnie suivant les règlements de ces diverses caisses.

3. S'il doit toucher sa retraite à la Caisse de liquidation, le montant de cette retraite variera suivant les compagnies.

A la compagnie d'Aniche les pensions de la Caisse de liquidation sont calculées à raison de 9 francs par année de service pour les ouvriers du fond et de 6 francs pour les ouvriers du jour (1).

Les retraites d'Anzin sont calculés d'après les tarifs de la Caisse nationale. Toutefois la compagnie se réserve d'accorder une majoration en cas de longs services, qui est doublée pour l'ouvrier marié. En outre l'ouvrier du fond qui a travaillé au moins deux ans à la compagnie et qui retourne au fond après avoir accompli son service militaire jouit d'une faveur spéciale ; la compagnie pendant tout son séjour sous

1. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, pp. 27 et 28.

les drapeaux, verse une somme représentant les versements qu'elle aurait faits à son profit s'il avait continué son travail sans interruption et s'il avait gagné pendant cette période les mêmes salaires que pendant l'année qui a précédé son départ.

La retraite de l'ouvrier, qui est entré à la compagnie à 13 ans et y est demeuré jusqu'à 55 ans, pourra s'élever à 600 francs celle de sa veuve à 200 francs (1).

L'ancienne caisse de retraite de Béthune accordait des retraites d'invalidité après 10 ans de services ; le taux variait de 360 à 720 francs pour les mineurs et assimilés suivant le nombre d'années de service : il était réduit aux $\frac{2}{3}$ pour les hercheurs et ouvriers du jour (2).

A Carvin la retraite servie par la Caisse de liquidation est de 360 francs après 15 années de services (3).

A Courrières la retraite moyenne des 342 pensionnés de la Caisse de liquidation est de 684 fr. 34 (4).

A Lens (5) les retraites d'invalidité sont accordées aux ouvriers âgés de 55 ans au moins, sur la proposition des chefs de service et après admission par un

1. Commission des mines, P. V., 1905, R. é., t. I, p. 156.

2. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. II, p. 203.

3. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, p. 270.

4. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, p. 229.

5. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, p. 271.

comité médical composé de trois docteurs, à raison de :

1 fr. par jour après 10 ans de services.

1 fr. 25	—	15	—
----------	---	----	---

1 fr. 50	—	20	—
----------	---	----	---

1 fr. 75	—	25	—
----------	---	----	---

2 fr.	—	30	—
-------	---	----	---

Dans les autres mines le montant des retraites est fixé par des sentences arbitrales survenues au cours de l'année 1895.

**Dispositions transitoires
pour augmenter les faibles pensions**

De plus les compagnies d'Anzin, Aniche, Azincourt, Douchy, Escarpelle, Flines-les-Raches, Vicoigne, et les mines du Pas-de-Calais, en raison des engagements pris entre les délégués des ouvriers et les directeurs de ces compagnies ont décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1903, et pendant une période de 5 années, à moins qu'une nouvelle loi n'intervienne en la matière avant l'expiration de ce délai, d'élever à 550 francs la pension des ouvriers, retraités à partir du 1^{er} janvier 1903, âgés de 55 ans et ayant accompli 30 ans de services dans les mines citées ci-dessus. Si les 30 années ont été accomplies dans la même compagnie la pension sera élevée à 600 francs.

Enfin une intervention de l'Etat s'est produite, et les Chambres ont ouvert à cet effet un crédit dans le

budget de 1903. La loi de finances du 31 mars 1903 dispose qu'une somme de un million de francs est affectée chaque année dans les conditions déterminées par la loi : 1^o pour un tiers, à la majoration de la pension d'âge ou d'invalidité de plus de 50 francs acquise ou en instance de liquidation au 1^{er} janvier 1903, en faveur de tout ouvrier ou employé des mines, de nationalité française, par application du titre IV, loi du 29 juin 1894, sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ; 2^o pour les deux autres tiers à des allocations en faveur de tous autres ouvriers ou employés des mines, de nationalité française, âgés de cinquante-cinq ans au moins au 1^{er} janvier 1903, et justifiant à cette date de 30 années de travail salarié dans les mines françaises (art. 84).

La majoration ne peut élever la pension au-dessus de 360 francs et l'allocation est limitée au chiffre de 240 francs, elle peut pourtant, en raison des disponibilités résultant des extinctions, être relevée jusqu'au chiffre de 360 francs par décret délibéré en conseil des ministres (art. 86).

Pour bénéficier des dispositions de la loi, tout ouvrier ou employé doit en faire la déclaration, soit en personne, soit par mandataire, au maire de la commune de son domicile (art. 88).

Ces majorations et allocations sont incessibles et insaisissables. Elles sont prescrites au profit du trésor, trois mois après leur échéance.

Observations sur les caisses de retraites

La Compagnie d'Aniche estime que l'organisation des retraites par la Caisse nationale présente sur le système de l'ancienne caisse de secours et de la caisse de liquidation le double avantage de réserver entièrement les droits de l'ouvrier qui vient à se déplacer et de lui assurer une retraite plus élevée, qui paraît devoir normalement dépasser le chiffre de 500 francs si l'on y comprend la part de la femme.

Mais ces avantages ne seront obtenus qu'au bout d'un certain temps et les ouvriers n'ont pas encore pu s'en rendre compte. Ils constatent au contraire que ceux d'entre eux qui sont arrivés à la retraite dans ces dernières années, surtout si leur femme est plus jeune, avaient à toucher davantage en optant pour la Caisse de liquidation qu'en versant à la Caisse nationale. Cette constatation leur cause, malgré les avertissements qu'ils avaient reçus en 1895, une grave désillusion (1).

La Compagnie de Thivencelles, après avoir observé qu'il faut plus de 40 ans à un ouvrier pour arriver à une retraite de 5 à 600 francs avec les tarifs de la Caisse nationale déclare que les ouvriers ne comprennent pas le bienfait d'une loi qui ne leur profitera que dans un quart de siècle et croient que la Caisse nationale fait, à leur détriment, un bénéfice de plusieurs

1. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, p. 28.

millions de francs, à cause du grand nombre de livrets non réclamés par leurs propriétaires (1).

Le nombre de ces livrets abandonnés est très grand; dans une intéressante statistique du Comité des houillères, dont la note de janvier 1902 enregistre les résultats, nous voyons qu'au 1^{er} janvier 1901 il y avait pour les seuls bassins du Nord et du Pas-de-Calais 20.864 livrets en souffrance, dont 18.814 dans les compagnies et 1.870 chez les receveurs. Nous ne pouvons étudier ici les causes de ces abandons, qui sont d'ailleurs très bien indiquées, dans la note relative aux conditions de fonctionnement des livrets individuels en exécution de la loi du 29 juin 1894 sur les pensions de retraites des ouvriers mineurs (Paris, Comité central des houillères de France, janvier 1902).

Mais nous pouvons conclure avec la Compagnie de Courrières que les résultats de la loi de 1894 lorsqu'elle produira son plein effet pourraient être affaiblis pour les raisons suivantes :

1^o La division de plein droit des versements entre le mari et la femme. Au cas où la femme meurt le mari perd le bénéfice de ce qu'il a versé à son profit c'est-à-dire 1/4 de ses versements ;

2^o Le procédé défectueux des inscriptions sur les livrets. Il y aurait une différence à faire entre un particulier versant uniquement pour son propre compte et les compagnies qui font des versements collectifs

1. Commission des mines, P. V., 1905, R. é., t. I, p. 191.

pour un personnel souvent très nombreux. Les défauts de ce service sont la cause que beaucoup de livrets restent en souffrance ; il faut y ajouter la négligence de l'ouvrier qui part sans laisser d'adresse, et son désir, maintes fois, de dépister les créanciers en donnant une fausse adresse, par crainte de saisie-arrêt ; on s'explique ainsi l'énorme quantité de livrets abandonnés (1).

Caisses de secours

Avant la loi du 29 juin 1894, il existait dans toutes les mines du Nord et du Pas-de-Calais des institutions de prévoyance pour les ouvriers blessés ou malades.

Voici ce que disait à ce sujet M. Ch. Ledoux ingénieur en chef des mines, professeur à l'École nationale supérieure des mines, dans des conférences faite à l'École libre des sciences politiques les 7 et 14 février 1890.

Les exploitants entretiennent un service médical et pharmaceutique pour les ouvriers blessés ou malades et pour leurs familles.

Les ouvriers mariés sont soignés chez eux lorsqu'ils sont malades, les célibataires ou les blessés sont traités dans les hôpitaux entretenus par les compagnies.

1. Commission des mines, P. V., 1902, R. é., t. I, p. 230.

Les ouvriers malades ou blessés reçoivent des secours qui sont proportionnés à leur situation de famille. Quand leurs blessures les rendent incapables de travail ils reçoivent une pension. On cherche en outre à améliorer leur situation en leur confiant de petits travaux de surveillance compatibles avec les moyens physiques qui leur restent.

Enfin les familles des ouvriers tués par accidents reçoivent toujours une pension.

Il y a dans l'organisation de ces fonds de secours deux systèmes.

Ou bien comme à Anzin, à Bruay, la compagnie prend à sa charge ce service de secours, sans aucune retenue sur les salaires¹⁷ ; dans ce cas il n'y a pas de caisse de secours : les compagnies distribuent leurs secours elles-mêmes, toujours d'après des tarifs connus et publiés qui constituent pour elles un engagement vis-à-vis des ouvriers.

Ou bien, comme dans la plupart des autres houillères, il existe une caisse spéciale dite caisse de secours, alimentée par une retenue sur les salaires (ordinairement 3 o/o par des versements des compagnies et par le produit des amendes).

Ces caisses sont administrées par des conseils d'administration composés d'ouvriers désignés par leurs camarades et d'employés nommés par ceux de leurs collègues qui participent à la caisse. Le directeur est ordinairement président de droit. Ces nominations se font à l'élection et celle-ci est entourée de garanties d'âge et d'ancienneté. Dans ces conseils la majorité

est souvent laissée à dessein aux ouvriers ce qui n'a aucun inconvénient et offre au contraire des avantages.

A Anzin, la compagnie a favorisé la création de sociétés de secours mutuels absolument libres, administrées uniquement par les représentants des ouvriers, et qui sont alimentées par des cotisations volontaires des adhérents, par des dons fréquents de la compagnie et par le produit des amendes.

La loi du 29 juin 1894 vint réglementer les sociétés de secours, dans ses articles 6 à 20.

L'article 6 indique les ressources ; la caisse de chaque société de secours sera alimentée par :

1^o Un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé, dont le montant sera fixé par le conseil d'administration de la société sans pouvoir dépasser 2 0/0 du salaire ;

2^o Un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés ;

3^o Les sommes allouées par l'état sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels ;

4^o Les dons et legs, nous verrons plus loin que bien que la loi n'ait pas l'air de fixer une limite à la faculté pour les sociétés de secours de recevoir les dons et legs, elle en a fixé cependant une indirectement dans l'article 16 qui décide que le total des réserves ne peut dépasser le double des recettes de l'année.

5^o Le produit des amendes encourues pour infractions aux statuts et de celles infligées aux membres

participants par application du règlement intérieur de l'entreprise.

A propos des dépenses faites par la caisse de secours, l'article 7 décide que les statuts doivent fixer :

1^o La nature et la quotité des secours et des soins à donner aux membres participants que la maladie ou des infirmités empêcheraient de travailler. (Depuis la loi du 9 avril 1898 on peut même ajouter : ou que des blessures empêcheraient de travailler, en effet, l'article 6 de cette loi décide que les exploitants des mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article 5 moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894. Le montant et les conditions de cette subvention doivent être acceptés par la société et approuvés par le ministre des travaux publics) ;

2^o En cas de décès des membres participants, la nature et la quotité des subventions à allouer à leurs familles ou ayants droits.

Le même article 7 indique aussi que les statuts peuvent autoriser l'allocation de secours en argent et de soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes et enfants des membres participants et à leurs ascendants.

Le même article décide encore que les statuts peuvent prévoir des secours journaliers en faveur des femmes et des enfants des réservistes de l'armée active et des hommes de l'armée territoriale appelés à rejoindre leurs corps, et même des allocations exceptionnelles

et renouvelables en faveur des veuves et des orphelins d'ouvriers ou employés décédés après avoir participé à la société de secours.

Sur le même chapitre des dépenses, l'article 8 prévoit pour la caisse de secours, l'obligation de verser au compte individuel du sociétaire participant à une caisse de retraites, quand la maladie entraîne une incapacité de travail de plus de quatre jours avec suppression de salaire et jusqu'à la cessation de l'indemnité de maladie, une somme au moins égale à 5 o/o de l'indemnité de maladie prévue par les statuts.

L'article 9 fixe la circonscription dans laquelle chaque société de secours pourra faire ses opérations. Il laisse toute liberté aux intéressés. Une même exploitation pourra être divisée en plusieurs circonscriptions de secours (art. 9, § 2). Une seule société pourra être établie pour les concessions ou exploitations voisines appartenant soit à un seul exploitant, soit à plusieurs concessionnaires (art. 9, § 3). A défaut d'entente entre les intéressés la circonscription sera fixée par décret rendu en Conseil d'Etat (art. 9, § 1).

L'article 10 décide que l'administration de la société sera confiée à un conseil composé de 9 membres au moins dont 1/3 désignés par l'exploitant et 2/3 élus par les ouvriers ou employés parmi les membres participants.

L'article 11 indique quels sont les électeurs et quels sont les éligibles.

Les électeurs sont : tous les ouvriers et employés du fond et du jour, français, jouissant de leurs droits

politiques et inscrits sur la feuille de la dernière paye.
(art. 11, § 1).

Les éligibles sont : tous les électeurs âgés de 25 ans accomplis, occupés depuis plus de cinq ans dans l'exploitation à laquelle se rattache la société de secours, à la condition de savoir lire et écrire et en outre de n'avoir jamais encouru de condamnation aux termes des dispositions, soit de la présente loi, soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal.
(art. 11, § 2).

Le même article 11, les articles 12 et 13 et la loi du 16 juillet 1896 qui par son article unique complète l'article 11 de la loi de 1894 déterminent ensuite les règles à appliquer pour la convocation des électeurs, le vote, le bureau, les listes électorales, la majorité requise pour l'élection, la durée des fonctions des élus, les diverses contestations, etc.

Le premier conseil d'administration doit dresser les statuts, ceux-ci sont soumis par l'intermédiaire du préfet, à l'approbation du ministre des travaux publics, et après approbation sont notifiés à l'exploitant (art. 14, § 1).

La décision du ministre peut être déférée au Conseil d'Etat, au contentieux (art. 14, § 2).

Toute modification des statuts nécessite une approbation ministérielle (art. 14, § 3).

Le même article 14 ordonne l'affichage des statuts, la remise par l'exploitant d'un exemplaire des statuts à chaque ouvrier lors de l'embauchage.

La communication aux préfets et aux ingénieurs des mines, des livres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature est prescrite par l'article 15, ainsi que l'envoi, chaque année aux ministres de l'intérieur et des travaux publics par l'intermédiaire du préfet, du compte rendu de leur situation financière et d'un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les participants dans le cours de l'année.

L'article 16 vise l'emploi des excédents disponibles à la fin de l'année, et décide que le total des réserves ne peut dépasser le double des recettes de l'année.

L'article 17 prévoit le cas de dissolution du conseil d'administration pour violation des statuts et la réélection d'un nouveau conseil.

Les sociétés existant déjà régulièrement (les 6 sociétés d'Anzin) sont maintenues (art. 18).

L'article 19 permet aux statuts de décider que le service des secours sera confié à une compagnie d'assurances.

Nous voyons donc que la loi de 1894 a prévu tout ce qui pouvait faire l'objet des statuts des sociétés de secours, mais elle n'a pas fixé le chiffre des allocations journalières et ces allocations varient dans chaque caisse.

Dans les mines de l'Escarpelle l'indemnité journalière est de 2 francs par jour ouvrable, mais elle ne peut dans aucun cas être supérieure à la moitié du salaire journalier ordinaire moyen du participant.

Aux mines d'Aniche l'allocation en cas de chômage

varie pour les mineurs de 1 fr. 80 à 1 fr. 50, suivant qu'ils sont mariés ou non.

Aux mines de Thivencelles la caisse de secours alloue 1 fr. 50 par journée de maladie aux ouvriers au-dessus de 24 ans, 1 franc à ceux de 17 à 20 ans et 0 fr. 60 aux gamins de 13 à 16 ans.

A Courrières en cas de chômage par maladie les caisses de secours versent à leurs membres :

0 fr. 60 pour les jeunes gens en dessous de 16 ans ;

1 franc pour les jeunes gens de 16 à 18 ans ;

1 fr. 40 à 1 fr. 60, suivant les catégories, aux ouvriers adultes. En cas de service militaire, des journées sont payées aux familles de l'ouvrier envoyé sous les drapeaux ; leur importance varie de 2 francs à 1 fr. 75, suivant les charges de famille.

Le montant des retenues sur le salaire de l'ouvrier varie aussi de 2 à 1 0/0.

**Société de secours des ouvriers et employés
des mines de Bruay**

Mois de septembre 1902

RECETTES

Prélèvement de 2 0/0 sur le salaire de chaque ouvrier ou employé.	19.149 93
Versement de l'exploitant. . . .	9.574 97
Cotisations des ouvriers ou veuves pensionnés	4 50

Produit des amendes	3.659 25
Intérêts des fonds placés	»
Sommes allouées par l'Etat	»
Dons et legs.	»
Total des recettes.	32.388 67

DÉPENSES

Secours ordinaires	13.474 30
Secours extraordinaires	335 »
Secours temporaires aux veuves et aux enfants	»
Allocations aux familles des résér- vistes et territoriaux	4.830 »
Versement à la caisse des retraites au profit des malades	»
Service médical.	3.416 60
Service pharmaceutique	10.731 30
Frais aux hospices.	»
Frais de funérailles.	390 »
Secours en nature (vin, viande, etc.)	10 45
Frais généraux	675 30
Total des dépenses.	33.562 95

Fonds en caisse au commencement du mois	87.231 60
Débit pour le mois de septembre.	4.174 20

Montant des fonds en caisse à la fin du mois	86.057 30
---	-----------

Le nombre des ouvriers était de 7.700.

§ II

La législation sur les accidents de travail

La loi du 9 avril 1898 a la première fixé en France les droits des ouvriers victimes d'accidents ou les droits de leur famille.

Mais les diverses compagnies du Nord et du Pas-de-Calais n'avaient pas attendu cette loi pour allouer à leurs ouvriers blessés des secours temporaires et des pensions.

A Anzin, dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées contractées en travaillant, la pension pouvait être liquidée par anticipation ; elle comprenait la rente à liquider par la caisse de la vieillesse, la prime pour longs services et une allocation de la Compagnie qui pouvait atteindre 180 francs par an.

La pension des veuves d'ouvriers tués ou morts des suites de blessures reçues en travaillant comprenait la rente à liquider par la caisse de vieillesse, la prime pour longs services et une allocation de 180 francs à laquelle s'ajoutait généralement un secours annuel renouvelable de la même importance. Des secours temporaires étaient accordés aux orphelins jusqu'à l'âge où ils pouvaient commencer à travailler.

Les parents d'ouvriers tués ou morts des suites de blessures reçues en travaillant recevaient une pension de 180 francs par an si l'ouvrier pouvait être considéré comme soutien de famille. Et actuellement, il

arrive encore ce fait que les anciens règlements de la Compagnie sont plus avantageux pour les ouvriers que la loi actuelle (1).

La Compagnie des mines de Courrières faisait avant la loi de 1898, de ses propres deniers et sans cotisation des ouvriers, un service d'accidents, comprenant des pensions et des indemnités temporaires.

La législation sur les accidents de travail qui comprend la loi du 9 avril 1898, celle du 22 mars 1902, et celle du 31 mars 1905 n'est pas spéciale aux ouvriers mineurs, elle est applicable aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, dans les mines, minières et carrières, dans les usines, manufactures, chantiers, dans les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement et dans les magasins publics, dans les exploitations ou parties d'exploitation où sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou bien où il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme et des animaux. Une étude de cette législation nous entraînerait trop loin et nous ferait sortir du cadre que nous nous sommes tracé, elle est cependant trop importante pour l'ouvrier mineur pour que nous la passions sous silence, aussi nous proposons-nous, en nous aidant pour cela de certains documents publiés par le Comité central des houillères de France, d'en donner un aperçu général et un exposé sommaire

1. Commission des mines, P. V., 1905, R. é. t. I, p. 158.

en nous arrêtant un peu plus longuement sur ce qui peut concerner de plus près l'ouvrier mineur.

Aperçu général de cette législation

Elle soumet à un régime différent de celui de l'article 1382 du Code civil, une catégorie déterminée de travailleurs (art. 1).

Elle substitue, pour ces ouvriers ou employés, au régime de l'indemnité éventuelle et arbitrairement calculée, des indemnités certaines et forfaitaires (art. 2, 3 et 4).

Elle organise la constatation des accidents et simplifie la procédure judiciaire (titre II et III).

Elle laisse aux chefs d'entreprises, astreints à cette nouvelle charge financière, une liberté complète quant aux mesures à prendre en vue de payer d'une façon certaine et continue cette dépense (titre IV).

Elle soumet les compagnies et caisses d'assurances à un régime de surveillance et les astreint à se conformer à des règles précises (art. 27).

Elle garantit aux victimes le paiement intégral de leurs indemnités au moyen d'un fonds de secours alimenté par l'impôt (centimes additionnels à la redevance fixe pour les mines), impôt dont le chiffre variera chaque année suivant l'importance des insolvabilités constatées et comblées (art. 35).

2. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, p. 250.

**Exposé sommaire de la loi de 1898 modifiée
par les lois du 22 mars 1902 et 31 mars 1905**

Caractère forfaitaire de la loi. — Elle établit un droit à l'indemnité en faveur de la victime et de ses ayants droit pour tous les ouvriers et employés appartenant à une des catégories explicitement désignées, elle précise dans chaque cas le montant de cette indemnité.

Elle n'admet d'atténuation de l'indemnité qu'en cas de faute inexcusable de la victime (art. 20, § 2) et de suppression de toute indemnité qu'au cas de faute intentionnelle (art. 20, § 1).

Elle augmente, mais limite également l'indemnité en cas de faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction (art. 20, § 3)

Nature des accidents relevant de la loi

Les indemnités sont allouées pour tous les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail (1).

La loi est applicable aux ouvriers et employés occupés dans les mines (art. 1).

1. Les délégués mineurs non ouvriers dans la mine, s'ils y sont blessés n'ont pas droit aux indemnités (Déclaration formelle du rapporteur au Sénat à la séance de 15 mars 1898).

Nature et conditions du paiement des allocations

Les indemnités et rentes sont calculées proportionnellement au salaire et ce jusqu'à 2.400 francs par an, au delà de ce chiffre l'excédent du salaire n'intervient plus dans les calculs que pour $\frac{1}{4}$ (art. 2, § 2).

La loi distingue quatre catégories d'allocations :

1. Les frais médicaux et pharmaceutiques, article 4, §§ 2, 3 et 4, modifiés par la loi du 31 mars 1905.

2. Les frais funéraires, article 4, § 1.

3. Les indemnités temporaires, c'est-à-dire celles dues pendant la période de traitement pourront être :

Soit payées directement par le patron ;

Soit payées pour le compte du patron par une institution privée d'assurances avec laquelle il aura traité ;

Soit payées par une société de secours mutuels assistant les malades en même temps que les blessés conformément à des statuts-types approuvés par le ministre compétent, à condition que la cotisation fournie par le patron ne soit pas inférieure à la moitié de la cotisation payée par ces ouvriers (Ceci n'est pas applicable à l'industrie minière proprement dite sauf à ses exploitations annexes, fabrication de coke, d'agglomérés, etc., qui ne sont pas soumises à la loi du 29 juin 1894).

Soit dans le cas d'industries soumises à la loi du

29 juin 1894 par les caisses de secours aux malades organisées conformément à cette loi, article 6, loi de 1898.

4. *Les rentes* sont payables par trimestres et à terme échu, cependant le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage, elles pourront être au choix du patron :

Soit servies directement par lui ;

Soit payées pour son compte par un agent financier, article 28, § 2, loi 1898.

En cas d'insolvabilité du patron., des assureurs ou des syndicats de garantie, les rentes ou indemnités équivalentes seront payées à leur terme ordinaire par la Caisse nationale des retraites, article 24.

Montant des allocations

I. — En cas d'incapacité permanente absolue de tout travail, c'est-à-dire, en cas d'incapacité complète de gagner aucun salaire, incapacité appréciée souverainement par les tribunaux, la victime touchera une rente égale aux $\frac{2}{3}$ du salaire qu'elle avait gagné dans les 12 mois précédant l'accident (art. 10, loi du 31 mars 1905). Cette rente ne sera définitivement confirmée pour la vie qu'au bout de 3 ans (art. 19, loi 1905). Elle pourra être révisée avant l'expiration de ce délai si l'état de la victime a changé (art. 19).

II. — En cas d'incapacité permanente partielle, c'est-à-dire celle qui sans rendre l'ouvrier inhabile à

toute espèce de travail et par suite incapable de gagner sa vie, diminue cependant pour l'ouvrier sa capacité au point de vue du travail auquel il est employé, tout en lui laissant la possibilité de travailler de son métier ou de tout autre avec un salaire réduit, l'indemnité sera de la moitié de la réduction de salaire causée par l'accident. Les tribunaux ont le pouvoir d'arbitrer la réduction de capacité entraînée dans chaque fait.

III. — En cas d'*incapacité temporaire*, c'est-à-dire celle qui a été causée par une lésion guérissable, si l'incapacité de travail a duré plus de 4 jours, l'ouvrier ou l'employé a droit à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable ; dans ce cas l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident. Toutefois, elle est due à partir du premier jour, si l'incapacité de travail a duré plus de 10 jours. Cette indemnité est payable aux époques et lieux de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

IV. — Lorsque l'accident est suivi de mort, la loi accorde outre l'indemnité spéciale aux frais funéraires et aux frais de maladie, des pensions à certaines personnes dont le nombre est strictement déterminé.

Le conjoint survivant non divorcé ou séparé de

corps, obtient une rente viagère égale à 20 o/o du salaire annuel, pourvu que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage le conjoint cesse d'avoir droit à la pension, mais il lui est alloué dans ce cas le triple de la rente à titre d'indemnité totale.

Les enfants de moins de 16 ans auront des rentes qui seront :

	Pour les orphelins de père ou de mère	Pour les orphelins de père et de mère
Pour 1 enfant	15 o/o du salaire	20 o/o du salaire
2	25 o/o	40 o/o
3	35 o/o	60 o/o
4 enfants et plus	40 o/o	60 o/o

L'ensemble de ces rentes ne peut dépasser 60 o/o s'il y a donc des enfants de plusieurs lits et un conjoint qui se présentent ; le conjoint touche 20 o/o et les enfants des divers lits se partagent au marc le franc les 40 o/o restant (Paris, 5 juillet 1902, Fontainebleau, 18 décembre 1901).

En l'absence de conjoint et d'enfants, chacun des descendants ou ascendants à la charge du défunt recevra une rente, viagère pour les ascendants et payable jusqu'à 16 ans pour les descendants, qui sera égale à 10 o/o du salaire annuel de la victime sans que le montant total des rentes ainsi allouées, puisse dépasser 30 o/o, auquel cas chacune de ces rentes serait

réduite proportionnellement (art. 3, modifié par la loi du 31 mars 1905).

Exceptions au tarif des indemnités

1. Ouvriers et employés à salaires élevés.

Les ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs ne bénéficient des dispositions de la loi que jusqu'à concurrence de cette somme, pour le surplus ils n'ont droit qu'au $\frac{1}{4}$ des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité (art. 2, § 2, loi du 22 mars 1902).

2. Ouvriers et employés étrangers (art. 3 modifié par la loi du 31 mars 1905).

3. Faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction.

L'indemnité de l'ouvrier pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel (art. 30, § 3 modifié par la loi de 1902).

4. Faute inexcusable de l'ouvrier.

Dans ce cas le tribunal a le droit de diminuer la pension fixée au titre I (art. 20, § 2, modifié par la loi de 1902).

5. Accident provoqué volontairement par l'ouvrier.

L'ouvrier dans ce cas n'a droit à aucune indemnité (art. 20, modifié par la loi du 22 mars 1902).

Garanties données aux victimes d'accidents

1^o Les indemnités allouées à la suite d'incapacités temporaires, les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires sont garantis par le privilège de l'article 2101 du Code civil (art. 23, loi du 9 avril 1898).

2^o Les indemnités allouées pour invalidité permanente, partielle ou totale, comme aussi aux ayants droit des victimes d'accidents mortels qui viendraient à ne pas être payées par leurs débiteurs sont remboursées aux créanciers, par la Caisse nationale des retraites, au moyen d'un fonds spécial constitué par des centimes additionnels au principal de la patente des industriels assujettis à la présente loi ou par un supplément à la redevance fixe sur les mines, articles 24 et 25.

3^o Le capital représentatif des pensions ne pourra être exigé en aucun autre cas que celui de cessation d'industrie; et encore dans ce cas le patron peut s'exonérer de ce versement s'il fournit des garanties à déterminer par un règlement d'administration publique (art. 28).

Autres avantages accordés à la victime de l'accident ou à ses ayants droit

Assistance judiciaire (art. 22, modifié par la loi du 22 mars 1902).

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le président du tribunal civil et devant le tribunal.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13, §§ 2 et suivants de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901 (Voir S. et P., lois annotées de 1901, p. 209).

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel. Le premier président de la Cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près la Cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel et commettra un huissier pour le signifier.

Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution de décisions judiciaires.

Dispense d'impôt (article 29, loi 9 avril 1898).

Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enre-

gistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Agents chargés d'assurer l'exécution de la loi

Les inspecteurs du travail (1) pourront constater les infractions aux articles relatifs aux déclarations d'accidents (art. 11) et à l'affichage de la loi (art. 31) le juge de paix doit procéder à l'enquête.

Pour tous les autres points, l'exécution de la loi sera assurée par les tribunaux saisis des plaintes formulées par les travailleurs visés à l'article 1^{er}.

Sanctions édictées par la loi

Sont punis d'une amende de 1 à 15 francs et éventuellement de 16 à 100 ou 300 francs en cas de récidive dans l'année :

1. Les infractions à l'article 11, relatif aux déclarations d'accidents ;
2. Les infractions à l'article 31, relatif à l'affichage.

1. Et pour les services qui les concernent : les ingénieurs des mines.

CHAPITRE II

Institutions patronales destinées à améliorer la condition des ouvriers mineurs ou de leur famille.

Nous ne voulons faire rentrer dans ce chapitre que les institutions bénévolement établies par les différentes compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais en faveur de leurs ouvriers.

Avant les lois de 1894 et de 1898 le total annuel auquel s'élevaient les dépenses qu'entraînaient pour ces compagnies les institutions de cette catégorie s'élevait à un chiffre considérable, nous n'en voulons comme exemple que le tableau des dépenses faites en 1893 par les compagnies houillères du Pas-de-Calais dans l'intérêt de leurs ouvriers, tableau que nous trouvons dans les « Rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines et usines en 1893 et que nous voulons reproduire ».

Tableau des dépenses faites en 1893 par les compagnies houillères du Pas-de-Calais dans l'intérêt de leurs ouvriers.

Contributions aux caisses de secours et de retraites, et supplément de secours et pensions donnés directement.	1.273.066 fr.
Service médical et pharmaceutique à la charge de certaines compagnies.	240.772 »
Pertes sur les logements des ouvriers (1)	1.709.423 »
Frais d'école.	368.895 »
Charbon délivré gratuitement.	1.135.045 »
Frais de culte	47.320 «
Divers	48.345 »
Dépense totale.	4.822.866 fr.

Dépense totale par ouvrier et par an, 110 fr. 39.

En p. o/o des salaires, 9,55 o/o.

En p. o/o du total des derniers dividendes distribués, 27,69 o/o.

On voit d'après les chiffres qui y sont inscrits, dit M. E. Duporcq, ingénieur en chef des mines, dans le

1. Cette perte représente l'intérêt à 5 o/o (amortissement compris) des dépenses de construction, plus les frais annuels d'entretien, moins le total des loyers perçus.

même rapport (1), que ces avantages accessoires ajoutent au salaire proprement dit un appoint très sérieux, et auquel on doit toujours avoir égard quand on veut comparer la situation du mineur avec celle des autres ouvriers, le plus souvent privés de tout supplément de ce genre.

Nous ne pouvons plus maintenant faire rentrer dans ce chapitre l'étude de ces diverses dépenses, parce qu'une partie d'entre elles, contributions aux caisses de secours et de retraites et une partie des frais médicaux et pharmaceutiques, ne sont plus maintenant facultatives mais obligatoires pour les compagnies ; mais l'étude des autres institutions nous montrera que les compagnies savent encore, malgré les charges qui leur sont imposées par la loi, s'imposer à elles-mêmes de grands sacrifices dans l'intérêt matériel et moral de leurs ouvriers.

SECTION I

LOGEMENTS ET JARDINS OUVRIERS

I. — Logements à prix réduits

Les diverses compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ont construit auprès de leurs puits des maisons pour leurs ouvriers.

1. Extraits des rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines et usines en 1893, publiés par le Comité central des houillères de France (Circulaire n° 1041, page 15)

Ces maisons sont très avantageuses pour l'ouvrier, car outre qu'il se trouve près de son travail, il paye beaucoup moins cher et se trouve plus confortablement logé que dans les maisons qu'il aurait pu louer.

Dès 1826 la compagnie d'Anzin commençait déjà la construction de maisons ouvrières.

Depuis, les diverses compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ont construit un très grand nombre de maisons qu'elles louent à des prix modiques à leurs ouvriers.

Le type ancien des maisons d'ouvriers était le pavillon ayant jusqu'à 100 mètres de longueur. Dans lequel toutes les maisons rapprochées sous le même toit avaient leurs dépendances dans un petit jardin voisin auquel on accédait en traversant une rue commune à tous les habitants.

Chaque ménage avait sa maison chauffée, aérée suffisamment, avec un puits à proximité. Dans certaines compagnies il y avait même un four commun par groupe de 12 maisons, ce qui permettait ainsi aux ménagères de cuire leur pain.

Mais, pour donner à l'ouvrier plus d'indépendance, plus de confort et pour qu'il soit dans des conditions hygiéniques meilleures, les compagnies depuis une vingtaine d'années n'ont plus groupé les maisons que par quatre, dont deux sur chaque façade avec annexes placées entre les groupes et contiguës aux maisons dont elles dépendent; le tout est situé dans un jardin entouré qui isole bien chaque maison de la voisine.

De plus, au lieu d'avoir un étage surmonté d'un grenier qui le plus souvent était inutilisé, les chambres sont sous combles mansardés.

Certaines compagnies font ces maisons sous un seul type. Il y a alors au rez-de-chaussée deux chambres, l'une de 5 mètres sur 4, l'autre de 3 sur 3, la hauteur de ces pièces est de 3 mètres.

Dans les nouvelles maisons, ces compagnies ne font plus ouvrir la porte dans la pièce principale, mais sur un tambour, d'où part l'escalier allant à l'étage et où il y a aussi deux pièces : un grenier et une mansarde.

A côté de la maison, dans les dépendances, se trouve une salle chauffée où l'ouvrier peut se laver avant de rentrer chez lui.

Dans d'autres compagnies, il y a plusieurs sortes de maisons : les petites, les mixtes et les grandes.

Les premières ayant au rez-de-chaussée une seule pièce à feu ; les secondes ayant une pièce à feu et un cabinet ; et les grandes deux pièces à feu. A chacune des pièces du rez-de-chaussée correspondent des pièces à l'étage. Toutes les maisons ont des dépendances et une cave.

Ces maisons sont ordinairement construites sur trois ou quatre ares, dont deux ares de jardin.

Ces maisons ouvrières sont attribuées de préférence aux piqueurs et aux ouvriers du fond.

Certaines compagnies, logent 35 o/o de leurs ouvriers : Aniche, Escarpelle ; d'autres vont jusqu'à en loger 85 o/o : Douchy.

Dans les compagnies ayant des maisons de diverses grandeurs, l'attribution en est faite suivant le nombre des membres composant la famille.

Les prix des maisons varient suivant leur grandeur :

A Aniche, elles sont louées en moyenne 5 francs par mois ;

A l'Escarpelle et à Anzin, 69 francs en moyenne par an ;

A Douchy, le prix varie entre 12 et 48 francs par an ;

A Lens, le prix varie entre 4 et 6 fr. 50 par mois pour celles situées à la campagne, et entre 7 et 10 fr. 50 pour celles situées en ville ;

A Meurchin, les maisons sont louées 8 francs par mois.

Au sujet des maisons ouvrières et pour montrer l'avantage qu'elles procurent aux ouvriers, citons le fait suivant qui s'est passé à Marles.

Un entrepreneur d'Auchel, M. V. a eu l'idée de consacrer des capitaux à la construction de maisons ouvrières calquées sur le type nouveau de celles de la compagnie de Marles. Il avait supposé avec raison que les constructions de cette compagnie ne pourraient pas s'édifier assez rapidement pour loger l'intégralité des ouvriers de cette compagnie.

Il a fixé son prix de location à 15 francs par mois (au lieu de 5 francs que percevait la compagnie) et ces maisons n'ont jamais manqué de locataires (1).

1. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, p. 432.

Voici d'autre part pour la compagnie de Bruay un tableau qui fait ressortir les sacrifices de la compagnie et les avantages des ouvriers.

Nombre de maisons en 1902	Loyer mensuel payé par l'ouvrier à la Compagnie	Coût de chaque maison, y compris les annexes, chemins, clôtures, mais non compris le prix du terrain	Loyer mensuel pour une maison semblable louée par un particulier
200	4	3.183 90	12
711	5	3.737 98	15
1.297	7	4.377 80	18 à 20

Dans certaines compagnies le prix de la maison varie d'après sa grandeur, et aussi d'après l'ancienneté de l'ouvrier. Exemple :

Compagnie de Courrières.

Loyer mensuel d'une maison		pour un ouvrier		
		ayant moins de dix ans de services	ayant plus de dix ans de services	
du	Type ancien . .	Petites . . .	3 60	2 75
		Mixtes . . .	5 20	4 »
		Grandes . . .	6 50	5 »
	Type nouveau .	Petites . . .	4 »	3 »
		Mixtes . . .	6 »	4 50
		Grandes . . .	7 »	5 50

La compagnie de Courrières estime que la somme perçue pour ces loyers soit 101.391 fr. 45 (en 1902) est

inférieure aux dépenses d'entretien de ces maisons et des chemins d'accès, dépenses s'élevant à 107.439 fr. 81 sans compter l'intérêt et l'amortissement des sommes consacrées à la construction des maisons qui devrait être compté pour 375.208 francs par an.

C'est à peu près la même somme que perd la compagnie d'Anzin. Mais malgré cela les diverses compagnies continuent la construction de maisons ouvrières, c'est ainsi que nous voyons dans la note aux actionnaires de compagnies des mines de Vicoigne et de Nœux (exercice 1903-1904) les phrases suivantes :

Maisons d'ouvriers — Nous avons achevé dans le cours de l'exercice 22 maisons à la cité n° 1, 36 à celle du n° 5 et 16 à celle du n° 7. Nous avons en outre entrepris, à cette dernière cité, la construction de 80 maisons d'un nouveau modèle tout à fait closes sur la rue et dans lesquelles l'ouvrier se sentira bien plus chez lui.

Nous voyons aussi ce qui suit dans la note aux actionnaires de la compagnie de Courrières (exercice 1904) : achèvement des maisons d'ouvriers commencées en 1903 et attaque des nouveaux groupements suivants :

A Fouquières-lez-Lens.	20 maisons
A Courrières . . .	16 maisons
A Billy-Montigny . .	44 maisons
A Sallaumines . . .	<u>24 maisons</u>
Ensemble. . .	104 maisons

Et il en est de même dans les autres compagnies.

II. — Jardins ouvriers

Outre les maisons, les compagnies louent aussi à leurs ouvriers et à des prix modiques, des terrains propres à la culture.

A la compagnie d'Anzin, les portions ménagères se louent de 1 franc à 1 fr. 50 l'are.

III. — Maisons vendues aux ouvriers

Certaines compagnies ont en outre fait bâtir des maisons isolées avec jardins, qu'elles ont vendues à leurs ouvriers au prix de revient et payables par retenues mensuelles à peu près égales au loyer d'une maison de même importance dans la localité.

En 1900 la compagnie d'Anzin avait ainsi vendu à ses ouvriers 93 maisons ayant coûté 275.207 francs.

IV. — Avances sans intérêt pour acheter ou pour bâtir

Certaines compagnies font aussi à leurs ouvriers des avances de fonds pour l'achat ou la construction de maisons à leur usage, la compagnie d'Anzin a fait à elle seule pour plus d'un million et demi d'avances dont la plus grande partie lui a déjà été remboursée et grâce auxquelles les ouvriers avaient acquis ou construit en 1900, 741 maisons.

Les compagnies préfèrent cependant rester propriétaires des maisons de leurs ouvriers, et cela pour plusieurs raisons : d'abord, la location de ces maisons constituant un avantage pour les ouvriers, elles seront louées aux plus méritants et seront par conséquent un stimulant pour les ouvriers.

De plus, les compagnies en restant propriétaires, peuvent formuler certaines interdictions à leurs locataires : par exemple celle de tenir un débit de boissons. Elles permettent bien aux ouvriers locataires de tenir un petit commerce, cela n'a guère que des avantages, mais elles ont de bonnes raisons, à tous les points de vue, pour désirer que les débits de boissons soient le moins nombreux possible au milieu de leur centre ouvrier.

La compagnie de Douchy cède du terrain à bas prix aux ouvriers qui veulent faire bâtir, elle leur fait l'avance de la somme nécessaire, moyennant la garantie d'une inscription hypothécaire et de retenues de 5 à 10 francs par quinzaine sur les salaires de l'ouvrier.

SECTION II

CONSTRUCTION D'ÉCOLES, D'ÉGLISES, DE MAIRIES, D'OUVROIRS, DE SALLE D'ASILE

En général les cités ouvrières sont situées près des villages et profitent des institutions communales. Dans ce cas les compagnies ont développé ces institutions, dans certains cas même elles ont dû les créer.

La compagnie de Courrières par exemple a créé pour sa fosse n° 3, qui se trouve dans un lieu écarté, un établissement complet comprenant : église, écoles et mairie annexe où un adjoint spécial de Méricourt remplit toutes les fonctions de l'état civil.

La compagnie d'Anzin possédait en 1900, une école de garçons et une église à Thiers, elle avait donné une école à Fresnes et une à Vieux-Condé, elle avait établi à ses frais à St-Waast et à la Sentinelle des écoles de filles et des ouvriers et y avait fait construire des églises, elle avait en outre établi une salle d'asile à Bellevue et elle favorisait par des subventions en argent et en nature l'établissement de salles d'asile communales et particulières partout où demeuraient un certain nombre de ses ouvriers.

Voici le total des dépenses faite par la compagnie d'Anzin en 1899 rien que pour l'instruction primaire.

Subventions annuelles à des institutions et asiles	21.459 67
Allocations de chauffage pour les écoles.	864 »
Distributions de livres, de prix et de livrets de caisse d'épargne	1.177 »
Construction et entretien de ses écoles.	3.083 20

Pour la même année les dépenses faites pour l'instruction et le culte s'élevaient à Courrières à 61.657 fr. 87.

La compagnie de Bruay a fait construire la plupart des écoles de la ville à ses frais. En 1902 elle faisait

construire pour la nouvelle cité n° 16 une école pour 500 enfants dont le coût a été de 120.000 francs non compris l'achat du terrain.

Nous relevons dans la note aux actionnaires de la compagnie des mines de Vicoigne et de Nœux (exercice 1903-1904) le passage suivant :

Nos diverses écoles ont continué à être très peuplées, nos asiles surtout sont très appréciés des mères de famille et ont été fréquentés par près de 1.300 enfants.

Nos ouvriers continuent également à rendre les plus grands services aux jeunes filles qu'ils forment à la couture et préparent ainsi à leur futur rôle de bonne ménagère.

Nous avons commencé la construction de quatre nouvelles classes à notre école de filles de Nœux...

Toutes les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ont chacune, suivant leur importance ou leurs ressources, créé ou aidé à créer ou à entretenir des églises, des écoles, des asiles, des ouvriers et des salles d'asile.

Ecoles préparatoires spéciales. — Certaines compagnies ont des écoles préparatoires spéciales dont les cours théoriques et pratiques sont faits par les ingénieurs de la compagnie et qui sont destinées à former des ouvriers d'élite.

Bourses pour l'école des maîtres mineurs. — La plupart des compagnies paient des bourses aux meilleurs

élèves de leurs écoles pour suivre les cours de l'école des maîtres mineurs de Douai.

SECTION III

ALLOCATION DE CHARBON AUX OUVRIERS

Les diverses compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais distribuent gratuitement à leurs ouvriers un certain nombre de quintaux de charbon par mois.

Le nombre de quintaux est plus élevé pendant les mois d'hiver que pendant les mois d'été, ce nombre varie dans les diverses compagnies d'après l'ancienneté des ouvriers et le nombre de leurs enfants surtout si ces derniers travaillent à la mine, ce nombre varie aussi suivant que l'ouvrier est marié légitimement ou qu'il vit en concubinage ou bien qu'il est resté célibataire.

Des allocations supplémentaires sont ordinairement accordées en cas de maladie.

Voici quelques exemples :

Anzin. — La compagnie distribue gratuitement par mois 7 quintaux de charbon menu par mineur. Cette allocation est augmentée en cas de maladie et pour toutes les familles de plus de 6 personnes.

La dépense de ce chef est évaluée pour l'année 1899 à 443.711 fr. 40, la distribution a été de 739.519 quintaux.

Courrières. — Les ouvriers mineurs touchent 5 à 7 hectolitres par mois, suivant la saison, 5 du 1^{er} avril au 30 septembre, 7 du 1^{er} octobre au 31 mars ; soit 72 hectolitres par an.

Les ouvriers hercheurs et assimilés : 4 à 6 hectolitres suivant la saison ; soit 60 hectolitres par an.

Les galibots de première classe dont les parents ne travaillent pas à la compagnie, 4 hectolitres en tout temps ; soit 48 hectolitres par an.

Les galibots de deuxième, troisième et quatrième classes dans les mêmes conditions, 3 hectolitres en tout temps ; soit 36 hectolitres par an.

Les pensionnés du fond sans enfants travaillant à la compagnie, 5 hectolitres en tout temps ; soit 60 hectolitres par an.

Les pensionnés n'ayant pas travaillé au fond, sans enfants travaillant à la compagnie, 4 hectolitres en tout temps ; soit 48 hectolitres par an.

Les femmes veuves par suite d'accidents et sans enfants travaillant à la compagnie, et dont le mari a travaillé au moins 5 ans à la compagnie avant son décès, 3 hectolitres en tout temps, soit 36 hectolitres par an.

Les ouvriers de la surface (carreaux, ateliers, manœuvres), 4 à 6 hectolitres suivant la saison ; soit 60 hectolitres par an.

Les apprentis et petits manœuvres sans parents à la compagnie, 3 hectolitres en tout temps ; soit 36 hectolitres par an.

La compagnie estime cette dépense, en comptant le

charbon distribué au prix de revient, à 219.595 fr. 20 pour l'année 1901.

Toutes les compagnies, même celles qui n'ont jamais distribué aucun dividende à leurs actionnaires, font ces distributions gratuites de charbon. C'est ainsi que nous voyons les mines de Crépin distribuer 500 kilogrammes de charbon à tout ouvrier marié, par mois d'été, et 600 kilogrammes par mois d'hiver. Sans doute ce n'est pas leur meilleur charbon que donnent ainsi les diverses compagnies à leurs ouvriers, mais tel qu'il est, il leur permet de ne pas obérer leur budget par des dépenses de combustible.

SECTION IV

SERVICE MÉDICAL ET PHARMACEUTIQUE

Certaines compagnies (par exemple la compagnie d'Anzin) fournissent à tous leurs ouvriers et gratuitement le service médical et pharmaceutique.

Ce service avait coûté à la compagnie d'Anzin, en 1899, 143.917 fr. 03, répartis de la façon suivante :

1. Appointements des médecins, allocations de chevaux et voitures et service des chambres de consultations.	73.335,31
2. Appointements du personnel de la pharmacie et frais généraux	27.218,19
3. Médicaments	43.363,33
Total.	<u>143.917,03</u>

Cette somme s'élevait à 194.268,27 en 1904.

Consultations de nourissons. Goutte de lait. — Des consultations de nourissons, avec ou sans goutte de lait ont été créées dans un grand nombre de compagnies. Chaque jour les jeunes mères y reçoivent des conseils sur les soins à donner à leurs enfants.

Primes pour enfants bien portants. — Dans certaines compagnies l'on donne des primes aux mères dont les enfants sont bien portants, des primes plus élevées sont données aux mères dont les enfants se portent le mieux.

Dispensaires. — Des dispensaires permettant de donner sur place les premiers soins aux ouvriers blessés ont été installés dans les nouvelles fosses de certaines compagnies.

Laboratoire de bactériologie. — Des laboratoires pour l'étude de l'ankylostomiase, et pour différentes analyses ont été créés. Nous avons visité celui d'Anzin dirigé par M. le docteur Lambert et nous n'avons nullement été étonné de l'appréciation flatteuse qu'en faisait M. Calmette dans son récent ouvrage sur l'ankylostomiase.

Des appareils de radiographie, des services de désinfection, viennent compléter les institutions hygiéniques.

SECTION V

PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES, PRIMES D'ANCIENNETÉ

La compagnie de Douchy, accorde en fin d'année des gratifications à une partie de son personnel.

Le taux de ces gratifications a été fixé par le conseil d'administration dans sa séance du 23 décembre 1891.

Chaque employé reçoit, selon son grade, le revenu d'un certain nombre d'actions ou de parties d'action, à titre de gratification. C'est là un premier essai de participation aux bénéfices qui s'étend depuis les ingénieurs jusqu'au boute-feu (1).

L'article 23 des statuts de la compagnie des mines de Carvin dit que le conseil pourra prélever sur les bénéfices (2).

Jusqu'à 6 o/o à l'effet de constituer un fond destiné à l'achat d'actions, de cinquièmes ou de dixièmes d'action, lesquels seront distribués au personnel des employés et ouvriers suivant un règlement, et dans les conditions déterminées par le conseil.

Cet article accepté par l'assemblée générale sur la proposition de M. Boudenot sénateur et président du conseil d'administration de Carvin a reçu sa première

1. Commission des mines, P. V., 1905, R. é., t. I, p. 164.

2. Commission des mines, P. V., 1905, R. é., t. I, pp. 204 et 205.

application en 1900. Les années précédentes les actionnaires n'avaient eu aucun dividende.

25 cinquièmes d'action ont été distribués à des ouvriers ou employés en 1900, 45 en 1901, 37 en 1902.

Le règlement des conditions de participation est ainsi conçu pour les ouvriers :

Ouvriers. — Pour participer à la distribution, une durée de service d'au moins quinze ans est nécessaire.

La liste des ouvriers remplissant cette condition est dressée par le directeur, elle est établie dans l'ordre qui résulte du nombre de points qu'il y a lieu d'attribuer à chacun de ces ouvriers en appliquant les règles suivantes :

1^o Chaque année de service donne droit à deux points ;

2^o Chaque enfant ou gendre travaillant à la compagnie depuis un an au moins donne droit à dix points ;

3^o La capacité professionnelle entrera en ligne de compte pour un nombre de points variant de un à dix ;

4^o Les actes de courage, sauvetage, etc., entreront en ligne de compte pour un nombre de points variant de un à quinze ;

5^o L'exactitude au travail entrera en ligne de compte pour un nombre de points variant de un à quinze.

Les cinquièmes d'action seront attribués aux

ouvriers qui se trouveront occuper les premiers rangs sur la liste ainsi dressée et ce jusqu'à concurrence du nombre de cinquièmes distribués chaque année.

Majoration de pension pour longs services. — Nous avons déjà vu que les compagnies d'Anzin, Aniche, Azincourt, Douchy, Escarpelle, Flines-les-Raches, Vicoigne et les mines du Pas-de-Calais avaient pris l'engagement d'augmenter les pensions des ouvriers retraités ayant 30 ans de services et ayant atteint l'âge de 55 ans, et nous ne reviendrons pas sur cette question.

De plus certaines compagnies font une majoration spéciale de pensions à leurs anciens ouvriers. La compagnie d'Anzin, par exemple, outre sa participation légale à leur pension viagère, se réserve d'accorder à ceux de ses ouvriers du fond qui restent à son service jusqu'à 55 ans au moins, un supplément de 3 francs par année de services comptée à partir de l'époque où ils remplissent la double condition d'avoir au moins 35 ans d'âge et 10 ans de services ininterrompus. Cette majoration pour longs services est doublée en faveur des ouvriers mariés et vivant avec leur femme.

Journées d'ancienneté. — La compagnie de Douchy accorde à ses ouvriers du fond et assimilés, au bout de 24 ans de services consécutifs, sous le nom de journée d'ancienneté une prime de 3 fr. 50 par quinzaine (1).

1. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, p. 164.

Primes. — Nous avons vu à propos du salaire que les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais accordaient comme primes à leurs ouvriers un certain tant o/o sur les salaires, tant o/o qui fut fixé par diverses conventions entre les patrons et les ouvriers, sans doute nous ne pouvons prétendre que ce soit là une libéralité de la part des compagnies, mais nous les rappelons dans ce chapitre parce que jusqu'à un certain point, comme le fait remarquer la compagnie de Bruay (1), ces primes qui sont fonction de la prospérité de l'industrie, doivent être considérées comme constituant une participation aux bénéfices.

SECTION VI

SECOURS ET ALLOCATIONS DIVERS

Secours au moment de la première communion. — Certaines compagnies, au moment de la première communion, allouent une somme d'argent à chaque fils de mineur admis à la première communion pour aider les parents à acheter les vêtements nécessaires.

Premier vêtement de travail. — Presque toutes les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais accordent gratuitement aux enfants admis à travailler au fond leur premier vêtement de travail.

1. Commission des mines, P. V., 1903, R. é., t. I, p. 365.

Secours aux enfants débiles. — Un secours mensuel est donné dans certaines compagnies aux enfants reconnus impropres au travail du fond pour les aider à apprendre un état. A Anzin 15 francs par mois pendant 2 ans.

Gratifications à l'occasion de la Sainte-Barbe. — Un grand nombre de compagnies du Nord et du Pas-de-Calais donnent des gratifications à leurs ouvriers à l'occasion de la Sainte-Barbe.

La compagnie d'Anzin a distribué en 1899 à cette occasion à ses ouvriers 11.198 francs.

Subventions aux sociétés de secours mutuels. — Outre la subvention que les compagnies doivent obligatoirement donner aux sociétés de secours, et qui s'est élevée à près d'un million pour les diverses compagnies du Pas-de-Calais en 1903, certaines compagnies attribuent encore gracieusement certaines sommes aux diverses compagnies de secours mutuels. La compagnie d'Anzin par exemple répartit entre les sociétés de secours mutuels une somme égale au dividende d'un demi-denier, près de 11.000 francs en 1903.

Coopératives. — Les diverses compagnies ont encouragé ou encouragent la création des diverses sociétés destinées à assurer à leurs ouvriers des avantages matériels ou à les attacher à la région qu'ils habitent par les liens de l'association.

La compagnie de Courrières a fourni le local nécessaire à son commerce, à la coopérative fondée à Billy-Montigny par ses employés et ouvriers.

Ce fut sous l'impulsion et avec l'aide de M. Casimir Périér père, qui était alors l'un des associés régisseurs de la compagnie des mines d'Anzin, que se fonda en 1865 la société coopérative des mineurs d'Anzin.

Mais nous devons remarquer que dans la plupart des compagnies il se produit une scission presque complète entre les coopératives et les compagnies.

Sociétés de tir, musiques, orphéons. — Ces diverses sociétés, dont une grande partie a été créée par les diverses compagnies, reçoivent presque toutes des subventions des compagnies.

C'est ainsi que parmi les principales sociétés que la compagnie de Douchy subventionne, nous relevons : une société philharmonique, une société chorale, six sociétés d'archers, neuf sociétés d'arbalétriers, deux sociétés de carabiniers, une société de gymnastique, une société colombophile, une société de jeu de balle, etc., qui sont composées en grande partie d'ouvriers mineurs.

CHAPITRE III

Les institutions ouvrières

SECTION I

LES SYNDICATS D'OUVRIERS DANS LES MINES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Il nous a été assez difficile de trouver des renseignements impartiaux sur les syndicats d'ouvriers mineurs.

Les syndicats ne donnent pas volontiers de renseignements sur leur fonctionnement.

Les renseignements officiels publiés par la direction du travail au ministère du commerce, ne sont pas suffisants, et parfois même sont inexacts, ils sont communiqués en effet par les intéressés, et aucun moyen de contrôle ne peut exister.

M. Lamendin le déclare lui-même au sujet du nombre de membres des syndicats et du nombre de cotisations payées (1). Nous ne parlons que pour

1. *Congrès national des mineurs de France tenu à Douai*, brochure imprimée par ordre du Congrès, page 4.

mémoire des divers articles de journaux écrits sur la question et qui pour la plupart sont d'une partialité évidente.

Cependant, avec l'aide des renseignements publiés par les syndicats eux-mêmes, tels que les comptes rendus de leurs divers congrès, et la revue *L'ouvrier mineur*, grâce aux publications officielles ou non qui ont été faites sur ce sujet, grâce surtout à des ouvrages dans lesquels l'auteur fait intervenir spécialement les syndicats du Nord et du Pas-de-Calais, tels que les ouvrages de M. Lozé ;

Grâce aux renseignements que nous avons pu trouver dans l'enquête parlementaire de 1902-1903, et aux renseignements oraux que nous avons pu recueillir dans la région, au cours de l'enquête personnelle à laquelle nous nous sommes livrés, grâce à l'obligeance du syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, qui a bien voulu nous donner les renseignements le concernant et nous mettre en rapport avec d'anciens présidents de section des autres syndicats, nous avons pu sinon être initiés complètement à la marche des divers syndicats, du moins recueillir des renseignements précieux, et en les coordonnant, nous croyons pouvoir étudier d'une façon impartiale la question des syndicats de mineurs dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais.

Indiquons d'abord quels sont ces syndicats :

Les deux syndicats les plus anciens sont :

Celui des ouvriers mineurs du Pas-de-Calais.

Celui des ouvriers mineurs du Nord.

Puis bien plus récemment se créa le syndicat des mineurs d'Auzin.

Ces syndicats sont communément appelés syndicats rouges, d'abord à cause des opinions qu'ils affichent et ensuite pour les distinguer d'autres syndicats plus récents, tels que le syndicat Sainte-Barbe, qui est un syndicat jaune et le syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais qui d'après l'expression de son président n'est ni jaune ni rouge mais purement professionnel et mutualiste.

Nous n'examinerons pas dans cet ouvrage les différences qui existent entre les syndicats rouges et les syndicats jaunes, nous renvoyons notre lecteur que cette étude intéresserait à l'ouvrage récent de M. Maurice Gros : *Etude du mouvement syndical ouvrier en France*.

Nous ne parlerons même pas du syndicat Sainte-Barbe, disons seulement que ce syndicat qui a paraît-il, compté jusqu'à 6.000 membres, est rentré dans l'ombre après une courte apparition, son organisation est restée complète mais ses sections sont pour la plupart réduite à leur état-major, près de cinq cents membres sont encore groupés dans des caisses de chômage, mais ne s'occupent plus des questions professionnelles.

Nous nous proposons d'étudier les autres syndicats, et pour faciliter cette étude nous les diviserons, comme ils se divisent eux-mêmes d'ailleurs, en deux groupes bien distincts.

Dans le premier se rangent les trois syndicats les

plus anciens et dans le second, le seul syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

I. — Syndicats faisant partie du comité régional des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais

En étudiant le mouvement syndical dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, nous nous apercevons que, si les premiers syndicats ont été constitués pour défendre les intérêts professionnels de l'ouvrier, que, si au début de leur existence, ils ne se sont pas laissés entraîner par des préoccupations politiques, et qu'en 1891 ils refusèrent pendant la grève le concours des personnalités du parti socialiste, ils ne se maintinrent pas toujours dans les limites des questions professionnelles, se transformèrent souvent en instruments d'action électorale, et même parfois en armes de combat pour monter à l'assaut des pouvoirs publics.

Les conséquences de cette faute sont retombées non sur ses instigateurs, mais sur les syndicats eux-mêmes et par suite sur les ouvriers (1).

Transformer un syndicat chargé de défendre les intérêts du travail en moyen d'action politique, dit M. Lozé, c'est dans l'état de nos institutions réclamer d'un organe ce qu'il ne peut produire, en ruiner

1. Lozé. *Conciliation et arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais*, 1889-1898, p. 12.

l'élasticité, le fausser, le dénaturer, y introduire un élément dissolvant, une cause de destruction.

Il ne faut pas toutefois s'étonner si les syndicats affectent ces allures et s'ils abandonnent volontiers le terrain professionnel. Des faits, remontant souvent à leur naissance, en sont l'explication. Sans insister sur les circonstances cependant très curieuses, constatées autour du berceau de certains syndicats, où apparaît la baguette d'une fée malfaisante et inexorable, la politique, il faut reconnaître que les questions politiques et les questions syndicales ont une certaine corrélation.

De nombreux points de contact facilitent le passage des unes aux autres, sans transition très apparente. Cette fée et la nature des choses suscitent ainsi aux ouvriers de sérieuses difficultés. Souvent ils ne savent ni les éviter, ni les résoudre. Elles exigeraient de la part de ceux qui interviennent de bonne foi et sans arrière-pensée dans les questions sociales, un grand tact, beaucoup de clairvoyance et de prudence et une perception très nette des limites de l'action syndicale.

Les déviations, on pourrait dire les corruptions, des syndicats professionnels sont, en réalité, fréquemment moins le fait des ouvriers que celui de gens sans vergogne, entrepreneurs de politiques d'une limpidité douteuse, et de leurs entremetteurs.

Ces parasites du corps électoral jettent volontiers leur dévolu sur les centres ouvriers. Le choix des moyens leur importe peu.

La principale faute des ouvriers est un excès de confiance mal placée (1).

Nous voyons qu'en 1893 lors de la grève dite « des Lieutenants » (2) le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais fut à l'appel de M. Basly, président du syndicat du Pas de-Calais, envahi par des orateurs du parti socialiste, qui vinrent y faire la propagande des doctrines socialistes.

Vingt-trois députés parmi lesquels on remarquait MM. Jaurès et Millerand, des publicistes, des rédacteurs de journaux (3) presque tous incompetents sur les questions du travail de la mine, vinrent encourager les mineurs à la résistance.

M. Basly a pu déclarer depuis qu'il n'était pas socialiste, il a pu retrouver son chemin de Damas sur la route d'Henin-Liétard, il n'en restera pas moins avéré que, durant la grève de 1893 comme plus tard après le Congrès national des mineurs, tenu à Lens en 1893, il a organisé une propagande des doctrines collectivistes, au milieu d'une population impressionnable, mais étrangère à de telles conceptions et qui, finale-

1. Lozé. *Conciliation et arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais*, 1889-1898, pp. 12 et 13.

2. L'on a prétendu que cette grève avait été fomentée par des personnalités secondaires, désireuses de suivre la carrière ouverte par leurs chefs de file et de s'assurer des situations électives, encouragées qu'elles étaient par les succès récents de MM. Basly et Lamendin aux élections du Corps législatif.

3. Voir les noms de ces orateurs dans le livre de M. Lozé. *Conciliation et arbitrage...*, p. 25.

ment ne demande qu'à vivre honorablement de son travail (1).

Des revendications formulées au nom des ouvriers (2) aucune n'aboutit, les syndicats sortirent de cette grève amoindris, compromis, leur existence fut même menacée.

Il est certain que le résultat cherché dans cette grève n'était pas un résultat d'ordre professionnel.

Les syndicats demandaient une augmentation de 10 0/0 sur les salaires, la fixation à 5 fr. 50 du minimum de la journée, plus la prime de 20 0/0 accordée antérieurement et formulaient en plus un certain nombre de revendications que nous retrouvons dans toutes les grèves (3).

Il était évident et les chefs des syndicats eux-mêmes n'étaient pas sans le savoir, que ces revendications et en particulier celle demandant une nouvelle augmentation de salaire ne seraient pas suivies d'effets. Nous pouvons voir en effet que le prix du charbon ayant baissé, les compagnies donnaient déjà 54 0/0 du prix de vente du charbon en salaire et nous pouvons voir dans les rapports sur la situation des mines et usines en 1902, une note de M. Kuss, disant

1. M. Lozé. *Conciliation et arbitrage*, page 26.

2. L'on a prétendu que ces revendications n'étaient qu'un trompe-l'œil pour leurrer les ouvriers et les pousser à la révolution sociale.

3. Voir la brochure : *La vérité sur la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais en 1893*. M. Lespilette, du *Réveil du Nord*

que pour l'année 1894 les bénéfices des exploitants, sur l'exploitation proprement dite des mines s'élevaient à peine à 0,15 c. la tonne alors qu'à certaines autres années ils montaient jusqu'à 2 francs.

Cette demande d'augmentation de salaire ne pouvait donc aboutir. Le résultat cherché dans cette grève n'était pas un résultat d'ordre professionnel et nous constatons dès cette époque d'une façon évidente la mainmise de la politique sur les syndicats.

M. Basly déjà funeste au syndicat du Nord, compromettait gravement les efforts tentés pour relever ce syndicat et l'œuvre alors encore prospère du syndicat du Pas-de-Calais (1).

Depuis ce temps les syndicats n'ont pas cessé de s'occuper des questions politiques : donnant des subventions à des journaux socialistes, votant dans leurs congrès la création d'un groupe parlementaire minier, forçant leurs syndiqués à voter pour les candidats qu'ils préconisaient. Quelquefois ils se défendent de faire de la politique, ils inscrivent dans leurs statuts cette défense, ou bien ils disent : ce n'est pas comme chefs du syndicat que nous faisons de la politique à nos syndiqués, c'est comme citoyens à des citoyens libres, mais parfois la vérité l'emporte, et nous trouvons dans les documents officiels de l'enquête parlementaire de 1902-1903 des aveux bien curieux sur ce point. C'est ainsi que nous trouvons dans les procès-

1. Lozé. *Conciliation et arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais*, 1889-1898, p. 26.

verbaux de la Commission des mines (Chambre des députés, session de 1903, n° 878**) dans le tome II des réponses écrites page 49, les considérations générales qui terminent le premier rapport que le syndicat des mineurs du bassin d'Anzin a remis à la Commission des mines.

Dans ces considérations nous trouvons la phrase suivante :

Nous pouvons affirmer que si les trois candidats des compagnies et de la réaction, sont demeurés sur le carreau aux ÉLECTIONS LÉGISLATIVES dernières, c'est au SYNDICAT qu'ils le doivent, et c'est surtout à cette date que notre organisation s'est attiré toute la haine du monde du capital et des conspirateurs.

Nous formons le vœu que la Commission d'enquête contrôle minutieusement tous ces renseignements, de façon à pouvoir mettre un frein à la fureur de ceux qui ont juré d'égorger la République (1) ; car ce qu'ils veulent, c'est nous pousser à une révolution sanglante et nous craignons qu'ils y parviennent si les représentants du peuple ne les démasquent dans leurs desseins criminels.

Fait à Denain, le 14 décembre 1902.

Pour le syndicat des mineurs du bassin d'Anzin,

Le bureau :

BEXANT,

LEFÈVRE.

1. Notons que M. Casimir-Perier, ancien Président de la République est président du Conseil de régie de la compagnie d'Anzin.

Lorsqu'un syndicat termine son rapport à une commission nommée pour examiner la situation de l'ouvrier par de semblables déclarations, nous croyons ne pouvoir pas être accusé d'exagération en disant que les préoccupations politiques le font souvent sortir de son rôle professionnel et que ce syndicat, comme nous l'avons vu tout à l'heure pour ses aînés, sacrifiait parfois l'intérêt professionnel de ses adhérents pour des préoccupations politiques.

D'ailleurs dans les réponses orales que les membres de ce syndicat ont faites à cette même commission, nous retrouvons trace de ces aveux.

M. Defferrez : Les compagnies ne nous pardonneront jamais d'avoir ÉLU TROIS DÉPUTÉS républicains. Et il ajoute : De là la constitution du syndicat Jaune (1).

Il est d'ailleurs superflu d'insister sur ce point, car ce n'est plus une chose contestée que les syndicats d'ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, s'occupent beaucoup des questions politiques.

Ces syndicats sont d'ailleurs dirigés par des personnes qui depuis longtemps ne sont plus ouvriers mineurs, qui exercent une autre profession et qui pour la plupart sont munies d'une fonction élective ou en briguent une. C'est ainsi que si nous voulons examiner le bureau du syndicat du Nord, nous trouvons :

Le président, Léon Gahide, marchand de journaux ;

1. Commission des mines, 878. Réponses orales, page 25.

Le trésorier, Constant Bertiaux, garçon brasseur;

Le secrétaire général, Charles Goniaux, cabaretier,
et candidat à la députation.

Il nous a paru intéressant aussi de rechercher quel pouvait être le nombre des membres de ces divers syndicats. Et ici il importe de faire une distinction. Si l'on veut compter, comme membres des syndicats, tous les ouvriers qui ont été inscrits sur les listes du syndicat depuis sa formation, sans s'inquiéter de ceux qui paient ou non leur cotisation mensuelle, nous arriverons à un nombre considérable et qui ne signifiera pas grand chose. Nous croyons que le chiffre vraiment intéressant à consulter est celui des adhérents qui paient leur cotisation.

Or, d'après la revue mensuelle : *L'ouvrier mineur*, organe de la Fédération nationale des mineurs de France, nous pouvons donner les chiffres suivants :

Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais . . .	1.600
— du Nord	700
— d'Anzin	650

En effet si nous voulons examiner la situation fédérale exercice 1904-1905, publiée dans cette revue page 222, nous voyons qu'au cours de l'exercice il a été versé par les organisations ci-après :

Nord	8.371 cotisations :	393 95
Pas-de-Calais	18.813 —	771 55
Anzin	7.372 —	324 95

parmi lesquelles figurent encore des cotisations à 0 fr. 02 cent.

De plus si nous voulons nous reporter à l'article 4

des statuts de la Fédération nationale des mineurs de France et relaté à la page 35 de la brochure : *Le Congrès national des mineurs de France* tenu à Carmaux, publiée à 700 exemplaires par décision du congrès lui-même, nous voyons que pour faire partie de la Fédération nationale, les syndicats doivent satisfaire aux conditions de la loi du 21 mars 1884 et verser une cotisation de 0,02 par mois et par membre.

La cotisation est payable mensuellement, elle peut être augmentée ou diminuée suivant les besoins de la Fédération (1).

Et dans la même brochure page 38, article 12 du règlement intérieur de la Fédération nationale, nous voyons que, au congrès, sur toutes les questions administratives et financières, pour celles à soumettre au Parlement ou ailleurs, les votes sont émis au prorata des cotisations versées au cours de l'exercice écoulé :

100 cotisations donnent droit à une voix ;

300 à deux voix ;

500 à trois voix et une voix en plus pour chaque 200 cotisations ou fractions de deux cents cotisations versées.

Les syndicats ont donc tout intérêt à verser régulièrement les cotisations de leurs membres, et nous

1. La cotisation a été élevée à 0,05 centimes par membre et par mois à partir du 1^{er} juin 1904, à la suite d'un vol commis au bureau de la Fédération, d'un chèque de 6.000 francs et de 350 francs en numéraire (*Congrès national des mineurs de France tenu à Douai en 1904*, brochure imprimée par ordre du Congrès, page 35).

voyons que dans une discussion survenue au point de vue du changement de la façon de voter, relatée dans la brochure intitulée : *Le Congrès national des mineurs de France*, tenu à Douai et imprimé par ordre du congrès (page 4) : « Lamendin expose que la fédération n'a aucun moyen de contrôle sur les syndicats, et qu'il pourrait arriver que certains versent des cotisations qui n'ont pas été perçues dans un but facile à comprendre » tandis que la solution contraire n'est soulevée par personne.

De ces divers documents il nous semble donc, qu'il faut diviser par 12 le nombre des cotisations versées par les différents syndicats à la caisse de la Fédération nationale, pour trouver le nombre des membres du syndicat.

Ce qui nous donne donc :

Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais .	1.600 m.
Syndicat des mineurs du Nord . . .	700 m.
Syndicat des mineurs d'Anzin. . . .	650 m.

But des syndicats

Ces syndicats se proposent comme but, voyons-nous dans leurs statuts :

D'établir des rapports constants entre les ouvriers de la même profession, leur apprendre à se connaître, à se préparer à la pratique de la solidarité morale et intellectuelle ;

D'étudier les moyens de constituer une assurance mutuelle contre les conflits et les abus ;

De traiter les questions du salaire, l'expertise du travail et les désaccords qui peuvent exister entre patrons et ouvriers.

Leurs statuts comprennent aussi l'interdiction, dans le cours des réunions, des discours politiques et religieux, et de toute espèce de jeux.

Lorsqu'un différend s'élève entre un patron et un syndiqué, sur une question de salaire, de travail ou d'accident, la chambre syndicale prend en main la cause du sociétaire qui doit lui remettre tous ses pouvoirs et si l'affaire doit être portée au tribunal la caisse supporte le procès si les fonds le permettent.

Les syndicats essayent d'établir des tribunaux d'arbitrage qui statueraient sur les différends.

Enfin ils organisent la résistance ouvrière en cas de grève.

Les syndicats du Nord et du Pas-de-Calais sont groupés en fédération régionale. Et les différentes fédérations régionales, en fédération nationale, dont nous pouvons trouver le but indiqué dans l'article 3 des statuts, page 34, Brochure du congrès de Carmaux.

Il est certain que si cette organisation qui fut très puissante en 1893 et en 1902 s'occupait uniquement des intérêts professionnels de la corporation des mineurs, elle serait appelée à leur rendre d'incontestables services. Elle soutiendrait l'ouvrier dans ses revendications légitimes, elle pourrait améliorer d'une façon très sensible sa situation. Déjà les syndicats ont rendu des services, ils ne sont pas étrangers aux résul-

tats obtenus pour les caisses de secours et de retraites.

Ils ont provoqué des augmentations de salaire, ils ont attiré l'attention des ingénieurs et des directeurs des compagnies sur certains agissements de subalternes qui interprétaient mal les ordres reçus, ou sur des modifications à établir dans les conditions de travail ou dans le contrôle des salaires. Ils ont en outre, fait des tentatives parfois couronnées de succès, dans la voie de la conciliation et de l'arbitrage, tentatives que nous étudierons dans une section suivante. Ils ont groupé les ouvriers, leur ont montré qu'ils étaient une force.

Mais malheureusement, comme nous l'avons déjà vu, cette force a parfois été maladroitement employée, et de plus les syndicats ont parfois abusé de leur puissance pour porter atteinte à la liberté du travail des non syndiqués.

De plus, ces syndicats se laissent entraîner à s'occuper de politique. Et nous allons même jusqu'à dire qu'ils y sont presque forcés. En effet, l'ouvrier mineur qui est relativement heureux, qui possède un salaire élevé pour un temps de travail relativement court, à qui les compagnies accordent des avantages nombreux, et qui se trouve garanti contre les risques de la maladie, des accidents et de la vieillesse, ne comprendrait pas l'œuvre des syndicats si ceux-ci se contentaient de réclamations purement professionnelles. Les syndicats sont donc forcés, dans le milieu minier du Nord et du Pas-de-Calais, pour arriver à conserver

leurs membres et à en recruter de nouveaux, de s'occuper et d'entretenir les ouvriers d'autres choses. Nous avons vu que les anciens syndicats qui au début s'étaient occupés surtout de questions professionnelles s'étaient bientôt égarés dans des luttes et des revendications politiques et nous avons montré les inconvénients qui en sont résultés.

Mais depuis quelque temps, nous voyons se dessiner une nouvelle orientation, un nouveau syndicat s'est créé, pour s'occuper des questions professionnelles et de mutualité, nous allons l'étudier, mais disons de suite que les autres syndicats ont eux aussi essayé d'entrer dans cette voie. Nous voyons qu'en 1904 le syndicat des ouvriers mineurs du Nord créait une caisse de chômage et élevait la cotisation mensuelle de ses membres de 0,50 à 1 franc.

Le fonctionnement de cette caisse est très simple.

Chaque syndiqué reçoit un livret portant son nom, prénom, domicile et lieu où il est occupé, son numéro d'ordre. Il y figurera en plus douze colonnes qui sont les douze mois de l'année (1), qui seront remplies à l'aide d'un cachet apposé par le délégué, à chaque versement qu'il fera (art. 16).

La part sociale du syndiqué représentera autant de fois 0,50 cent. qu'il y aura de timbres apposés sur son propre livret (art. 23).

Les secours distribués en cas de chômage prolongé ou de conflit à chaque syndiqué, seront proportion-

1. Nous reproduisons textuellement.

nels aux nombres de timbres apposés sur le livret (art. 28).

Au Congrès de Gardanne (mai 1905), les syndiqués du Nord déclaraient au congrès, que cette caisse de chômage donnait d'excellents résultats, et que le nombre des adhérents du syndicat augmentait pour cette raison.

Le syndicat du Pas-de-Calais qui n'a de caisse de chômage que dans une seule de ses sections, regrettait de ne pouvoir en constituer partout et espérait pouvoir le faire bientôt.

Le syndicat d'Anzin, regrettait qu'il lui soit impossible pour le moment d'augmenter la cotisation de ses membres.

Nous croyons que lorsque les syndicats se cantonneront dans les questions professionnelles auxquelles ils pourront adjoindre les questions mutualistes et ne s'égareront plus dans les questions électorales et politiques, ils arriveront alors à rendre de grands services aux ouvriers. Et dans cet ordre d'idées, nous voulons indiquer ce qui vient d'être tenté dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, et nous allons étudier l'œuvre professionnelle et mutualiste du syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, œuvre trop récente encore pour que nous puissions en tirer des conclusions certaines, mais qui jusqu'à ce jour a donné d'excellents résultats, et qui croyons-nous, continuera dans cette voie.

II. — Syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais

Ce syndicat qui contient nous a dit son président près de 5.000 membres est exclusivement professionnel et mutualiste. Il n'est ni jaune, ni rouge, ne considère aucune personne comme son ennemi, ne s'occupe aucunement de politique et compte parmi ses membres honoraires, des marguilliers, des francs-maçons, des membres de la libre-pensée et de gros propriétaires. Il compte parmi ses présidents de sections 28 ouvriers qui étaient en 1902 présidents de sections de syndicats rouges.

Les ouvriers mineurs qui le dirigent veulent au point de vue professionnel :

Améliorer la situation des ouvriers ;

Augmenter leur salaire ;

Faire aboutir leurs revendications ;

tout en respectant les droits des patrons.

Ils veulent, que lorsque survient un conflit, les conditions de travail et de paiement soient suspendues, mais non pas le travail ;

Que les ouvriers continuent à travailler, pendant que l'on nomme une délégation composée de patrons et d'ouvriers.

Ils voudraient, eux aussi, des comités permanents de conciliation, et vont envoyer (décembre 1905) aux

administrateurs et directeurs des différentes compagnies un exposé des motifs qui leur font désirer la constitution de ces comités (1).

Au point de vue mutualiste ils veulent améliorer le sort de l'ouvrier par des œuvres de mutualité.

Ils ont déjà fondé une caisse de chômage qui a 7.000 francs en caisse, et qui distribue aux ouvriers malades ou blessés des allocations journalières de 0,50 à 1 franc.

Ils ont fondé une société à laquelle certaines compagnies avancent des fonds moyennant un intérêt de 3 o/o, et qui construit des maisons dont, moyennant un loyer de 12 à 20 francs par mois, elles rendent l'ouvrier propriétaire.

15 maisons ont déjà été livrées aux ouvriers qui en sont enchantés.

Ils ont fondé six sociétés de jardins ouvriers qui grâce à l'aide de membres honoraires, sont déjà arrivées à louer 150 jardins à des ouvriers, moyennant le prix modique de deux sous par mois pour deux ares de terrain.

Ils ont un bureau de renseignement, un secrétariat du peuple qui s'occupe des affaires des membres du syndicat, ce bureau s'occupe par mois de 80 à 100 affaires de tous genres : placement d'enfants, secours à des veuves, affaires de famille, justice de paix, etc.

Ils ont fondé 43 cercles d'étude qui ont des réunions mensuelles presque régulières.

1. La constitution de ces comités a déjà été demandée par le syndicat des mineurs du Nord. Voir section suivante.

Ils ont des conférenciers populaires qui répandent parmi les ouvriers dans des réunions fréquentes, les idées mutualistes et qui se refusent à discuter sur les questions politiques et religieuses.

Des caisses de prêt gratuit fonctionnent dans diverses sections. Nous verrons dans la section suivante comment une de ces caisses sert à faciliter les achats en commun. D'autres caisses font aux ouvriers pour des causes dont on reconnaît la nécessité, des avances d'argent ne dépassant pas 100 francs et remboursables moyennant une somme de 0,50 centimes par quinzaine.

Ils ont récemment (déc. 1905) mis à l'étude le projet d'une assurance mutuelle contre l'incendie, et d'une dot syndicale. D'après les projets qui ont été discutés dans une réunion à laquelle nous avons pu assister, il s'agissait de donner à chaque enfant de syndiqué qui se marierait un petit mobilier nécessaire à son installation pour éviter que le jeune ménage ne s'endette dès les premiers jours.

Les statuts d'une caisse de décès ont été votés à cette même réunion. Les ouvriers constatant que les femmes et les enfants de certains de leurs camarades, se trouvaient dans un état voisin de la misère par la suite de la mort du chef de famille, et constatant l'insuffisance du procédé des quêtes effectuées, lors de la mort d'un camarade, parmi les autres ouvriers, pour venir en aide à sa femme et à ses enfants, décidaient de verser chacun une somme de 0 fr. 50 centimes, et de donner la somme totale recueillie à la veuve de

celui d'entre eux qui mourrait le premier. A ce moment on reverserait une nouvelle somme de 0 fr. 50 et ainsi de suite.

Les ouvriers ont de plus décidé d'accepter des membres honoraires. L'argent provenant de leurs cotisations et des intérêts des sommes qui seraient dans la caisse, formerait une réserve qui servirait dans le cas où plusieurs ouvriers viendraient à mourir en même temps. Certains points de détails doivent être définitivement fixés dans l'assemblée générale de fin janvier 1906.

Les syndiqués se proposent aussi de faire, sur une grande échelle, des achats en commun portant sur des objets de première nécessité. Il ont l'intention pour cela de s'adresser à des syndicats de producteurs et arriveraient de cette façon, nous disaient-ils, à des économies considérables.

Ils ont déjà fait un premier essai, dont les résultats ne sont malheureusement pas encore connus, pour l'achat de pommes de terre. Ces achats en commun se pratiquent déjà, comme nous le verrons dans la section suivante, mais dans de petits groupes d'ouvriers.

Tel est, d'après le résultat de nos recherches, le mouvement syndical dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Nous croyons pouvoir le résumer de la façon suivante

Les syndicats furent d'abord purement professionnels, mais bientôt ils cédèrent aux instigations du groupe socialiste, et s'occupèrent de politique, ils devinrent alors des syndicats de combat, des syndi-

cats politiques. Cet essai est loin de leur avoir réussi.

Nous croyons, que maintenant, suivant l'exemple du plus jeune d'entre eux, et voyant ses succès, ils vont se lancer dans les œuvres de mutualité. Nous ne croyons pas en effet qu'il soit possible, de créer et de maintenir dans la région houillère du Nord et du Pas-de-Calais un syndicat purement professionnel.

Et nous croyons que les syndicats, qui se montreront réfractaires au mouvement mutualiste sont appelés à disparaître à brève échéance.

De la conciliation et de l'arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais

Nous ne pouvons étudier dans les détails les différentes tentatives de conciliation et d'arbitrage que nous pourrions rencontrer dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais.

M. Lozé dans son ouvrage intitulé : *Conciliation et arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais* en fait l'historique jusqu'en 1898, et les diverses publications du ministère du Commerce le continuent d'une façon presque complète.

Nous ne pouvons cependant passer sur ce point important sans dire que certaines de ces tentatives ont été couronnées de succès ;

Que les conventions dites d'Arras, intervenues entre les délégués des ouvriers et les délégués des compagnies ont fait faire un grand pas à ce mouvement ;

Que diverses sentences arbitrales ont été rendues et

que si les ouvriers ne les ont pas acceptées de suite comme par exemple en 1902, ils se sont finalement inclinés devant elles ;

Que si les compagnies houillères ont jusqu'ici (avec sagesse croyons-nous) refusé la constitution de comités permanents de conciliation et d'arbitrage, elles ne sont pas, pour la plupart du moins, opposées au principe lui-même, mais craignent que dans l'état actuel où se trouvent les syndicats, cette institution soit inutile ou même dangereuse en temps ordinaire, et inefficace en cas de grève.

Nous croyons, que grâce aux nouvelles tendances, nettement affichées par le syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais et qui semblent imprégner les anciens syndicats, que grâce à l'instruction croissante des ouvriers, et aux déceptions parfois cruelles qu'ils ont éprouvées, en s'engageant sans réflexion dans des grèves injustes, mal conçues et mal dirigées ; que grâce peut-être à une législation plus efficace que celle de 1892, les compagnies pourront bientôt sans trop de danger accepter ces institutions.

Les syndicats qui déjà en 1893 avaient fait un essai infructueux auprès des compagnies, remettent cette question à l'ordre du jour dans leurs derniers congrès.

Le syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais vient pour sa part d'essayer une tentative auprès des diverses compagnies. Nous ne croyons pas qu'il puisse déjà réussir, mais lorsqu'il sera devenu plus puissant, lorsqu'il aura recueilli l'adhésion de la

majorité des ouvriers mineurs de la région, ce qui ne peut manquer d'arriver s'il continue dans la voie dans laquelle il s'est engagé, il pourrait pensons-nous recommencer sa tentative avec chances de réussite.

Mais nous devons constater qu'actuellement il n'existe pas de comités permanents de conciliation et d'arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais.

Les ouvriers et même certains chefs des syndicats, sont reçus chez les ingénieurs et les directeurs des compagnies. Ils peuvent faire leurs réclamations, exprimer leurs desiderata.

Parfois même des délégués des ouvriers se rencontrent avec des délégués des patrons, comme cela s'est produit pour les diverses conventions d'Arras, mais la permanence n'existe pas et, répétons-le, nous croyons que c'est un bien dans l'état actuel des choses

SECTION II

LES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION, ET LES ACHATS EN COMMUN (1)

Nul n'ignore que le prix de vente au détail est plus élevé que le prix de vente en gros.

1. Nous tenons à faire remarquer que dans cette étude, où nous envisageons spécialement les conditions d'existence de l'ouvrier, nous examinerons cette question, non pas sur toutes

Les ouvriers mineurs, et quelquefois même les compagnies houillères, partant de ce principe, ont trouvé qu'il pouvait y avoir un avantage sensible pour l'ouvrier à effectuer ses achats en gros et non pas en détail.

L'ouvrier mineur seul ne pouvait acheter en gros. Il s'est donc entendu avec des camarades pour envoyer à un producteur une commande importante, de façon à obtenir pour lui-même, le bénéfice qu'aurait réalisé sur sa commande, le commerçant.

Ou encore, et en cela très souvent aidé par les compagnies, il a fondé une société coopérative de consommation qui devait acheter des marchandises en gros, pour les revendre au détail aux associés, soit à un meilleur compte, soit encore au prix ordinaire en remettant en ce cas, en une ou plusieurs fois à certaines dates fixes à ses acheteurs, à raison d'un tant pour cent de leurs achats, le bénéfice réalisé.

Nous devons, dans cet ordre d'idées, étudier :

- 1^o Les coopératives de consommation ;
- 2^o Les achats en commun.

I. — Les coopératives de consommation

L'aide que les compagnies ont apportée à leurs ouvriers pour ces institutions, s'est manifestée, soit à la ces phases et dans toutes ses conséquences, mais seulement au point de vue de l'intérêt de l'ouvrier mineur, nous ne nous préoccuperons donc pas des conséquences que pourrait produire cette institution si elle se généralisait,

création, soit même dans la gestion de ces coopératives.

Les compagnies ont en effet un intérêt à assurer à leurs ouvriers des avantages matériels, et à les attacher à la région qu'ils habitent par les liens de l'association. Cette aide des compagnies s'est traduite, soit par une aide matérielle, par exemple en fournissant aux coopératives les locaux nécessaires à l'exercice de leur commerce, comme l'a fait la compagnie de Courrières pour la coopérative de Billy-Montigny ; soit en provoquant même la création de ces coopératives comme l'a fait la compagnie d'Anzin, par l'entremise de M. Casimir Périer père, en 1865.

Nous croyons même que, pour qu'une coopérative de consommation puisse prendre une grande extension, il est nécessaire que des personnes qui ne soient pas des ouvriers mineurs, interviennent dans sa gestion, en laissant toutefois à une assemblée d'actionnaires composée de mineurs, le soin d'élire ces personnes, et d'approuver leur gestion.

Nous croyons intéressant d'indiquer brièvement le fonctionnement d'une de ces coopératives, et de montrer les avantages qu'elle donne aux ouvriers qui en font partie et nous ferons cette étude sur la coopérative des mineurs d'Anzin.

L'objet et le but de cette société sont d'acheter des marchandises et denrées de consommation, pour les livrer et céder aux associés, dans ses stores ou magasins, de manière à mettre autant qu'il se peut, par la suppression des intermédiaires, le consommateur en

rapport direct avec le producteur, Cette société ne vend qu'à ses associés (1) et elle leur vend ces marchandises à un taux se rapprochant le plus possible de celui du commerce de détail. Elle distribue à ses associés tous les 6 mois une partie du bénéfice réalisé à raison d'un certain pour cent de leurs achats.

D'après les statuts, les bénéfices devraient être répartis en cent parts égales, et répartis comme il suit :

70 parts à distribuer aux associés, au prorata des ventes et livraisons faites à chacun d'eux.

20 parts destinées à former un fonds de réserve.

10 parts attribuées à la commission de contrôle dont il sera parlé ci-après, pour être employées par elle, pour la plus grande partie et dans les proportions qu'elle déterminerait, à la rémunération du gérant et des employés de la société.

La mise à la réserve ayant en peu d'années, constitué un fonds de réserve jugé suffisant, a été suspendue en 1872, et les 20 parts qui y étaient affectées ont été ajoutées aux 70 parts attribuées aux sociétaires acheteurs. La société ne recrute ses membres que parmi les employés et les ouvriers de la compagnie des mines d'Anzin.

Elle est administrée par un gérant qui a seul la signature sociale, mais qui n'en peut faire usage que pour les affaires de la société.

1. Grâce à cela, elle a été sur sa réclamation affranchie de l'impôt de patente auquel elle avait d'abord été soumise.

Le gérant est nommé pour trois ans, par l'assemblée générale. Il est toujours révocable et rééligible.

Les opérations de la gérance sont surveillées par une commission de contrôle composée d'un président d'un vice-président, d'un secrétaire et de six autres membres. Cette commission est nommée par l'assemblée générale pour trois ans. Elle est renouvelée par tiers tous les ans. Ses membres sont toujours révocables et rééligibles.

L'assemblée générale se compose de tous les membres possédant au moins une action libérée, le vote a lieu par tête.

Les actionnaires peuvent se faire représenter à l'assemblée générale.

Le montant des actions est de 50 francs, qu'on peut libérer en versements partiels.

Des souscriptions à de nouvelles actions s'effectuent chaque année.

Résultats donnés par cette société :

Les débuts de la société furent modestes. Les associés fondateurs n'étaient qu'au nombre de 51, ils souscrivirent 80 actions représentant un capital de 2.150 francs.

Il n'y eut d'abord qu'un seul magasin de vente à Saint-Vaast-la-haut, qui n'était ouvert que quatre jours par semaine.

A la fin du premier semestre d'exercice (20 août 1865) le nombre des familles associées s'élevait à 135. Les actions souscrites représentaient un capital de 4.835 fr.

La vente avait été de 17.613 fr. 73, et les bénéfices

réalisés permettaient de distribuer aux sociétaires acheteurs un dividende de 7 1/2 0/0 du montant de leurs achats. Le développement de la société fut rapide et considérable.

En 1889, la société avait 15 magasins de vente en pleine activité, vendant pour plus de 2.300.000 francs de marchandises par an, à 3.118 familles et distribuant aux sociétaires acheteurs un dividende de 13 0/0 de leurs achats.

En 1903, la société avait 23 magasins de vente qui avaient vendu 5.259.213 fr. 75 de marchandises aux 7.000 sociétaires, avec un bénéfice qui permettait de laisser en fin d'année un dividende de 20 0/0 des achats effectués, et en plus un supplément de 18 francs par actionnaire.

191 actionnaires avaient fait des achats s'élevant à moins de 90 francs.

La moyenne des achats par actionnaire s'élevait à 751 fr. 51.

La moyenne des ménages qui s'approvisionnaient à la coopérative avait donc réalisé un bénéfice en fin d'année de plus de 150 francs, et notons qu'ils ne se fournissent à la coopérative que pour une partie de leurs consommations.

A Lens, dix coopératives sont installées. Elles se composent généralement de 100 membres, elles donnent à leurs adhérents de 15 à 20 0/0 des achats.

La compagnie met à leur disposition, moyennant un faible loyer, des locaux aménagés et situés au centre des agglomérations.

A Ferfay, il existe aussi une coopérative très florissante au capital de 37.500 francs, divisé en 1.500 actions de 25 francs. Cette société est très prospère.

Dans presque toutes les compagnies, il existe des coopératives plus ou moins prospères.

Certaines de ces coopératives, cependant, végètent et périssent même, on en a vu des exemples à Bruay, à Meurchin et à Douchy. Nous croyons que si ces sociétés végètent tandis que d'autres ont donné de si bons résultats, c'est surtout parce qu'elles se sont écartées de leur but, et qu'au lieu de se contenter d'être uniquement des sociétés de consommation, elles ont sacrifié une partie de leurs avantages dans un but politique (1).

Il est cependant évident qu'une coopérative aura plus ou moins de chances de réussite, d'après l'habileté de son gérant, et aussi d'après des circonstances locales : telles que l'existence dans la région de magasins déjà nombreux et bien fournis, et aussi suivant le groupement plus ou moins dense des habitations d'ouvriers mineurs. Car il faut bien le remarquer, la femme de l'ouvrier ne fera pas un long trajet pour s'approvisionner, même à meilleur compte, si elle peut trouver à proximité de chez elle des denrées de bonne qualité.

Une autre raison est encore l'hostilité (bien compréhensible d'ailleurs) des commerçants ; un grand nombre d'ouvriers mineurs ont des dettes chez leurs four-

1. Commission des mines, 878', p. 272.

nisseurs, lorsqu'ils les quittent pour aller à la coopérative, les fournisseurs les menacent de leur réclamer immédiatement leur dû et les empêchent ainsi de les quitter.

II. — Les achats en commun

Il existe encore un autre moyen pour l'ouvrier mineur de se procurer, au prix de la vente en gros, les marchandises, ou du moins certaines marchandises, nécessaires à sa subsistance. Ce moyen, c'est l'achat en commun.

Ce moyen est déjà mis en pratique, d'une façon heureuse, croyons-nous, dans plusieurs endroits et principalement à Billy-Montigny. Les ouvriers eux-mêmes nous ont expliqué son fonctionnement.

Je m'entends, nous disait l'un d'eux, avec un certain nombre de mes camarades, que je connais comme sérieux, et nous convenons d'acheter ensemble une denrée quelconque, c'est surtout sur le beurre et sur la bière que nos achats portent généralement, nous avons besoin par semaine de trois mottes de beurre, on nous les fait 35 sous à l'épicerie, et nous pouvons les avoir de cette façon pour 26 ou 27 sous, cela nous fait donc à chacun 24 sous d'économie par semaine. Mais ce n'est pas tout. Ces 24 sous, nous ne les prenons pas, c'est-à-dire nous payons le beurre comme s'il coûtait 35 sous, il se forme donc un fonds de réserve dont nous prêtons une partie au camarade qui, le jour de

la commande, n'a pas d'argent disponible, nous avons bien eu quelques déboires : des camarades ne nous ont pas rendu l'argent prêté, parce qu'ils se disaient qu'il n'appartenait à personne, mais à mesure que nous nous connaissons davantage, nous savons en qui nous pouvons avoir confiance et nous sommes persuadés que d'ici peu de temps notre fonds de réserve, notre petite caisse de crédit sera suffisante pour que nous empochions le bénéfice réalisé chaque semaine.

Le même jour, nous avons assisté, à Douai, à l'examen, par une cinquantaine d'ouvriers délégués par leurs camarades, d'échantillons de pommes de terre, et à la commande de 100.000 kilos de pommes de terre. Quel résultat cet essai donnera-t-il ? L'avenir le dira. En tout cas, s'il réussit et qu'il est propagé, il peut arriver à améliorer d'une façon sensible la condition de l'ouvrier mineur, surtout dans certaines régions.

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION

Condition de l'ouvrier mineur

En nous aidant des constatations que nous avons pu faire dans les deux premières parties de cet ouvrage, et des chiffres que nous avons cités, nous allons essayer de nous rendre compte de la condition de l'ouvrier dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Nous avons vu que la durée de son travail était moins longue que celle des autres ouvriers, mais ce travail est-il plus ou moins pénible que celui des autres ouvriers ? Cela dépend des différents facteurs que l'on veut examiner ; il est certain que le fait de travailler sous la terre le plus souvent couché, et la privation du soleil et de la lumière du jour pendant toute la durée du travail sont des conditions qui déplairaient à un grand nombre d'ouvriers. Cependant il faut convenir que chaque profession que chaque métier a des inconvénients, a des désagréments qui sont pour ainsi dire

inhérents au métier, auxquels l'ouvrier s'habitue, et qu'il finit par ne plus remarquer.

Il est certain que la première fois que l'on descend dans une mine l'on est saisi par une impression très désagréable et que c'est avec une grande satisfaction et un grand soulagement que l'on revoit le jour ; mais petit à petit cette impression désagréable disparaît et fait place à l'indifférence issue de l'habitude. Nous avons vu d'ailleurs que l'on n'éprouve plus dans les mines cette sensation de manque d'air et de chaleur étouffante que l'on éprouve dans certaines manufactures, et nous avons pu remarquer que la poussière de charbon n'était pas beaucoup plus désagréable que la poussière de coton.

Sans doute l'ouvrier doit se lever de bonne heure pour se rendre à la fosse, et souvent il fait plusieurs kilomètres pour se rendre à son travail, ce qui peut parfois être très agréable par une belle nuit d'été, mais ce qui manque absolument de charme, par une froide nuit d'hiver ou par une pluie torrentielle ; mais par contre l'ouvrier est libre de bonne heure, et de plus aussitôt arrivé à son travail il ne se ressent plus des rigueurs atmosphériques.

Nous avons vu que son état hygiénique était plutôt meilleur que celui des catégories d'ouvriers que l'on considère comme les plus favorisées.

Sans doute le nombre des accidents qui surviennent dans les mines épouvante à première vue, mais nous avons pu voir par les statistiques qui ont été publiées, que le nombre des accidents survenus dans les mines du

Nord et du Pas-de-Calais diminuait sensiblement proportionnellement au nombre d'ouvriers, que d'autres catégories d'ouvriers, (ouvriers des chemins de fer, pêcheurs), étaient sensiblement plus éprouvées, et que la moyenne des accidents arrivés dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais n'était pas très au-dessus de la moyenne des accidents survenus dans les forges, aciéries, et autres usines.

Mais en admettant même que les conditions du travail dans les mines soient plus pénibles que les conditions du travail dans l'industrie, le commerce, ou l'agriculture (et cela sera apprécié différemment, suivant les goûts de l'ouvrier et suivant l'éducation qu'il aura reçue), devrions-nous en conclure que la condition du mineur est moins bonne que celle des autres ouvriers ?

Une telle conclusion ne pourrait être tirée que par quelqu'un qui ne connaîtrait pas la question et nous croyons que celui qui voudrait propager cette idée dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais risquerait fort de ne pas trouver beaucoup de partisans.

Certains ouvriers ont un salaire plus élevé que les mineurs (les verriers par exemple) mais il faut reconnaître qu'ils usent leur santé ; d'autres ont un travail moins fatigant mais ils sont moins payés ; d'autres encore ont un salaire et un travail équivalents à celui du mineur, mais ils n'ont pas les multiples avantages que possède l'ouvrier mineur ; avantages que nous avons énumérés dans notre seconde partie.

Et puisque nous parlons du salaire, voyons ce que représente le salaire de l'ouvrier mineur.

Nous avons vu qu'en plus du salaire touché par l'ouvrier venait encore s'ajouter divers avantages que les compagnies obligatoirement ou bénévolement faisaient à leurs ouvriers mais nous n'avons envisagé que le salaire journalier moyen. Le salaire annuel de l'ouvrier sera obtenu en multipliant le nombre de journées qu'il aura fait par ce salaire, nous aurons alors un salaire annuel moyen qui variera suivant les différentes régions et suivant le nombre de jours de travail (1). Mais il est évident que cette somme que le mineur touche chaque année, si l'on y joint les avantages plus ou moins grands faits par la compagnie, doit procurer à l'ouvrier une même somme de jouissances pour un même effort accompli, sans cela, nous verrions un exode des ouvriers vers les régions plus favorisées.

Il est évident que les conditions d'existence de la région viennent influencer sur le salaire, mais, dans les conditions d'existence d'une région, nous ne devons pas seulement faire entrer le coût des principales denrées nécessaires à la vie de l'ouvrier et de sa famille, nous devons aussi tenir compte des habitudes prises dans cette région. Ce qui paraît devoir rentrer dans le strict nécessaire pour des ouvriers d'une région étant considéré comme un luxe par les ouvriers d'une autre région.

1. Voir les rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux.

Le salaire pour être suffisant doit non seulement, permettre à l'ouvrier de vivre et d'élever sa famille, mais aussi lui permettre de suivre les habitudes de la région et de constituer un fonds de réserve pour la maladie ou la vieillesse.

Le salaire de l'ouvrier des mines du Nord et du Pas-de-Calais est-il suffisant, c'est ce que nous allons examiner. Mais étant donné les différences qui existent d'une région à une autre, nous sommes obligés de nous cantonner dans une mine, et nous choisissons pour cela celle que nous connaissons le mieux et sur laquelle il nous est le plus facile d'avoir des renseignements c'est-à-dire la compagnie d'Anzin.

Nous nous proposons d'examiner le salaire de l'ouvrier, le prix des denrées, le budget de l'ouvrier et les habitudes de l'ouvrier, nous profitons pour cette étude des différents rapports qui ont été faits sur la question et dont nous avons pu constater la véracité.

Pour bien montrer à quel point la condition de l'ouvrier s'est améliorée, nous nous permettons de remonter à près d'un siècle en arrière et nous diviserons notre étude en deux parties : 1^o du début du dix-neuvième siècle à 1880, 2^o de 1882 à 1901.

**Variations proportionnelles des principales denrées
nécessaires à la vie et du salaire de l'ouvrier mineur
(Anzin) par période décennale 1820-1880.**

SALAIRES	1830-1840		1840-1850		1850-1860		1860-1870		1870-1880	
	comparée		comparée		comparée		comparée		comparée	
	avec		avec		avec		avec		avec	
	1820-1830	1830-1840	1830-1840	1840-1850	1840-1850	1850-1860	1850-1860	1860-1870	1860-1870	1870-1880
	+ 25 0/0		+ 10 0/0		+ 15 0/0		+ 27 0/0		+ 32 0/0	
	0/0		0/0		0/0		0 0		0 0	
Froment (1 ^{re} qualité).	+ 13	+ 2	+ 11	»	+ 1					
Viande	+ 21	+ 38	+ 5	- 26	- 24					
Pore frais.	»	»	+ 10	- 4	- 20					
Beurre	+ 3	+ 12	+ 7	- 27	- 28					
Oufs.	+ 9	+ 1	+ 3	- 9	- 27					
Lait	- 7	»	+ 7	- 14	»					
Pommes de terre. . .	+ 34	+ 39	- 2	- 4	- 6					
Haricots secs.	- 3	+ 15	- 1	- 20	- 10					
Bière forte	+ 5	+ 3	- 2	- 3	- 14					
Vin rouge.	+ 2	+ 15	- 17	- 27	- 20					
Vinaigre de vin. . .	- 23	- 6	+ 39	- 9	- 12					
Eau-de-vie	- 20	+ 6	- 39	- 4	+ 8					
Huile d'œillette. . .	- 17	- 1	+ 6	- 22	- 6					
Huile de colza	+ 19	- 8	+ 8	- 4	- 3					
Café.	»	- 18	+ 19	- 7	+ 14					
Sucre blanc.	- 6	- 18	- 2	- 21	- 8					
Sel blanc fin	- 20	+ 29	- 43	- 15	- 6					
Savon noir.	+ 3	- 11	+ 2	- 14	- 14					
Souliers	- 11	+ 15	+ 29	- 13	- 10					
Sabots	+ 18	- 7	+ 14	- 19						
Bas de laine	»	+ 4	+ 4	- 32	- 8					
Drap gros bleu. . . .	»	- 6	+ 6	- 4	- 7					
Coutil.	»	»	- 11	»	- 11					
Toile blanche.	»	- 18	- 3	- 7	- 4					
Coton éru.	»	- 38	+ 20	+ 35	- 28					
Indiennes.	»	- 18	+ 2	- 6	- 23					
Casquettes	»	- 13	- 11	- 3	- 1					
Couvertures laine bl.	+ 22	- 27	+ 36	- 3	+ 19					

Ces variations proportionnelles ont été établies, en prenant pour bases : le taux des salaires tel qu'il résulte de la comptabilité de la compagnie, et la moyenne des prix des denrées par périodes décennales, prix obtenus aux adjudications des hospices de la ville de Lille, et que nous trouvons mentionnés, dans l'enquête parlementaire sur la situation des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie en France (1).

Nous voyons avec l'aide de ce tableau, que le salaire de l'ouvrier mineur s'est accru plus rapidement que le prix des choses nécessaires à la vie, à part toutefois certaines denrées telles que la viande, et certaines parties de l'habillement telles que la chaussure, il est donc évident que la condition de l'ouvrier s'est améliorée pendant ce laps de temps.

Cependant étant donné les habitudes nouvelles contractées par l'ouvrier pendant ce laps de temps, cette amélioration de la condition de l'ouvrier ne peut guère se traduire que par une amélioration des conditions de l'existence portant sur : consommation plus grande de viande, de bière forte, sur certains frais de toilette, et sur les dépenses d'amusement, de distraction et de cabaret.

Nous pouvons nous en convaincre par le tableau suivant représentant le budget de l'ouvrier mineur pendant cette période que nous examinons.

Ce budget établi par période décennale a été constitué en tenant compte des variations des salaires, des

1. Chambre des députés, troisième législature, session de 1884, n° 2695 (2^e annexe), p. 25.

variations des prix des denrées et des habitudes de l'ouvrier, que M. Georges Michel et M. Renouald s'inspirant des ouvrages parus sur la question et des souvenirs qu'ils ont pu recueillir, se sont efforcés de reproduire dans leur ouvrage : *Histoire d'un centre ouvrier*.

Les dépenses qui figurent dans ce budget, sont bien entendu hypothétiques, en ce sens qu'une famille peut dépenser davantage pour le beurre et les légumes, tandis qu'une autre préférera la viande.

Les recettes elles aussi sont des recettes moyennes, mais ces chiffres représentent assez exactement la moyenne de la dépense d'une famille (1) composée du père, de la mère et de quatre enfants, comme c'est le cas pour la moyenne des familles dans le bassin d'Anzin.

Nous voyons donc que dès 1880 la plupart des ouvriers mineurs arrivent à augmenter d'une façon très sensible leur consommation de toutes espèces de comestibles :

Viande 115 kilos, au lieu de 30 kilos en 1820.

Beurre 40 — » 10 — »

Œufs 250 — » 100 — »

Lait 220 litres » 100 litres »

Remarquons aussi la différence qui existait au chapitre vêtements, 310 fr., au lieu de 90.

D'ailleurs déjà en 1880 l'on remarquait que la tenue de l'ouvrier mineur et de sa famille les jours de fête

1. *Histoire d'un centre ouvrier*, p. 191.

Budget d'une famille de mineurs, composée de 6 personnes, le père, la mère et 4 enfants, et comprenant 1.85 travailleurs comme c'est le cas pour la moyenne des familles à Anzin.

	de 1820 à 1830			de 1830 à 1840			de 1840 à 1850			2 ^e 1850 à 1860			de 1860 à 1870			de 1870 à 1880		
	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur
Pain.	1.060	0 30	318	1.060	0 32	340	1.060	0 33	355	1.060	0 37	390	1.050	0 37	385	1.050	0 37	385
Viande.	30	0 70	21	45	0 80	36	45	1 40	49	55	1 20	65	80	1 35	105	115	1 65	190
Beurre.	10	1 50	15	15	1 55	23	18	1 74	30	200	1 86	36	30	2 37	80	40	3	120
Œufs, lait, } fruits divers }	100 100	» »	38	150 130	» »	70	150 150	» »	77	166	»	94	240 480	»	105	220 250	»	135
Bière.	2 h.	6	12	5	6	30	6	6	36	8	6	48	10	8	80	12	10	125
Spiritueux.	»	»	5	»	»	5	»	»	5	»	»	6	»	»	»	»	»	10
Café.	8 k.	2 50	20	10	2 49	25	12	2 03	24	12	2 43	29	15	2 26	35	15	3	26
Sucre.	5 k.	3 25	11	7	2 41	15	8	1 72	13	10	1 76	17	20	1 38	20	14	1 50	20
Savon.	45 k.	0 62	28	45	0 64	29	50	0 51	28	50	0 58	29	60	0 50	30	60	0 43	26
Divers.	»	»	19	»	»	26	»	»	28	»	»	29	»	»	50	»	»	59
Mercerie.	»	»	10	»	»	12	»	»	15	»	»	20	»	»	30	»	»	35
Mobilier et vaisselle.	»	»	43	»	»	15	»	»	15	»	»	22	»	»	27	»	»	35
Vêtements.	»	»	90	»	»	124	»	»	140	»	»	155	»	»	230	»	»	310
Loyer et culture de jardin.	»	»	60	»	»	70	»	»	75	»	»	75	»	»	80	»	»	85
Divers, cabaret, épargne	»	»	10	»	»	20	»	»	30	»	»	45	»	»	75	»	»	175
Salaires des 1,85 tra- vailleurs.			670			840			920			1.050			1.340			1.750

était non seulement propre et soignée mais presque élégante, de sorte que si nous considérons la condition de l'ouvrier mineur au début du xix^e siècle et que nous l'examinons vers 1880 nous trouvons, malgré l'élévation du prix de la vie, une amélioration très sensible sur tous les points de vue.

De 1880 à nos jours

Examinons maintenant sa situation de nos jours et pour cela examinons le prix des denrées en 1880 et comparons-le à ce qu'il est actuellement et nous verrons que loin d'avoir augmenté de prix, les principales denrées nécessaires à la vie sont restées stationnaires ou même ont baissé de prix (tableau p. 205).

Or pendant que baissait le prix de presque toutes les choses nécessaires à la vie de l'ouvrier, son salaire au contraire montait dans une forte proportion.

Voici en effet d'après les renseignements extraits de la comptabilité de la compagnie d'Anzin le salaire annuel moyen de l'ouvrier en général (fond et jour compris).

1882.	. .	1094,00
1885.	. .	1007,54
1890.	. .	1311,99
1895.	. .	1290,82
1900.	. .	1551,34
1901.	. .	1564,23

Nous arriverions donc en établissant de nouveau le budget d'une famille de mineurs et en supposant une consommation égale en 1891 et 1901 à celle de 1882 au résultat suivant (tableau p. 206) :

Prix des différentes denrées nécessaires à la vie (1).

	1882	1901	
Pain (les 3 kilogr.)	1 »	0 85	— 15
Viande (le kilogr.)	1 80	1 80	»
Beurre	3 90	3 40	— 12 8
Lait (le litre)	0 20	0 20	»
Pommes de terre (le kilogr.)	0 17	0 10	— 44 1
Haricots (le kilogr.)	0 55	0 50	— 9
Bière forte (l'hectolitre). . .	15 »	15 »	»
Vin (la bouteille)	0 80	0 55	— 31 2
Vinaigre de vin (le litre) . .	0 52	0 50	— 4 7
Eau-de-vie — . . .	1 70	1 50	— 11 7
Huile d'œillette — . . .	1 60	1 30	— 18 7
Huile de colza — . . .	1 »	1 »	»
Café (le kilogr.)	4 20	3 85	— 8 3
Sucre blanc (le kilogr.) . . .	1 35	1 30	— 3 7
Sel blanc —	0 20	0 20	»
Savon noir —	0 50	0 45	— 10
Souliers d'hommes (la paire)	10 »	10 »	»
Sabots —	0 75	0 70	— 6 6
Bas de laine —	1 80	1 15	— 36 1
Toile grise (le mètre). . . .	0 80	0 75	— 6 2
— bleue —	1 90	1 90	»
— blanche —	1 60	1 80	+ 12 5

1. Renseignements extraits de la comptabilité de la Société coopérative des ouvriers mineurs d'Anzin et reproduits dans les procès-verbaux de la Commission des mines. *Réponses écrites*, tome I, pages 124 et 125.

Tableau indiquant le budget approximatif d'une famille de mineurs composée de 6 personnes dont 1.85 travailleurs et le supplément de ressources qui resterait à cette famille en supposant la consommation des mêmes quantités d'approvisionnements pour les années suivantes (1).

DÉSIGNATION des articles	Quantités	1882		1891		1901	
		Prix	Sommes	Prix	Sommes	Prix	Sommes
Pain.	1,000 ^k	0 33	330	» 0 32	320	» 0 28	280
Viande.	120	1 80	216	» 1 80	216	» 1 80	216
Beurre.	40	3 90	156	» 3 90	156	» 3 40	136
Œufs, lait, fruits divers	»	»	100	»	100	»	100
Bière.	12 ^h	15 »	180	» 15 »	180	» 15 »	180
Spiritueux	»	»	10	»	10	»	10
Epiceries	Café.	15 ^k	4 20	63	» 4 40	66	» 3 85
	Sucre.	18	1 35	24 30	1 30	23 40	1 30
	Savon.	60	0 50	30	» 0 45	27	» 0 45
	Divers.	»	»	60	»	»	60
Mercerie	»	»	40	»	40	»	40
Mobilier et vais- selle	»	»	50	»	50	»	50
Vêtements	»	»	350	»	350	»	350
Loyer et culture de jardin	»	»	85	»	85	»	85
Total des dépenses			1,694 30	»	1,683 40	»	1,615 15
Salaire annuel de 1.85 travail- leurs.			2,024 »	»	2,542 »	»	2,979 »
Supplément de ressources. . . .			329 70	»	858 60	»	1,363 85

(2)

1. Procès-verbaux de la Commission des mines, 878, p. 126.

2. Il faut remarquer que le salaire de l'ouvrier est sensiblement moins élevé aujourd'hui qu'en 1901. Il est cependant supérieur à celui de 1891. Le prix des marchandises n'a guère varié depuis 1901.

Nous arriverions à ce résultat qu'en 1901, le chef d'une famille composée de six personnes, et dans laquelle il y aurait eu 1,85 travailleurs (1) c'est-à-dire dans laquelle un membre ou plusieurs membres auraient gagné 1,85 fois le salaire moyen, serait arrivé, si la famille n'avait pas consommé plus qu'une famille analogue en 1882 à avoir un excédent de ressources de près de mille francs. Et pourtant, ils sont très rares, les ouvriers mineurs qui ont économisé. Cela tient à plusieurs raisons.

D'abord les habitudes de bien-être se sont introduites chez l'ouvrier mineur et certaines dépenses, considérées comme superflues il y a vingt ans, sont actuellement considérées par lui comme indispensables à la vie. Ces dépenses se sont portées sur la viande, le lait, les œufs, le café dont la femme surtout fait une grande consommation, la toilette, le cabaret. Il n'est pas rare de voir des mineurs possesseurs de bicyclettes, et les jours de fête il n'hésite pas à se payer de bons morceaux.

De sorte que, malgré l'augmentation des salaires, malgré la diminution du prix des provisions, l'ouvrier mineur n'a pas économisé, il a mieux vécu, il s'est

1. Bien entendu nous n'avons pas la prétention de croire que toutes les familles de mineurs sont composées de la même façon, mais ces chiffres que nous donnons sont des moyennes. L'ouvrier mineur peut se trouver gêné quand il a plusieurs enfants ne travaillant pas encore ; il peut même être malheureux s'il ne travaille pas lui-même, mais lorsque ses enfants commencent à pouvoir gagner il se trouve dans une très bonne situation.

payé plus de satisfaction, mais n'a rien mis de côté. Cela ne doit d'ailleurs pas nous étonner.

Beaucoup de mineurs gagnent de 120 à 150 francs par mois (nous dit M. Calmette dans son ouvrage sur l'Ankylostomiase, 1905) et ne possèdent aucune épargne. Interrogez-les et demandez-leur pourquoi ils ne songent pas à mettre de côté quelque argent pour aider plus tard à l'établissement de leurs enfants, ils vous répondront que leurs enfants travailleront plus tard comme ils travaillent eux-mêmes et qu'il est inutile de se priver pour eux. Ce n'est pas l'égoïsme qui les pousse à tenir ce langage : ils raisonnent ainsi parce qu'ils ne se trouvent jamais aux prises avec les difficultés de la lutte pour l'existence qui assaillent le paysan, par exemple quand une récolte vient à manquer. Chaque jour pour eux suffit à sa peine et leur garantit le même salaire. A quoi leur servirait donc de se préoccuper du lendemain (1) ?

Cette consommation totale de son gain est nuisible à l'ouvrier mineur à plusieurs points de vue.

Elle est nuisible en ce sens qu'il n'économise pas.

Elle est nuisible encore parce que, lorsque son salaire baisse (et cela arrive, nous l'avons vu, toutes les fois que le prix de vente du charbon baissait) l'ouvrier qui s'est créé des besoins nouveaux se trouve gêné et il se trouve plus malheureux qu'il ne l'était quelques années plus tôt, bien que son salaire soit encore supérieur à ce qu'il était à ce moment.

1. *L'Ankylostomiase*, MM. Calmette et Breton, 1905, p. 155, 154.

Cette consommation de son gain est enfin nuisible à l'ouvrier mineur parce qu'il a souvent profité de la hausse du salaire, hausse qu'il a escompté devoir toujours durer et devoir même augmenter pour acheter divers objets plus ou moins nécessaires, parfois même complètement inutiles, parce qu'il a été tenté par ce qu'il croyait être les avantages de la vente par abonnement. Les cinq francs, les dix francs qu'il s'est engagé à payer tous les mois, viennent obérer son budget, s'il survient alors une baisse de salaire, ou si l'ouvrier vient à ne plus pouvoir travailler pour une cause ou pour une autre pendant quelque temps, il arrive à ne plus pouvoir faire face à ses dépenses. S'il est raisonnable et qu'il restreint ses dépenses, il arrivera probablement à sortir de ce mauvais pas, mais le plus souvent il s'endettera sans réfléchir, car c'est un fait bien reconnu par tous que l'ouvrier mineur est imprévoyant. Le fournisseur, garanti par la loi du 12 janvier 1895, ne craindra pas de lui livrer sa marchandise à crédit, sachant qu'il aura toujours la ressource de la saisie-arrêt pour se faire payer.

S'il ne survient pas une nouvelle période de hausse, si sa femme surtout n'est pas économe et qu'au contraire elle souscrit elle-même à de nouvelles dépenses, l'ouvrier mineur est perdu. Les oppositions sur son salaire pleuvront, il essaiera de contracter de nouvelles dettes, puis un beau jour il quittera la mine pour essayer d'échapper à ses créanciers, mais il sera toujours finalement retrouvé et les poursuites contre lui recommenceront.

Sans doute, il arrivera rarement que l'ouvrier mineur en soit réduit à ce que nous venons de décrire, mais cela arrive encore trop fréquemment et ce qui se produit souvent surtout dans certaines mines, ce sont les saisies-arrêts sur le salaire.

Nous nous proposons, en terminant cette étude, de rechercher quels sont les moyens qui pourraient faire éviter ces dangers à l'ouvrier, qui pourraient l'inciter à faire des économies et qui lui permettraient ainsi de se faire une petite réserve pour les mauvais jours, ou permettraient à ses enfants de monter d'un échelon dans l'échelle sociale, grâce à l'instruction plus élevée qu'il leur aurait fait donner et au petit avoir qu'il leur aurait laissé.

Ces moyens nous paraissent être de deux espèces :

1. Ceux qui tendent à supprimer les achats à crédit ou par abonnement et à les remplacer par les achats au comptant.
2. Ceux qui tendent à supprimer les dépenses inutiles.

Pour supprimer les achats à crédit ou par abonnements, la création de coopératives de consommation, création que certaines compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ont encouragée, nous paraît devoir s'imposer. Elles empêchent l'ouvrier de s'endetter en ne lui vendant qu'au comptant, elles lui constituent une épargne en lui faisant payer quelques centimes au-dessus du prix de revient, mais encore à un prix souvent inférieur à celui du commerce de détail, les objets de consommation qui lui sont nécessaires, et en lui

rendant d'un seul coup, à la fin de chaque exercice, le bénéfice accumulé fait sur lui-même.

Aussi cette création nous paraît correspondre parfaitement aux besoins des ouvriers mineurs qui sont groupés autour d'un même centre et ont des besoins communs. Ces coopératives doivent réussir et faire un grand bien à l'ouvrier, mais elles doivent se garder de l'écueil de la politique, elles ne doivent pas refuser un ouvrier parce qu'il est ou qu'il n'est pas de tel ou tel syndicat, elles doivent être dirigées par des personnes compétentes et honnêtes, sans cela elles risqueraient fort de périlcliter et de ne pas obtenir le but qu'elles se sont proposé. L'insaisissabilité du salaire du mineur nous paraît être une mesure qui viendrait compléter la précédente.

Elle serait une protection pour l'inexpérience de l'ouvrier⁽¹⁾, un remède à la faculté que la loi a laissé à sa femme de l'endetter, et la sauvegarde de ses moyens d'existence, et ne viendrait même pas enlever à l'ouvrier mineur, le crédit qui lui est parfois nécessaire.

Ce crédit, l'ouvrier le trouverait, à cause de la confiance qu'il inspire, avec l'aide de la cessibilité d'une partie du salaire, et dans les avances que les compagnies lui font.

1. Voir sur ce sujet : Les considérations en faveur de l'insaisissabilité complète du salaire au point de vue social, légal et moral par M. Charles Boca, docteur en droit, vice président du Conseil d'administration des mines de Douchy, administrateur des mines de Courrières (1899). Commission des mines, P. V., 1903, t. I, pp. 178 et s.

Les partisans de la saisissabilité du salaire de l'ouvrier font au régime de l'insaisissabilité une double objection : l'une, tirée de la dignité de l'ouvrier à laquelle ce régime porterait atteinte, l'autre de la nécessité de sauvegarder son crédit (1).

Ni l'une ni l'autre n'est concluante (2). Nous ne voyons pas très bien en quoi une législation, qui libère l'ouvrier de la servitude que lui impose le régime actuel sans profit réel pour personne, porte atteinte à la dignité du travailleur; et quant au crédit, celui que favorise la loi actuelle est un mauvais crédit, celui du marchand de vin, et des magasins vendant à crédit.

Pour le vrai crédit (3) celui dont la famille ouvrière pourrait avoir besoin dans des circonstances exceptionnelles, la loi de 1895 est impuissante à le procurer. L'ouvrier frappé de saisies multiples disparaît en effet le plus souvent sans laisser d'adresse, ou se voit congédié par son patron. L'intérêt véritable du créancier est donc, non pas de saisir, mais de s'entendre à l'amiable avec son débiteur et de faire constater cet accord par le patron (2).

En effet les inconvénients de la saisie-arrêt n'existent pas dans la cession d'une partie du salaire. Il

1. Voir le discours de M. Savary au Sénat (séance du 18 novembre 1902).

2. Pual Pic. *Les Lois ouvrières*, 1905, p. 726.

3. Le crédit est dans l'honnêteté de l'homme... Ce qui préoccupe les fournisseurs c'est l'honnêteté de l'ouvrier..., c'est là qu'est la garantie, c'est là qu'est le crédit (Discours de M. Trouillot, 18 nov. 1902, au Sénat).

existe en effet des différences sensibles entre ces deux moyens (1).

1° Les frais de cessions sont minimes et le législateur pourrait très facilement les réduire à rien en modifiant spécialement pour les cessions de salaire, les dispositions de l'article 1690 du Code civil en ce qui concerne les conditions de validité des cessions à l'égard des tiers

2° La cession d'une partie du salaire ne peut être qu'un fait personnel volontaire et réfléchi de l'ouvrier ; il en a pesé et prévu les conséquences.

La cession du salaire échappe complètement à la femme et l'on ne peut poursuivre sur le salaire cessible, les dettes qu'elle a contractées à l'insu de son mari.

4° Les retenues du dixième du salaire par suite de cession sont attribuées et payées intégralement sans formalités et sans frais au cessionnaire jusqu'à concurrence de la somme cédée. S'il y a plusieurs cessions, il n'y a pas pour cela concours de créanciers entre eux, ils sont payés suivant l'ordre des dates de cessions. L'on évite ainsi les accumulations de saisies sur saisies, les distributions par contribution et les frais qu'elles entraînent.

Pour toutes ces raisons et aussi pour respecter le principe de la liberté de l'ouvrier en ce qui concerne le droit de disposer de son salaire (concluons-nous avec M. Boca) nous pensons que si la saisissabilité des

1. M. Charles Boca, *op. cit.*

salaires doit être supprimée la cession peut et doit rester autorisée, mais pour protéger l'ouvrier contre sa propre imprévoyance il est bon que ce droit soit limité, comme l'a fait la loi de 1895, à la cession d'un dixième.

Les ouvriers eux aussi désirent la suppression de la saisie-arrêt des salaires, outre les preuves que nous en trouvons dans les réponses au questionnaire de la commission parlementaire des mines, nous voyons dans le compte rendu du congrès national des mineurs de France, tenu en 1904 à Douai, que les syndiqués rouges, ne renoncent pas à leur volonté d'obtenir l'insaisissabilité légale du salaire.

Nous croyons donc que nos législateurs rendraient un grand service à l'ouvrier et à l'ouvrier mineur en particulier, en déclarant purement et simplement l'insaisissabilité complète du salaire de l'ouvrier, tout en autorisant sa cessibilité, comme dans la loi actuellement en vigueur.

Une autre cause, pour laquelle le mineur n'économise pas, est facilement trouvée, dans les dépenses qu'il fait au cabaret.

Le cabaret prélève une grande part du budget du mineur, nous n'avons malheureusement pas trouvé, dans le budget de l'ouvrier mineur tel que nous avons pu le voir dans la réponse au questionnaire de la commission des mines, la part attribuée au cabaret dans les dépenses du mineur.

Bien qu'il soit assez difficile d'indiquer la moyenne de ces dépenses, moyenne qui varie dans des propor-

tions énormes, d'individu à individu, nous croyons pouvoir, d'après l'enquête que nous avons faite auprès de certains ouvriers mineurs, indiquer les chiffres suivants comme étant la moyenne pour les ouvriers sérieux.

Le mineur ne va pas au cabaret avant de commencer son travail. Il emporte de chez lui pour boire au fond, son bidon plein de café fortement additionné de chicorée.

En remontant du fond, après son travail, il va au cabaret, n'y stationne pas, mais boit rapidement deux ou trois chopes pour « faire passer la poussière de charbon ».

Il va se laver chez lui, dîne et trouve toujours le moyen avant de se coucher d'aller boire encore deux ou trois chopes ou petits verres, avec les camarades.

En faisant une moyenne pour les jours d'hiver et les jours d'été, nous pouvons sans exagération, sachant que la chope coûte 10 centimes, tabler sur une moyenne de dépense au cabaret de 50 centimes par jour ordinaire.

Le dimanche l'ouvrier mineur ne travaille pas, aussi la veille au soir restera-t-il au cabaret un peu plus longtemps que de coutume, et forcément tout en causant ou en jouant avec les camarades, il boira quelques chopes en plus que de coutume. Pendant la journée du dimanche, en jouant aux cartes, à la fléchette, aux boules, à la balle, à la crosse, en allant au tir à l'arc, ou à une réunion, au concours de pinsons, ou encore voir « battre des coqs », il boira sans s'en aper-

cevoir une douzaine de chopes ou de petits verres.

Nous pouvons donc sans aucune crainte de nous tromper, fixer à 1 fr. 50, les dépenses de cabaret occasionnées par le jour de repos.

Les jours de quinzaine, l'ouvrier content d'avoir reçu de l'argent en prélèvera une petite part pour le cabaret, mettant 1 franc de consommation pour le jour de quinzaine, c'est-à-dire seulement 50 centimes en plus que les jours ordinaires.

Nous arrivons aux résultats suivants :

52 dimanches à 1 fr. 50	78 fr. »
26 jours de quinzaine à 1 franc	26 fr. »
287 jours ordinaires à 50 centimes.	143 fr. 50

Ce qui nous fait pour les 365 jours c'est-à-dire pour l'année, près de 250 francs de dépenses de cabaret par ouvrier. Notons que nous n'avons pas tenu compte des jours fériés, des ducasses, de la Sainte-Barbe. Journées pour lesquelles nous n'avons compté qu'une dépense ordinaire alors que l'ouvrier dépense, en réalité, ces jours-là, beaucoup plus au cabaret.

C'est ainsi que, lorsque nous demandions à un mineur ce qu'il dépensait le jour de la Sainte-Barbe, il nous répondait avec un geste expressif : Oh ! ces jours-là c'est grande fête.

Nous croyons donc qu'une dépense moyenne de 250 francs par an comme dépense de cabaret par ouvrier mineur est une moyenne pour ainsi dire minima, la moyenne, comme nous le disions tout à l'heure, des ouvriers sérieux.

Si maintenant, nous cherchons quelle est la part

faite au cabaret dans le budget de la famille composée, comme nous le savons, de 1,85 travailleurs, nous voyons que le chiffre de 450 francs paraît représenter la quote-part que chaque famille d'ouvriers dépense au cabaret annuellement. Ce chiffre peut paraître énorme à ceux qui n'ont pas vu l'animation des cabarets voisins des corons, à certaines heures de la journée et qui ne se sont pas rendu compte du nombre toujours croissant des cabarets et estaminets dans les centres ouvriers, mais nous devons malheureusement faire remarquer que certains ouvriers dépensent encore beaucoup plus au cabaret que les chiffres que nous avons indiqués.

Les cabarets sont un véritable fléau pour l'ouvrier mineur et surtout pour sa famille. Ils se font entre eux, nous disent MM. Georges Michel et Alfred Renouard, une concurrence incessante, qu'ils ne peuvent, pour la plupart soutenir qu'en annexant à leur industrie ouverte, l'attrait d'une foule de distractions occultes qui fascinent l'ouvrier et l'attirent (1).

Tous ceux qui ont étudié la question sociale ont reconnu les dangers de tous genres que l'alcoolisme et l'abus du cabaret faisaient courir aux ouvriers, mais nous voulons faire remarquer que ces dangers sont beaucoup plus redoutables encore pour l'ouvrier mineur qui au sortir de la mine vers deux heures et demie est libre de son temps jusqu'au lendemain matin, qui gagne un salaire élevé et qui par ses ins-

1. *Histoire d'un centre ouvrier*, page 194.

tincts de sociabilité est trop souvent poussé à fréquenter l'estaminet où il reste jusqu'au soir, buvant, fumant et jouant aux cartes (1).

Pourquoi l'ouvrier mineur quitte-t-il sa maison, son jardin, sa famille pour aller passer ses après-midi et ses soirées au cabaret ?

D'abord parce que c'est une habitude, il a vu son père le faire, il le fait lui-même, et puis aussi il faut bien le reconnaître parce que sa femme, rarement bonne ménagère, ne sait pas le retenir (2).

L'on a fait beaucoup pour retenir l'ouvrier dans sa maison, on s'est efforcé d'assainir les maisons des ouvriers, l'on s'est efforcé de leur faire avoir un petit jardinet où ils pourraient occuper avec fruit le temps que leur laisse disponible leur travail à la mine, mais l'on n'a pas assez fait pour lui faire avoir une bonne ménagère, et comme le disait le 25 juin dernier à Valenciennes, M. Dubron, président des comités du Nord et du Pas-de-Calais de l'alliance d'Hygiène sociale : La maison c'est bien. La maison avec jardin, c'est mieux, mais la femme c'est tout !

Et quelques instants après M. Dubron continuait en ces termes :

Au fond de la question sociale il y a dit-on la question du salaire.

1. MM. Calmette et Breton, *op. cit.*, 151.

2. MM. Calmette et Breton, *op. cit.*, 151.

3. *Bulletin* de la Société d'horticulture de l'arrondissement de Valenciennes et des arrondissements limitrophes, 2^e semestre 1905, page 64.

Profonde erreur !

Le salaire du mari n'est qu'un des facteurs du problème, l'autre facteur c'est l'emploi que la femme fait de ce salaire.

Il faut donc pour que le ménage soit à l'aise, non seulement que le mari touche un salaire suffisant (ceci est de l'économie sociale) mais aussi que la femme sache en tirer parti, et cela est plus simple et plus réalisable, car c'est une simple question d'éducation et d'enseignement (1).

Or il y a une mauvaise habitude prise par un grand nombre de femmes de mineurs, c'est celle d'aller prendre le café les unes chez les autres, on cause, l'on bavarde et parfois, lorsque le mari revient fatigué du travail, rien n'est prêt pour le recevoir, quelquefois même il est mal reçu par sa femme que des commérages ont indisposée. Aussi ne faut-il pas trop s'étonner qu'aussitôt débarbouillé il ne se sauve au cabaret avec ses camarades. Mais ce qui arrive encore plus fréquemment, c'est que la femme par son incurie ne sache pas bien tenir le ménage de son mari, car qui lui aurait enseigné les qualités d'une bonne ménagère ? Sa mère ? mais la plupart du temps on ne les lui a pas enseignées à elle-même et puis quand les lui aurait-elle enseignées ? Lorsque l'enfant est revenue de l'école, elle est partie à la mine, ou est rentrée dans un apprentissage et ne s'est jamais occupé du ménage, c'est pourquoi nous voudrions qu'il fût créé des écoles

1. *Eod. loco*, 66.

ménagères dans lesquelles la jeune fille pourrait apprendre les éléments indispensables à sa vie de mère de famille, nous voudrions aussi que sur les bancs de l'école on consacre une part plus grande à l'étude de ces éléments indispensables.

Et alors l'ouvrier qui aurait eu la chance d'avoir comme femme une bonne ménagère rentrerait volontiers dans sa maison ou l'attendrait sa brave et vaillante compagne, il resterait volontiers avec elle et avec ses enfants qui seraient par ses soins bien tenus et sages, il trouverait chez lui un confortable beaucoup plus grand car la bonne ménagère fait beaucoup avec peu, et le lendemain il partirait joyeux à son travail.

De cette façon non seulement l'on verrait augmenter le confortable de l'ouvrier, mais encore l'on verrait bientôt les ouvriers mineurs mettre un peu d'argent de côté.

Ce rêve est-il irréalisable, les écoles ménagères rendront-elles chez l'ouvrier mineur les résultats que l'on attend d'elles ? Tout porte à le croire et en tout cas il nous semble que le résultat serait trop beau pour que l'on ne le tente pas.

VU :

Le professeur président de la thèse,
EDMOND VILLEY.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — La mine. Le personnel directeur de la mine	1

PREMIÈRE PARTIE

Etude des conditions et de la rémunération du travail de l'ouvrier dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais

CHAPITRE PREMIER. — Le travail de l'ouvrier dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais	7
<i>Section 1.</i> — Organisation et durée du travail dans la mine	7
I. — Au jour.	8
II. — Au fond	9
Organisation du travail	9
Catégories d'ouvriers.	10
1. Piqueurs	10
Durée du travail.	12
2. Ouvriers du fond occupés aux transports	18

3. Boiseurs, raccommodeurs, mineurs au rocher, remblayeurs.	21
4. Ouvriers spéciaux	22
<i>Section II. — Questions se rapportant au travail.</i>	22
I. — Recrutement des ouvriers	22
II. — Chômages	24
III. — Congédiements	26
IV. — Rapports de service.	27
V. — Amendes	28
<i>Section III. — Etat actuel de la législation sur le travail dans les mines</i>	29
Age d'admission dans les mines	29
Maximum de durée du travail	29
Travail défendu	50
Jours de repos, Jours fériés	51
 CHAPITRE II. — De l'hygiène et de la sécurité dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais	52
L'hygiène	55
Etat hygiénique des houillères.	55
L'ankylostomiase et les maladies des mineurs.	56
Etat sanitaire des conscrits dans les cantons miniers, agricoles et industriels.	45
La sécurité.	46
Rapport de M. Louis Lacombe sur les accidents dans les mines.	46
Nombre d'accidents mortels survenus dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais de 1896 à 1903	49
Causes des accidents.	50
Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	51

CHAPITRE III. — Le salaire de l'ouvrier dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais	55
<i>Section I.</i> — Les différents modes de rémunération du travail de l'ouvrier.	56
Travail à la journée.	56
— à la tâche	57
— à l'entreprise	57
Equipes d'ouvriers.	59
Partage du gain.	60
Coefficients	60
Primes	61
Carnet de salaire, fiches de paie	65
Fac-similé d'une page d'un carnet de sa- laire	66
Modèle de fiche avec talon détachable.	68
<i>Section II.</i> — Moyenne du salaire journalier de l'ouvrier dans les mines du Nord et du Pas-de- Calais	69
Tableau représentant le salaire journalier moyen de l'ouvrier du fond et de l'ouvrier du jour.	70
Salaire moyen par journée d'ouvrier (fond et jour) dans les différentes mines du Nord	72
Causes de ces différences de salaires	
Entre les ouvriers des différentes mines.	72
Entre les ouvriers des différentes fosses d'une même mine.	74
Entre les ouvriers des diverses catégo- ries.	75
Tableau indiquant le nombre, l'âge, les sa- laire, maximum, minimum moyens, et les modes de rémunération des diverses caté- gories d'ouvriers.	
A la compagnie des mines de l'Escar- pelle	77

A la compagnie des mines de Bruay . .	78
Examen des différences de salaire qui existent entre les ouvriers de diverses catégories	80
Entre les ouvriers d'une même catégorie	81
Tableau des salaires payés par catégories d'ouvriers pour l'ensemble du bassin du Pas-de-Calais du 1 ^{er} octobre au 9 décembre 1900	82
Causes de cette différence	82
Il y a-t-il du favoritisme de la part des compagnies ?	85
Il y a-t-il de la négligence de leur part ?	85
<i>Section III.</i> — Recherche des causes des hausses et des baisses du salaire	88
Enoncé de certaines considérations nécessaires à cette étude	88
Examen de la loi de l'offre et de la demande	91
De la productivité de l'ouvrier	95
Le prix de vente du charbon	95
Conséquences des hausses et des baisses de salaire sur la productivité de l'ouvrier	98
<i>Section IV.</i> — Etat actuel de la législation sur le salaire	100

DEUXIÈME PARTIE

Des institutions de prévoyance, d'assistance et de protection dans les mines du Nord et du Pas de-Calais

CHAPITRE I. — Institutions légales	104
§ 1. — La loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.	105

A. — Sécurité assurée aux ouvriers au point de vue de la protection des sommes retenues sur les salaires	105
B. — Situation de l'ouvrier mineur au point de vue de ces questions de secours et de retraites	107
I. — Retraites	108
Division des ouvriers en trois catégories	108
Historique du régime des retraites antérieur à la loi.	108
1. Situation de l'ouvrier dont toute la retraite est à la charge de la Caisse des retraites	112
2. Situation de l'ouvrier qui doit toucher une partie de sa retraite à la Caisse nationale des retraites et une autre partie à une caisse de liquidation	113
3. Situation de l'ouvrier qui doit toucher toute sa retraite à une caisse de liquidation.	113
Dispositions transitoires pour augmenter les faibles pensions	115
Observations sur les caisses de retraites	117
II. — Caisses de secours	119
Ce qui existait avant la loi de 1894.	119
Réglementation apportée par la loi de 1894.	121
Allocations accordées aux ouvriers.	125
Recettes et dépenses pour le mois de septembre 1902 de la société de secours des ouvriers et employés des mines de Bruay	126
§ 2. — La législation sur les accidents de travail.	128
Ce que les compagnies faisaient avant la loi.	128
Aperçu général de la nouvelle législation.	130

Exposé sommaire de la loi de 1898 modifiée par les lois du 22 mars 1903 et du 31 mars 1905.	131
Caractère forfaitaire de la loi	131
Nature des accidents relevant de la loi	131
Nature et conditions du paiement des alloca- tions	132
Montant des allocations.	133
I. — En cas d'incapacité permanente ab- solvée de tout travail	133
II. — En cas d'incapacité permanente partielle	133
III. — En cas d'incapacité temporaire.	134
IV. — Lorsque l'accident est suivi de mort	134
Exceptions au tarif des indemnités.	136
Garanties données aux victimes d'accidents	137
Autres avantages faits aux victimes d'acci- dents	137
Assistance judiciaire	137
Dispense d'impôt	138
Agents chargés d'assurer l'exécution de la loi	139
Sanctions édictées par la loi.	139
 CHAPITRE II. — Institutions patronales destinées à améliorer la condition de l'ouvrier mineur ou de sa famille.	 140
<i>Section I.</i> — Logements et jardins-ouvriers	142
I. — Logements à prix réduits.	142
II. — Jardins ouvriers	148
III. — Maisons vendues aux ouvriers	148
IV. — Avances sans intérêt pour acheter ou pour bâtir	148

<i>Section II.</i> — Constructions d'écoles, d'églises, de mairies, d'ouvriers, de salle d'asile	149
Ecoles préparatoires spéciales.	151
Bourses pour l'école des maîtres mineurs.	151
<i>Section III.</i> — Allocation de charbon aux ouvriers.	152
<i>Section IV.</i> — Service médical et pharmaceutique.	154
<i>Section V.</i> — Participation aux bénéfices, primes d'ancienneté.	156
<i>Section VI.</i> — Secours et allocations diverses.	159
Secours au moment de la première communion.	159
Premier vêtement de travail	159
Secours aux enfants débiles	160
Gratification à l'occasion de la Sainte-Barbe.	160
Subventions aux sociétés de secours mutuels.	160
— aux coopératives	160
— aux sociétés de tir, musiques, orchestres	161
CHAPITRE III. — Les institutions ouvrières.	162
<i>Section I.</i> — Les syndicats	162
I. — Syndicats faisant partie du Comité régional des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais	165
II. — Syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais	179
De la conciliation et de l'arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais	185
<i>Section II.</i> — Les coopératives de consommation et les achats en commun	185
I. — Les coopératives de consommation	186
II. — Les achats en commun	192

TROISIÈME PARTIE

Conclusion

Des conditions de travail de l'ouvrier mineur	195
Le salaire annuel de l'ouvrier mineur	198
Du pouvoir d'achat du salaire de l'ouvrier mineur	199
Examen particulier du salaire de l'ouvrier, du prix de la vie et des habitudes de l'ouvrier mineur aux mines d'Anzin :	
I. — Du début du xix ^e siècle à 1880	200
Variation proportionnelle des principales denrées nécessaires à la vie et du salaire de l'ouvrier mineur par périodes décennales, 1820 à 1880.	200
Ce qui en résulte	202
Budget d'une famille de mineurs composé de 6 personnes, le père, la mère et 4 enfants et comprenant 1,85 travailleur comme c'est le cas pour la moyenne des familles à Anzin, 1820-1880	203
II. — De 1880 à nos jours	204
Prix des principales denrées nécessaires à la vie	205
Tableau indiquant le budget approximatif d'une famille de mineurs composée de 6 personnes dont 1,85 travailleur et le supplément de ressources qui resterait à cette famille en supposant la consommation des mêmes quantités d'approvisionnement en 1882, 1891, 1901	206
Raisons pour lesquelles l'ouvrier mineur n'économise pas	207

Amélioration des conditions d'existence.	207
Habitude de dépenser tout son gain . . .	208
Inconvénients qui en résultent . . .	208
Moyens d'y remédier	210
Création de coopératives de consom- mation	210
Déclaration de l'insaisissabilité du sa- laire	211
Fondation d'écoles ménagères . . .	219

